



Faculté de Droit de Nancy

Master 2 : Science politique - Métiers du politique et de l'administration

Spécialité : Recherche

***Le soft power de la République turque (2003-2022).***

**Médias, culture, religion et influence internationale en contexte critique**

**Bulent ALHAS**

Sous la direction de Gildas RENOUE et soutenu à la session de septembre 2022

Déclaration sur l'honneur

Je, soussigné Alhas Bulent déclare avoir rédigé ce travail sans aides extérieures ni sources autres que celles qui sont citées. Toutes les utilisations de textes préexistants, publiés ou non y compris en version électroniques sont signalées comme telles. Ce travail n'a été soumis à aucun autre jury d'examen sous une forme identique ou similaire, que ce soit en France ou à l'étranger, à l'université ou dans une autre institution, par moi-même ou par autre.

Date : XX/09/2022

Signature manuscrite de l'étudiant :

## TABLE DES MATIERES

Introduction.....	4
Présentation du corpus.....	12

### **1- La Turquie: un état géographiquement central, en quête de puissance et d'indépendance à l'aube du XXIème siècle**

#### **Chapitre 1 : La volonté d'une affirmation internationale avec l'AKP**

<i>Section 1 : La « doctrine Davutoğlu » : la clé de voute du renouveau diplomatique.....</i>	<i>15-25</i>
<i>Section 2 : D'une tentative de rapprochement avec l'Occident à la recherche d'un nouvel équilibre (2003-2012).....</i>	<i>26-38</i>

#### **Chapitre 2 : Le soft power religieux en question**

<i>Section 1 : La volonté de réaffirmer un islam turc dans les anciens territoires de l'Empire Ottoman (Caucase, Asie Centrale, Afrique du Nord).....</i>	<i>39-48</i>
<i>Section 2 : L'importance pour la Turquie moderne du mouvement de Fethullah Gülen et sa relation avec Recep Tayyip Erdoğan.....</i>	<i>49-65</i>

### **2- Une décennie marquée par un nationalisme fort et une expansion de son patrimoine culturel (2013-2022)**

#### **Chapitre 3 : Un contrôle étatique du soft power culturel :**

<i>Section 1 : L'exemple du succès mondial des séries télévisés turcs mais aussi de ses limites.....</i>	<i>66-81</i>
<i>Section 2 : Le cinéma turc : entre films d'états et films d'auteurs primés à l'international.....</i>	<i>82-93</i>

#### **Chapitre 4 : Une politique étrangère visant à s'affirmer comme l'homme fort de l'Eurasie :**

<i>Section 1 : Le rôle complexe de l'Etat turc lors des printemps arabes et de la guerre en Syrie...94-107</i>	
<i>Section 2 : De l'eurasisme turc au rapprochement avec la Russie, le pari sur l'avenir de Recep Tayyip Erdoğan.....</i>	<i>108-121</i>

Conclusion.....	122-125
Annexe.....	126-137
Bibliographie.....	126-128
Sitographie.....	129-133
Filmographie.....	134

## INTRODUCTION

Ce début de XXIème siècle a été le témoin de transformations successives de l'ordre international. Nous sommes passés d'un monde unipolaire<sup>1</sup> dans les années 1990 suite à la chute de l'empire soviétique et à l'hégémonie états-unienne, à un monde multipolaire dès l'aube du troisième millénaire. Le (relatif) équilibre international s'est donc caractérisé autant par la perte de terrain de la superpuissance des États-Unis sûr de nombreux plans (économique, militaire, culturel) que la montée en force de puissances régionales<sup>2</sup>. L'ordre international multipolaire correspond à une métamorphose des relations internationales par de nombreux facteurs, notamment économiques par lesquelles certaines puissances déclinent tandis que d'autres les concurrencent, voir les remplace. Au premier plan de ces dernières, la Fédération de Russie et la République de Turquie représentant le continent eurasiatique. Par ailleurs, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil, se sont affirmés dans leurs zones régionales d'influence respectives. Parmi ces états, certains sont devenus des puissances mondiales à part entière sur l'échiquier politique global, des puissances avec lesquelles il faut d'ores et déjà compter pour les conflits et défis majeurs de notre siècle, nous l'avons vu lors du conflit syrien avec le poids décisif qu'a eu le droit de veto russe et chinois pendant les différents conseils de sécurité des Nations unies, ou encore beaucoup plus récemment lors de la guerre russo-ukrainienne déclenchée par les forces armées russes en février 2022. Ces vingt dernières années, la Turquie, par le biais de son ancien Premier ministre et actuel président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, a su s'affirmer en tant que puissance régionale incontournable. Avec l'arrivée du Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi – AKP*) au pouvoir, la Turquie s'est peu à peu imposée comme force de proposition et de dissuasion à l'occasion d'évènements majeurs (l'invasion en Irak de 2003, les Printemps arabes, le conflit syrien, la guerre en Ukraine).

Il est ainsi évident que la Turquie en tant qu'état succédant à son ancien empire (Ottoman) a su tirer parti de ses différentes caractéristiques et de ses atouts, notamment d'un point de vue géographique : le territoire turc se situe sur le trait d'union entre l'Occident et l'Orient aux confins de l'Asie et de l'Europe, faisant du pays l'un des plus grandes états transcontinental. De plus, il est bordé au nord par la mer noire, à l'ouest par la mer Égée et au sud-ouest par la

---

<sup>1</sup> Le système unipolaire est l'hégémonie d'un seul État. Cette expression est d'abord employée pour décrire la « *pax britannica* » au XIXe siècle, fondée sur la puissance monétaire, technologique et militaire du Royaume-Uni.

<sup>2</sup> Une puissance régionale est dans le domaine des relations internationales un État qui détient un certain pouvoir et une influence inégalée sur une région donnée en matière d'économie et de forces armées. Le terme peut également être utilisé parfois en tant que synonyme de « moyenne puissance ».

partie orientale de la mer Méditerranée : le bassin Levantin. La Thrace orientale (Europe) et l'Anatolie (Asie) sont séparées par la mer de Marmara. Par ailleurs le pays possède aussi des atouts économiques symbolisés par un virage à l'économie de marché entre les années 1980 et 1990, sans compter sur l'importance géostratégique du détroit du Bosphore (*İstanbul Boğazi* ou simplement *Boğaziçi*). Ce dernier est le détroit qui relie la mer Noire à la mer de Marmara et marque, avec les Dardanelles, la limite méridionale entre les continents asiatique et européen. Long de 32 kilomètres pour une largeur allant de 698 à 3 000 mètres, il sépare les deux parties anatolienne (Asie) et rouméliote (Europe) de la province d'Istanbul. Il revêt une importance capitale pour l'économie turque du fait de son important trafic maritime, estimé à 50 000 navires commerciaux étrangers en 2013<sup>3</sup>, (à titre de comparaison le canal de Suez situé en Egypte a un trafic estimé à 19000 navires en 2020.<sup>4</sup>). Plus généralement, en 2017, la Turquie était la première puissance économique du Moyen-Orient, devant l'Iran et l'Arabie saoudite, la 7e puissance économique d'Europe et la 17e puissance économique mondiale<sup>5</sup>. Membre du G20 et de l'Union douanière, cela reste un pays semi-industriel où l'agriculture occupe encore une place importante dans le PIB. La valeur ajoutée de l'industrie représente 26,6 %<sup>6</sup> du PIB, contre 63,7 % pour les services et 9,6 % pour l'agriculture. Pourtant, l'inflation a toujours été élevée en Turquie, en raison de la stratégie basée sur une croissance à tout prix, mais elle n'a jamais dépassé les 10% depuis ces vingt dernières années. Des années durant lesquelles Erdoğan, d'abord premier ministre à deux reprises, puis président, a réalisé un véritable miracle économique, en hissant son pays en puissance économique dans la région. Mais depuis 2018 et le bras de fer commercial avec les Etats Unis de Donald Trump Jr, les choses se sont emballées avec le début de la dépréciation du live turc<sup>7</sup>. Une situation exacerbée plus tard par la crise du Covid-19, puis par la guerre russo-ukrainienne se déroulant juste de l'autre cotée de la Mer noire.

De plus, le détroit du Bosphore a également une importance géopolitique non négligeable dans les relations qu'entretient le pouvoir turc avec ses voisins, une illustration de cela est survenue récemment lors du conflit russo-ukrainien. Ainsi en mars 2022, fidèle à sa stratégie de communication multilatérale, Ankara a interdit les détroits du Bosphore et des Dardanelles aux

---

<sup>3</sup> Jean-François Pérouse, *Questions internationales*, La Documentation Française, N°72, Mars-avril 2015.

<sup>4</sup> « Canal de Suez: le propriétaire du navire évoque un déblocage dès samedi soir », *Sud-Ouest international*, article du 27 mars 2021

<sup>5</sup> Pascal Boniface, "L'Année stratégique 2020" de l'IRIS, Armand Colin, 368 pages, 2019.

<sup>6</sup> <http://www.donnees.banquemondiale.org> [archive] consulté le 05 aout 2022.

<sup>7</sup> Sabine Germain : « Inflation : l'ubuesque politique économique turque », *Alternatives-économiques*, article du 1<sup>er</sup> juin 2022, consulté le 11 aout 2022.

navires de guerre, comme l'y autorise la convention de Montreux<sup>8</sup>. Les bâtiments russes ne peuvent plus ni entrer dans la mer Noire ni en sortir. Pour autant, la Turquie ne s'est pas associée aux sanctions contre la Russie et Erdoğan maintient des canaux de communication ouverts aussi bien avec Poutine qu'avec le président ukrainien Zelensky.

Aux atouts géographique et économique s'ajoute une force culturelle symbolisée aujourd'hui par un soft power prégnant et provenant notamment d'un héritage historique remontant à l'Empire turco-mongol, Byzantin et bien sûr Ottoman. Nous allons voir cela en détail dans la suite de l'introduction consistant à dresser le portrait de l'actuelle Turquie, de sa naissance à ses évolutions les plus récentes, avant d'expliquer en détail les motivations et les objectifs de ce mémoire de recherche.

La péninsule anatolienne (ou Asie Mineure), qui représente aujourd'hui 97 % de la Turquie moderne, compte parmi les régions du globe qui ont continuellement été habitées tout au long de l'histoire de l'humanité. Les premières implantations comme celles de *Çatalhöyük*, *Çayönü*, *Hacılar*, *Göbekli Tepe* et *Mersin* comptent parmi les plus anciennes au monde. Le toponyme turc Göbekli Tepe se traduit en français par « la colline au nombril », en référence à sa forme. Sur ce site, repose le plus ancien temple de pierre jamais découvert (datation estimée entre 11 500 et 10 000 avant notre ère). Le premier empire à émerger en Anatolie a sans nul doute été l'Empire hittite, du XVIIIe au XIIIe siècle av. J.-C. Par la suite, les Phrygiens, un autre peuple indo-européen, ont gouverné ces terres jusqu'à leur anéantissement par les Cimmériens au VIIe siècle av. J.-C. D'autres peuples indo-européens se sont succédés en Anatolie, dont les Lydiens et les Lyciens.

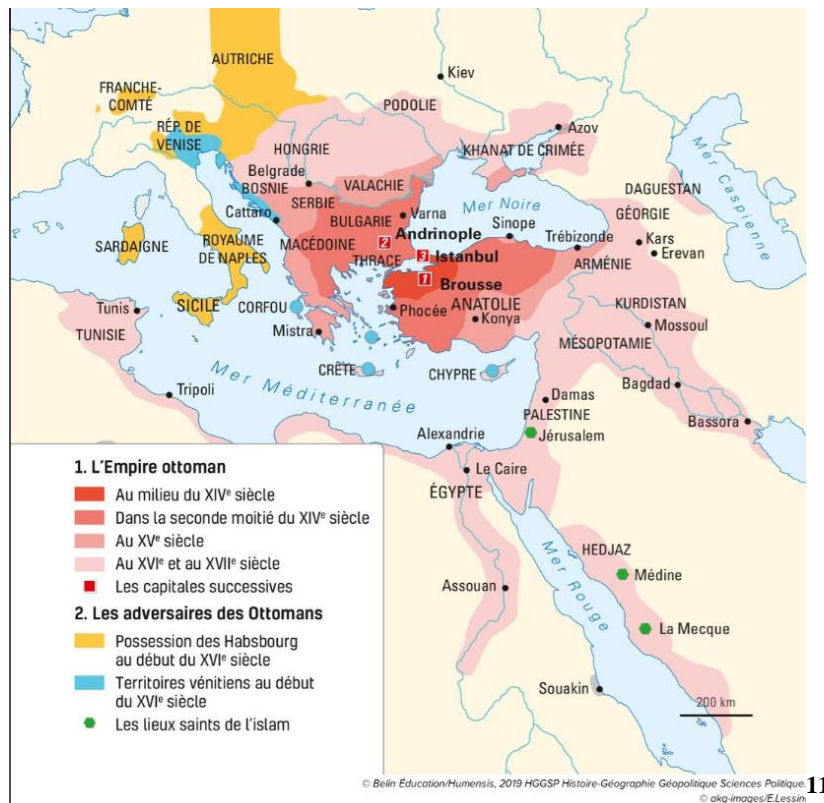
En 334 av. J.-C., Alexandre le Grand, commençant ses grandes conquêtes, envahit l'Anatolie, qui se divise après sa mort en royaumes hellénistiques comme ceux de Bithynie, de Cappadoce, de Pergame ou du Pont. Ces derniers sont submergés par la conquête romaine. En 324 apr. J.-C., l'empereur romain Constantin Ier choisit Byzance comme nouvelle capitale de l'Empire. Sous le nom de Constantinople, elle devient la nouvelle Rome.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> La convention de Montreux, officiellement la convention concernant le régime des détroits, est un accord international multilatéral signé le 20 juillet 1936 dans un palace de la ville de Montreux, en Suisse. Elle est entrée en vigueur le 9 novembre 1936 et le demeure jusqu'à ce jour. Elle détermine l'exercice de la libre circulation dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, ainsi que dans la mer Noire. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention\\_de\\_Montreux](https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_de_Montreux)) consulté le 9 aout 2022.

<sup>9</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/Turquie> consulté le 9 aout 2022.

Ainsi, fondé en 1299, sur les dépouilles de l'Empire byzantin et de l'État seldjoukide<sup>10</sup>, l'Empire ottoman s'étend, deux siècles et demi plus tard, de la Méditerranée aux rives nord de la mer noire et de la péninsule Arabique aux portes du Maroc. Sa civilisation, expression d'un subtil équilibre entre différentes religions et cultures, est alors l'une des plus importantes au monde. Cependant, après le brillant règne de Soliman le Magnifique, l'Empire, en butte à des difficultés intérieures, s'affaiblit jusqu'à poser à la diplomatie européenne la question d'Orient au XIX<sup>e</sup> siècle, puis à disparaître au lendemain de la Première Guerre mondiale.



Tout d'abord, Osman Ier Gazi (« victorieux » ou « combattant de la foi ») est considéré comme l'ancêtre de la dynastie ottomane. Il appartient à la tribu nomade des *Kayı*, l'une des vingt-quatre grandes divisions (*boy*) de la fédération des Oghouz, Turcs occidentaux, dont des groupes importants ont envahi l'Iran et l'Asie Mineure au XI<sup>e</sup> siècle, sous la direction de *Selçuk* (ancêtre éponyme des Seldjoukides). On ne sait pas si les *Kayı* sont arrivés en Anatolie orientale en même temps que les Seldjoukides ou s'ils se sont arrêtés successivement dans les régions de

<sup>10</sup> Les Seldjoukides, Seljoukides ou Saljûqides sont les membres d'une tribu turcique qui a émigré du Turkestan vers le Proche-Orient avant de régner sur l'Iran, puis sur un vaste domaine comprenant l'Irak actuel et l'Anatolie orientale entre le milieu du XI<sup>e</sup> siècle et la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. À la fin du XI<sup>e</sup> siècle, l'Empire seldjoukide comprenait l'Asie mineure, le Levant, le Moyen-Orient, ainsi que la Perse.

<sup>11</sup> Belin éducation/humensis, 2019 HGGSP Histoire-Géographie Géopolitique Science Politique Essor et apogée de l'Empire ottoman (XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles), *Belin Education*

*Boukhara* et de *Merv* (actuels Ouzbékistan et Turkménistan), d'où ils auraient peut-être été chassés par l'invasion des Mongols de Gengis Khan (1220-1221).

Il est généralement admis que l'indépendance des Ottomans date de 1299. Cependant, Osman Ier Gazi (1258-1324), qui a succédé à son père Ertoğrul vers 1281, a commencé ses campagnes bien avant. Vers 1290, il s'empare de plusieurs places fortes et il s'installe à Yenisehir. Il dispose d'une armée peu considérable, mais fidèle et solide, encadrée par des membres de sa proche famille. C'est à l'un d'eux, son fils Orhan Gazi, à qui il laisse en 1317 le commandement militaire. Le but qu'il lui a fixé est la prise de deux importantes cités byzantines, Brousse (Bursa) et Nicée (Iznik). Sans doute, Osman est-il déjà mort quand Orhan entre en 1326 dans Brousse et en fait sa capitale. Du moins il sera enterré dans un de ces mausolées qui formeront, au cours des siècles, l'une des nécropoles impériales.

De l'Empire byzantin, il ne reste pas grand-chose d'un point de vue territorial (une ville et ses faubourgs), et moins encore d'un point de vue moral. Dès Murad Ier, le basileus avaient fait figure de vassal apeuré ; sous le règne de Bayezid Ier, il avait été obligé de construire une mosquée dans sa capitale et d'y établir un tribunal spécial pour les ressortissants musulmans ; en 1449, Constantin XII Paléologue n'était monté sur le trône qu'avec l'appui du Sultan. Seul son prestige assurait sa survie. Pour l'islam, la prise de la ville répondait à une vieille promesse ; depuis huit siècles, elle était désirée, attendue comme la victoire finale, la preuve de sa suprématie sur les autres religions. « Élu » serait le peuple qui la prendrait.<sup>12</sup>



13



14

<sup>12</sup> [https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Empire\\_ottoman/136521](https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Empire_ottoman/136521) consulté le 9 aout 2022.

<sup>13</sup> Mehmed II, dit Fatih le « Conquéreur » (1432-1481)

<sup>14</sup> Les janissaires (en turc : *Yeniçeri*, en turc ottoman : *يڨري*, [jeni 'tjeri], littéralement « nouvelle milice ») formaient un ordre militaire très puissant composé d'esclaves d'origine européenne et initialement de confession



Dans la nuit du 23 avril 1453, il fait transporter par voie terrestre une partie de ses bâtiments du Bosphore dans la Corne d'Or. Un mois plus tard, il offre au basileus une capitulation honorable que celui-ci refuse. Mehmed II lance alors l'assaut. Par une brèche proche de la porte d'Andrinople, les janissaires entrent dans la place. Le dernier basileus meurt les armes à la main. À cheval, Mehmed II entre dans la basilique Sainte-Sophie et y célèbre l'office musulman de la prière (29 mai 1453).



15

Dans la nouvelle capitale de l'Empire ottoman, Constantinople, devenue Istanbul, Mehmed II Fatih jette aussitôt les fondements de la coopération qu'il entend établir entre ses sujets : des libertés exceptionnelles sont données aux chrétiens ; les Génois se voient confirmer leurs privilèges. Fidèle à la tolérance ancestrale des Turcs, le Sultan organise les Églises grecque,

---

chrétienne avant leur conversion à l'islam, constituant l'élite de l'infanterie de l'armée ottomane à l'apogée de l'Empire.

<sup>15</sup> *L'Entrée du sultan Mehmet II à Constantinople le 29 mai 1453*, Benjamin Contant, 1876.

arménienne, syriaque et la synagogue : des patriarches sont nommés, les tribunaux ecclésiastiques reçoivent de larges compétences. Ainsise trouve codifiée la division des peuples de l'Empire en communautés religieuses autonomes, que l'on appelle les *millet*.

Süleyman II (ou Ier) – appelé Soliman le Magnifique en Occident, les Turcs lui donnant le nom de « Législateur » (*Kanunî*) – est sans aucun doute le plus important souverain ottoman. Sous son règne (1520-1566), l'Empire atteint son plus haut niveau de puissance, qui consacre la plus brillante civilisation de l'époque, illustrée en particulier par une intense activité architecturale conduite par l'architecte Mimar Sinan, constructeur des mosquées de Chah Zade [*Şehzade camii*] et Süleymaniye à Istanbul, Selimiye à Edirne.

Il reçoit ses institutions définitives et toute sa structure administrative. Le Sultan, servi sur terre et sur mer par de grands capitaines, parmi lesquels les frères Barberousse et le grand vizir Sokullu Mehmed Paşa, se pose en arbitre de l'Europe. Au cours de son long règne de 46 ans, Soliman ne mène pas moins de treize campagnes, dix en Europe, trois en Asie. En Asie, Soliman vainc l'Iran, s'empare de Bagdad et de la majeure partie de l'Iraq. Sur mer, ses corsaires s'installent à Tunis et à Alger (1516), à Aden et lancent des expéditions jusqu'en Inde. Ainsi, tout le monde arabe, à l'exception du Maroc, passe sous la coupe ottomane.

En Europe, les guerres d'Italie et la rivalité des maisons de France et d'Autriche favorisent le sultanat. Bientôt, un invraisemblable système d'alliance s'organise qui rend partenaires d'une part François Ier et Soliman, d'autre part Charles Quint, Louis II de Hongrie et Tahmasp d'Iran.



16

<sup>16</sup> Portrait de Soliman dans le style du Titien (peintre italien de l'école vénitienne), vers 1530.

Olivier Bouquet décrit les spécificités du sultan ottoman et certaines raisons qui en ont fait sa renommée : « Le sultan fait siennes les traditions romaines (il devient imperator), turque (il se dit khan) et islamique (il est sultan et ghazi). Aux yeux des musulmans de son temps, il tire son prestige du fait qu'il a réuni la communauté musulmane et repris la conquête des terres infidèles. L'émir de La Mecque lui écrit : « Vous êtes supérieurs à nous et à tous les sultans de l'islam parce que vous avez conquis des pays appartenant aux Européens et à leurs pareils ». De cette assimilation du souverain à sa mission islamique, la titulature de Soliman rend pleinement compte : « sultan des sultans du monde » et « sultan de l'Est et de l'Ouest », il est « l'ombre de Dieu sur les terres » et « le dispensateur de couronnes » [...]. Il néglige d'y ajouter un titre qui aurait marqué sa prééminence sur tous les souverains : celui de calife. »<sup>17</sup>

Comme l'explique les historiens Jean Carpentier et François Lebrun, l'empire ottoman va peu à peu décliner dès le XVII<sup>e</sup> siècle : « Entre l'échec du siège de Vienne (1683) et la fin de l'empire (1923), la puissance ottomane ne cesse de décliner.

Dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle en Méditerranée, où l'activité commerciale s'accroît, et qui voit apparaître les premiers bateaux à vapeur, l'Empire ottoman subit un premier affaiblissement alors même qu'il commence à se réformer. Cet affaiblissement, marqué par l'indépendance de la Grèce en 1829 et la prise d'Alger par la France en 1830, s'explique par l'intervention croissante des puissances européennes : l'Angleterre, la Russie et la France. Mais l'Empire ottoman est aussi menacé de l'intérieur : en Égypte, Mehmet-Ali s'impose, tente de construire un État fort, se mêle au jeu des puissances, affronte Constantinople. [...] Seule l'intervention des puissances, et principalement l'Angleterre qui a intérêt à préserver la route des Indes, sauve l'Empire de cette crise. Mais désormais, il ne peut subsister sans leur appui. En 1839, l'Angleterre signe avec la Porte une convention commerciale qui ouvre les marchés de l'Empire aux produits européens. La France raisonne d'abord en puissance civilisatrice, l'Angleterre en puissance commerciale. À partir des années 1840, plus rien ne peut freiner l'expansion européenne. »<sup>18</sup>

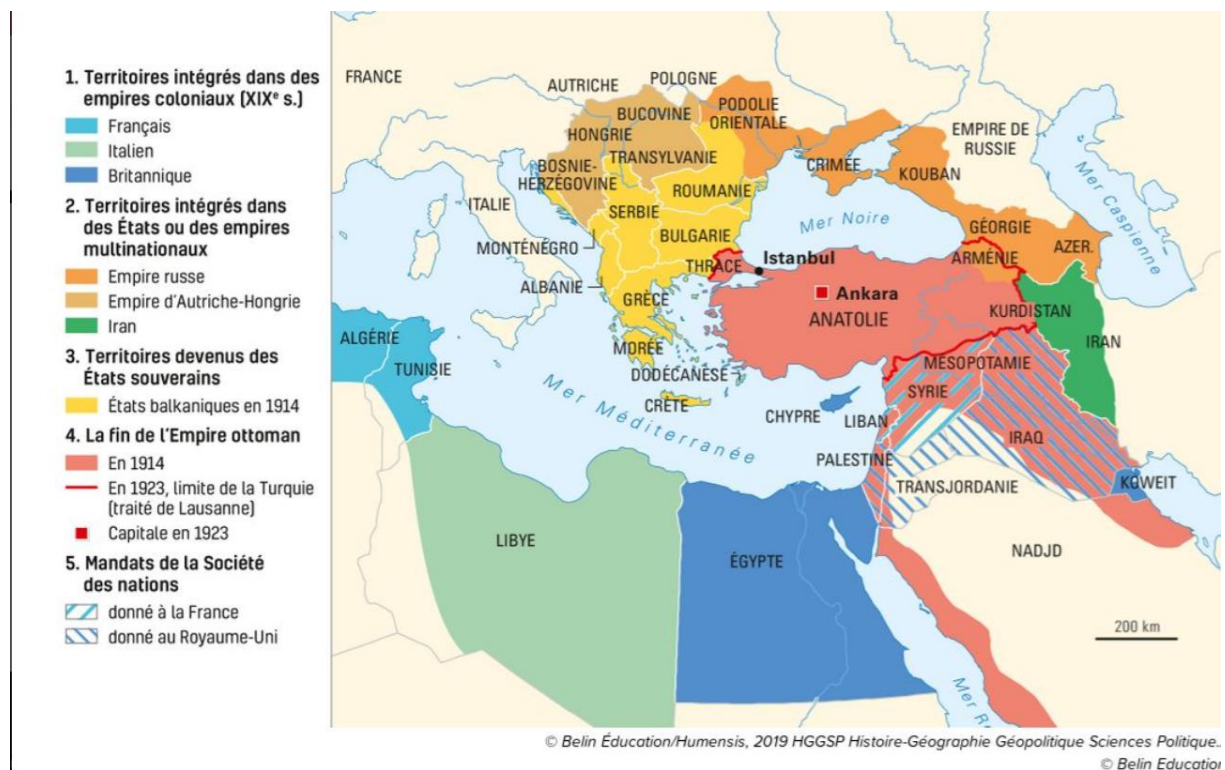
Finalement, en 1919, Mustafa Kemal unifie les nationalistes opposés aux puissances occidentales et au régime du sultan. Une Grande Assemblée nationale et un gouvernement provisoire se mettent en place à Ankara, contestent les frontières fixées par le traité de Sèvres (1920) et mènent la guerre aux puissances occupantes et au pouvoir ottoman. Après la guerre

---

<sup>17</sup> Olivier Bouquet, « *Les Ottomans Questions d'Orient* », Documentation photographique, juillet-août 2018.

<sup>18</sup> Jean Carpentier, François Lebrun (dir.), *Histoire de la Méditerranée*, Seuil, 2001.

d'indépendance (1920-1922), le sultanat est aboli et le traité est révisé à Lausanne. La république turque est proclamée en 1923 et Mustafa Kemal élu à la présidence.<sup>19</sup>



20

Mon mémoire de recherche va donc s'attarder sur les vingt dernières années de la République turque depuis l'année 2002 et l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan et du parti islamo-conservateur de l'AKP à travers un regard historique et politique de l'Etat turc dans le milieu des relations internationales depuis l'aube du XXIème siècle.

Intitulé « *Le soft power de la République turque (2003-2022) : Médias, culture, religion et influence internationale en contexte critique* » mon travail se place donc dans le domaine scientifique des sciences politiques et dans le cadre des relations internationales. La problématique est la suivante :

**Forte de son histoire complexe, comment la Turquie moderne s'est imposée en tant qu'acteur régional majeur ces vingt dernières années ?**

<sup>19</sup> [https://manuelnumeriquemax.belin.education/hggsp-premiere/topics/hggsp-th2-axe1-102-a\\_essor-et-declin-de-l-empire-ottoman](https://manuelnumeriquemax.belin.education/hggsp-premiere/topics/hggsp-th2-axe1-102-a_essor-et-declin-de-l-empire-ottoman) consulté le 9 août 2022.

<sup>20</sup> Belin éducation/humensis, 2019 HGGSP Histoire-Géographie Géopolitique Science Politique *Le déclin de l'Empire ottoman (XIXe-XXe siècles)*, Belin Education

Afin de traiter le sujet, un plan de recherche a été établi, couvrant les différents axes du plan, de nombreux documents écrits, audio, mais également vidéos ont été consultés, des observations ont été faites en France principalement mais aussi directement en Turquie. De plus, dès le départ il a été décidé de faire un plan thématique qui suivrait un ordre chronologique de 2002 à 2022 avec des allers-retours dans le temps dans le but d'expliquer correctement et en détails les propos de ce mémoire de recherche. Des entretiens et des questionnaires avaient été prévus mais ont dû être annulés par manque de temps, l'essentiel des travaux consultés est donc de facto de natures scientifiques.

L'objectif de cette étude est de dresser un portrait général de la Turquie contemporaine, à travers sa politique nationale et surtout internationale et d'essayer de comprendre les fondements socio-historiques d'une telle évolution ces vingt dernières années. On s'est donc notamment beaucoup attardé sur la géographie de l'Etat turc car elle influe directement sur certaines volontés politiques de ses dirigeants. Ainsi pour comprendre le rôle que joue la Turquie moderne sur l'échiquier des relations internationales, il faut revenir sur tous les aspects qui la façonnent, qu'ils soient politique, historique, économique, culturel et sociologique. Comment par la combinaison de tous ces éléments la Turquie essaie d'être un acteur régional majeur du continent eurasiatique, tout ayant une parole qui compte sur la table des superpuissances ? C'est la question fondamentale.

Nous verrons dans un premier temps à travers une étude thématique s'étalant des premières années de la gouvernance du parti de l'AKP jusqu'en 2022, par le biais des figures centrales comme Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, de la conquête du pouvoir, jusqu'à la métamorphose de la société civile turque et surtout de l'élargissement des politiques extérieures de l'Etat turc comment elle use de nombreux leviers : économique, politique, historique, religieux et militaire pour s'affirmer en tant qu'un acteur régional à part entière et surtout indispensable pour ses différents partenaires. Des États-Unis jusqu'à la Russie, en passant par l'Union Européenne, le Maghreb ou encore les Républiques centrasiatiques, la Turquie contemporaine mise une part importante de sa stratégie politique et géopolitique sur son soft power qu'il soit culturel ou religieux (**première partie**).

Ainsi nous verrons comment dès les années 1990, l'Etat turc va profiter du vide que la chute de l'empire soviétique va laisser en Asie Centrale notamment dans les républiques musulmanes afin de s'implanter localement via des écoles et universités afin de promouvoir un islam turc.

Mais aussi le soft power culturel par le biais d'une très grande machine de production télévisuelle qui permet à l'Etat turc de promouvoir un certain idéal de ses valeurs et de ses idées à des millions de foyers de par le monde. Enfin nous nous attarderons sur les fluctuations de la politique étrangère turque aux abords des années 2010, une géopolitique extérieure qui a souvent été perçu par les différents analystes et partenaires de la Turquie comme difficile à percevoir notamment lors du conflit syrien, des relations avec la Russie, l'Union Européenne et l'OTAN (**seconde partie**).

## **Partie 1 – La Turquie: un état géographiquement central, en quête de puissance et d'indépendance à l'aube du XXIème siècle**

### **Chapitre 1 : La volonté d'une affirmation internationale avec l'AKP**

#### *Section 1 : La « doctrine Davutoğlu » : la clé de voute du renouveau diplomatique*

« La nomination, en mai 2009, d'Ahmet Davutoğlu au poste de ministre des Affaires étrangères de la Turquie révéla officiellement une reconfiguration de la diplomatie turque, en fait initiée depuis mars 2003 par lui-même, au poste plus discret de conseiller aux affaires internationales du Premier ministre Erdoğan. Sur la base de la thématique de la «profondeur stratégique» qu'il avait élaborée dès les années 1990 en tant qu'universitaire, il entend sortir la diplomatie turque de « l'alignement » observé au cours de la guerre froide, pour l'adapter, dans un environnement géopolitique renouvelé du pays, à une nouvelle période de « désordre international »<sup>21</sup> (Croc, 2012). A partir de la réévaluation de plusieurs paramètres, la Turquie pourrait représenter un acteur désormais « global », exerçant une stabilisation bénéfique sur un voisinage proche-oriental passablement explosif. Suite à la chute de l'empire soviétique en 1991, les relations internationales ont basculé dans un système de relation unipolaire à la faveur des États-Unis d'Amérique. Un système qui ne favorisait pas un réel équilibre des puissances, permettant une concentration des pouvoirs généraux dans l'ex bloc de l'ouest à minima toutes les années 1990. Pourtant, c'est à cette époque-là que l'hégémonie américaine va être reconsidérée à la faveur d'analystes tels que Joseph Nye. Ce dernier est un théoricien important des relations internationales et a été un acteur non négligeable de plusieurs gouvernements de l'état américain notamment lorsqu'il occupa le poste de secrétaire adjoint à la Défense sous l'administration Clinton (1994-1995). C'est à cette même époque que Joseph Nye va développer le concept moderne du Soft Power dans son ouvrage *Bound to Lead*<sup>22</sup> en 1990. Un écrit fondateur qui remettait en perspective les critères de la puissance d'un pays, ainsi le soft power s'oppose au hard power, par les manières pour un état d'imposer ses visions culturelles,

---

<sup>21</sup> Gérard Croc, *La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement*, l'Harmattan, revue Confluences Méditerranée, Paris, 2012/4 N° 83, p.71.

<sup>22</sup> NYE, JOSEPH *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, (Basic Books, 1990)

économiques et religieuses à un autre. Par ce constat, la puissance nord-américaine était en effet hégémonique au sortir de la guerre froide.

C'est dans ce contexte de réalignement des puissances que la Turquie se prépare à des changements significatifs à l'aube du XXIème siècle. Un des architectes centraux de l'émergence de la Turquie en tant qu'un acteur important de la région est Ahmet Davutoğlu, née le 26 février 1959 à Taskent, une ville situé dans la province de Konya qui se trouve au sud-ouest de l'Etat turc. Issue d'une famille très religieuse et ayant une stature d'universitaire avant tout, il va occuper de nombreux postes à l'étranger, principalement en Asie Centrale, notamment à l'université internationale de l'islam à Kuala Lumpur, en Malaisie. Ces travaux universitaires sont surtout synthétisés dans l'ouvrage *La profondeur stratégique*<sup>23</sup> publié en 2001 (*Stratejik Derinlik*). Un livre devenu un best-seller dans laquelle il y expose sa vision du futur de la Turquie et de ce qu'elle ne devrait pas être ; les idées principales portent sur le rôle de l'Etat turc en tant que nation souveraine, les liens qu'elle a avec l'occident notamment les États-Unis et Israël, des liens devenues trop étroit à la deuxième moitié du XXème siècle selon Davutoğlu notamment sur l'alignement quasiment systématique de la Turquie sur les leaders occidentaux en matière de politique étrangère. En synthèse, l'auteur prône un éloignement, voir un abandon de l'idéal kémaliste laïc de l'état nation en place puis 1923, pour un retour à ce qu'il nomme une « profondeur stratégique naturelle, profondeur que forme l'arc islamique du Maroc à l'Indonésie ».



24

Ces thèses et cette renommée va le permettre d'approcher le pouvoir dès 2002 en incarnant le rôle de conseiller diplomatique des premiers ministres Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdoğan,

<sup>23</sup> Ahmet Davutoğlu, *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, Küre Yayınları, Turquie, 2001

<sup>24</sup> Ahmet Davutoğlu (à droite) en compagnie du Président de la République Turque Recep Tayyip Erdogan



une année avant que l'*Adalet ve Kalkınma Partisi* (AKP, le Parti de la justice et du développement) n'accède entièrement au pouvoir en 2003.

Le travail d'Ahmet Davutoğlu va consister dans un premier temps en deux bouleversements majeurs de 2002 à 2009 en tant que « diplomate » de Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül pendant leurs mandats successifs, un rôle que beaucoup comparait à celui d'un ministre des affaires étrangères. Le premier changement c'est le renoncement aux dualités passées, à savoir celle de la guerre froide, entérinée depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et toutes les années 1990. Par cela, il veut montrer que la Turquie avance coûte que coûte. Un deuxième grand bouleversement est celui de la mondialisation et du rapport à celle-ci, selon lui ce nouveau facteur du fonctionnement du monde entre en contradiction avec les politiques étrangères surtout de la Turquie qui était souvent alignées aux intérêts anglo-américains durant les événements majeurs de la guerre froide. Provenant tout d'abord d'un travail historique et universitaire, les thèses d'Ahmet Davutoğlu se sont propagées en termes de politique pure, comme une méthode à suivre pour les dirigeants de l'AKP. En outre, cela s'est également développé à l'international notamment au niveau diplomatique, une internationalisation de la politique Davutoğlu qui a touché jusqu'au centre de recherches internationaux en science politique, les think tank notamment anglo-saxons.

Alors qu'il n'est que « simple » conseiller privilégié du pouvoir turc de 2002 à 2009 en diplomatie, Ahmet Davutoğlu va passer au poste de Ministre des Affaires Etrangères du 1<sup>er</sup> mai 2009 au 29 août 2014 puis il sera Premier Ministre du 28 août 2014 au 24 mai 2016. Alors que le grand public le découvre en 2009, il est déjà une figure importante dans la société civile turque mais surtout il a déjà insufflé au gouvernement turc sa formule fétiche de « Zéro problèmes avec les voisins » (en turc *Komşularla Sıfır Sorun Politikası*).

Cette politique du zéro problème avec les voisins représente la doctrine de l'AKP en matière de politique étrangère et de défense de la Turquie dans son environnement régional. Dans la continuité de l'action d'Ahmet Davutoğlu depuis 2002, cette politique se base sur trois axes centraux, les trois points de rupture avec l'idéal kémaliste de l'Etat turc :

- Le premier correspond à cesser le soutien presque permanent aux puissances occidentales comme c'était le cas lors de la guerre froide et jusqu'au début des années 1990. Une politique qui s'était suivit par l'intégration de la Turquie dans l'OTAN dans le contexte du conflit ouvert entre l'Etat turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), soutenu par l'Union soviétique jusqu'à la dissolution de cette dernière. Un point crucial pour le pouvoir étatique.

- Secondement, le processus d'intégration européenne, dont les va et vient successifs ont conduit la Turquie à se tourner vers d'autres partenaires au Moyen-Orient ; des partenaires qu'ils avaient oubliés selon Ahmet Davutoğlu, à la faveur d'une politique étrangère occidental-centré.
- Enfin, la tenue à l'écart d'acteurs civils ou religieux en matière de politique étrangère et la prépondérance absolue de l'armée turque. Un dernier élément bien connu de la Turquie moderne, qui a connu de nombreux coups d'états militaires dans la seconde moitié du XXème siècle.

Ainsi selon Davutoğlu, la Turquie laïque et républicaine s'est volontairement isolée de son environnement géoculturel sans avoir pour autant de réelles contreparties par les pays occidentaux, comme le montre par exemple les refus successifs de son adhésion à l'UE. La crise de Chypre en 1964 représente bien les échecs de cette politique. En effet, Ankara se retrouve isolé face à la Grèce qui peut paradoxalement compter sur le soutien des pays arabes et de l'opinion publique occidentale. En réalité, affirme Davutoğlu, l'adhésion à l'OTAN aurait ralenti, voir tétanisé la politique étrangère turque. C'est pour cela qu'il privilégie à présent une nouvelle diplomatie en premier lieu tournée vers les pays du proche et du moyen orient, principalement arabes en prenant en compte les affinités religieuses. Il qualifie cela de « restauration ». Les opposants nomment cela le « néo-ottomanisme ». Omer Taspinar, cité par Benjamin Gourisse résume ainsi le néo-ottomanisme ainsi : « Le néo-ottomanisme se montre partisan d'une grandiose vision géostratégique où la Turquie serait un agent régional effectif et engagé, travaillant pour résoudre les problèmes régionaux, ainsi que pour tenir lieu de pont entre l'Orient et l'Occident »<sup>25</sup> (*Taspinar, 2003*).

Pour étayer sa théorie, Davutoğlu affirme que chaque pays dispose d'un espace privilégié qui reflète son espace de manœuvre géostratégique. Héritière de l'empire ottoman et auréolée de son ancien titre de guide de la communauté islamique, la Turquie disposerait donc d'un large espace de manœuvre inexploité. En termes de géographie cet espace s'étendrait donc de Sarajevo au Caire pour le premier, du Maroc à l'Indonésie pour le second.

Enfin, la politique de zéro problème avec les voisins a établi une continuité à la politique extérieure kémaliste de l'Etat turc, tout du moins lors de la première partie de gouvernance de l'AKP, une politique étrangère non interventionniste, qui excluait a priori toute intervention armée en dehors du territoire turc.

---

<sup>25</sup> Ömer Taspinar, « *Entre néo-ottomanisme et kémalisme* », Afkar/idées, été 2003, p. 21

En France, quelques chercheurs se sont penchés sur ce qu'on pourrait désigner comme la doctrine Ahmet Davutoğlu, notamment Gérard Croc. Son analyse porte sur les travaux de ce dernier en profondeur et la manière dont il les amène à une réelle politique. Ainsi selon lui, Davutoğlu base sa thèse sur la géographie d'une part, un élément prépondérant chez lui mais aussi sur la question culturelle qui est liée au religieux pour lui. Il a beaucoup critiqué la théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington paru dans le livre du même nom en 1996, en anglais *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*<sup>26</sup>. Succinctement, la thèse de Huntington est d'élaborer un nouveau modèle conceptuel pour expliquer le fonctionnement des relations internationales après la fin de la guerre froide avec la chute de l'URSS en 1991. Cependant, il ne prétend pas donner à son modèle une validité qui s'étend forcément au-delà de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle et s'appuie sur une description géopolitique du monde fondée non plus sur des clivages idéologiques politiques, mais sur des oppositions culturelles plus floues, qu'il appelle « civilisationnelles », dans lesquelles le substrat religieux tient une place centrale, et sur leurs relations souvent conflictuelles. Les prochains conflits seront donc selon lui causés par ces différences culturelles et religieuses dans le monde. Selon Gérard Croc, Ahmet Davutoğlu a repris cette théorie mais pour en changer radicalement la finalité, à savoir que selon l'homme politique turc, ces différences radicales en termes de civilisations aboutiraient à une coexistence pacifiée entre tous. Lorsque Davutoğlu fait appel à la géographie pour retrouver la grandeur de la Turquie, il prend plusieurs éléments, comme le résume Gérard Croc « Au titre de la géographie, la prise en compte est large, incluant des éléments de géographie physique, humaine, politique, culturelle, pour replacer la Turquie dans des réseaux voire au cœur de réseaux neufs ou repensés. Et la dynamisation de l'ensemble de ces niveaux prend appui sur la géostratégie (schéma explicatif relativement ancien) et le remaniement qu'y insuffle la chute de l'Union Soviétique. Globalement, la fin de la bipolarisation (pour aussi contraignante qu'elle fût) déclenche un désordre des rapports internationaux que rien ne vient plus limiter, fait autant de libérations historiquement compréhensibles (Asie Centrale), de réajustements de logiques régionales ou locales (le Caucase), de changement de stratégies étatiques ou multiétatiques (les Balkans), que d'avènements d'acteurs nouveaux, certains légitimes (Iran, Irak) d'autres moins (leaders improvisés dans les petites républiques du Caucase – Tchétchénie, Adjarie etc.), à la recherche

---

<sup>26</sup> Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon & Schuster, 1996

d'expansions diverses, territoriales, commerciales, énergétiques ou simplement d'aires d'influence. »<sup>27</sup> .

La géostratégie correspond à la géographie militaire et selon le contre-amiral Pierre Célérier (1906 – 1978) à « l'étude des rapports entre les problèmes stratégiques et les facteurs géographiques »<sup>28</sup> (Célérier, 1955). Cette doctrine assemble plusieurs éléments de chaque État, sa géographie, sa situation historique et politique par rapport à ses voisins, examinées par le biais d'études stratégiques. Son étude relève de la géopolitique, bien que son point de vue se réduise aux aspects militaires et leurs conséquences sur l'enjeu des ressources naturelles, fréquemment objet de conflits d'intérêts.

C'est donc le premier point central de la doctrine Davutoğlu, le constat d'un « désordre internationale » survenu suite à l'éclatement de la bipolarité des relations internationales. Ce rajoute à cela un second élément important à savoir que la géostratégie ne peut pas fonctionner tel quelle sans la présence d'éléments culturels et religieux. En ce sens il va prendre pour exemple les pays dont la religion majoritaire est l'islam pour lesquels l'unipolarisation des relations internationales couplé à la mondialisation a grandement bouleversé les relations extérieures. Gérard Croc précise, en faisant un rappel historique que la bipolarité du monde qui a été surtout le fait d'idées et d'injonctions occidentales s'est basé sur des éléments essentiellement géostratégique, avec l'idée que la géographie sépare deux blocs non uniformes ; le premier est un bloc continental qui s'étendait de l'Europe à l'Asie du Pacifique, tandis que le second a réussi à étendre sa puissance hors de ses prérogatives « naturelles » à l'autre bout du monde par des voies commerciales, des colonisations (tel que l'Empire Britannique). Tout un tas d'éléments qui aurait permis à ce bloc de tétanisé, contraindre ce bloc continental qu'il ne pouvait pas conquérir sans cela. Ainsi à Gérard Croc de préciser « La figure la plus aboutie de la puissance continentale, dénommé dans la théorie géostratégique *Heartland*, fut au début de la Seconde Guerre mondiale, l'alliance Allemagne-URSS-Japon. La réponse de l'autre camp, donnée dans l'après-guerre, fut l'articulation des alliances militaires OTAN-CENTO-OTASE + OCDE, qui dresse un *Rimland* c'est-à-dire un corridor autour de ce centre continental et tente de le contraindre. Ce qui conduit à la conclusion suivante : est déterminante dans la bipolarité non la victoire d'une puissance sur l'autre mais le contrôle de la ligne de séparation entre les deux modalités et l'usage que l'on fait de l'équilibre qui en résulte. Davutoğlu note dans son analyse que cet équilibre froid a tenu tant qu'un camp ne s'immisçait pas dans l'espace

---

<sup>27</sup> Gérard Croc, *La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement*, l'Harmattan, revue Confluences Méditerranée, Paris, 2012/4 N° 83, p.74

<sup>28</sup> Contre-amiral Pierre Célérier, *Géopolitique et géostratégie*, p. 59, 1955

de son vis-à-vis et que les grandes fissures ont été irréversibles après le Viêt-Nam puis l'Afghanistan. »<sup>29</sup> (Croc, 2012).

Cependant, en ayant posé ces bases, Davutoğlu va rapprocher son discours en terme historique à l'histoire contemporaine. Rappelons que son ouvrage a été publié en 2001 mais qu'il a travaillé sur sa thèse durant toutes les années 1990. Il va donc porter un autre niveau d'analyse sur les pays dits islamiques. Il va d'abord relever le fait que pour la plupart, ces dits pays sont impliqués dans des conflits régionaux qui n'ont pas d'incidence au niveau mondial (Palestine, Cachemire et plus largement Inde/Pakistan, Chypre, Soudan et rébellions sahéliennes, Somalie, Asie Centrale, Europe balkanique), mais d'un autre côté, ces états se trouvent sur la couche sismique des plus gros conflits territoriaux ou encore énergétiques (Proche-Orient, Afghanistan, provinces occidentales de la Chine etc.). Il rajoute à cela les méfiances généralisés à l'encontre de l'Islam à travers le bloc occidental ou même d'anciennes puissances impériales comme la Russie ou la Chine (nous sommes juste avant les attentats du 11 septembre 2001). Selon Davutoğlu, ces méfiances ainsi que ces conflits sont souvent des héritiers de cette délimitation entre *Heartland* d'un côté et *Rimland* de l'autre, qui selon lui n'est pas une coïncidence. En effet, la fin de la guerre froide et par cela, la fin de la bipolarisation du monde entre deux blocs très puissants auraient permis principalement à ces pays islamiques situés dans l'ancien *Heartland* de « se libérer du joug » des anciennes grandes puissances, situés dans ces territoires, comme l'URSS. Le monde musulman aurait fait homme à part, une seule entité qui a les moyens de ses ambitions et ne sentant pas concerné par les délimitations du siècle passé et veulent posséder de nouveaux territoires, terrestres, maritimes que ce soit dans le dit *Heartland* ou le *Rimland*. Nous avons eus quelques exemples comme l'indépendance des républiques musulmanes d'Asie Centrale qui sont sur une ligne du partage anciennement bipolaire, du sud de l'URSS. De nouvelles règles des relations internationales sont créées, des nouveaux statu quo, en effaçant d'autres. Selon donc Ahmet Davutoğlu, ces nouvelles vellétés d'indépendances énergétiques, maritimes et terrestres par d'anciens états sous contrôles serait une des raisons principales de la nouvelle stigmatisation des états islamiques et du monde musulman plus généralement par le bloc occidental. Des anciennes puissances qui voudraient conserver leur place dans cette partie du globe sur l'échiquier mondial. Fort de ce constat, il estime qu'il est venu le temps de redéfinir le champ d'action des relations internationales de la Turquie avec son espace et ses voisins où tout devrait coexister, le politique, l'économique, le culturel, le régional, le mondial, etc. Les anciens paradigmes des relations internationales entre

---

<sup>29</sup> Gérard Croc, *La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement*, l'Harmattan, revue Confluences Méditerranée, Paris, 2012/4 N° 83, p.83

occident et orient n'auront plus lieu d'être. Il faut donc penser « global » dans tous les domaines, que ce soit au niveau de la culture, du politique ou de l'économie. Une nouvelle façon de voir les choses qui incombe surtout à la Turquie du fait de toutes les particularités qu'elle renferme, en premier lieu sa position géographique. Ahmet Davutoğlu rajoute que l'expérience de la violence d'état passé, l'héritage impérial de l'empire ottoman et plus globalement la polyvalence géographique et politique du pays en fait le candidat idéal pour user de ses forces dans le but de pacifier les régions proches et moyen-oriental en se promouvant comme l'acteur régional qui pourrait amener ces régions à niveau égal dans la mondialisation. Ainsi, Gérard Croc ajoute « Etat « pivot » d'une construction multilatérale, la Turquie devient ipso facto un « centre global » dans une dynamique de pays émergent. Au cœur de cette nouvelle diplomatie, le soft power, c'est-à-dire la capacité d'un pays à influencer pacifiquement sur des voisins, sur un espace de proximité, fort du potentiel dont il témoigne, des implications de ses bonnes décisions, de la dynamisation qu'il incarne et de la confiance qu'il sait inspirer. »<sup>30</sup>

L'auteur synthétise les moyens techniques concrets qu'Ahmet Davutoğlu estime être les plus pertinents pour réaliser les objectifs de cette « nouvelle » Turquie qui se rêve en grand leader régional. Il énonce trois principes méthodologiques et cinq principes opératifs :

- Le premier principe méthodologique est l'importance pour l'Etat turc de disposer d'une diplomatie visionnaire ayant des plans concrets en s'opposant à une simple gestion technocratique. Tous les outils doivent permettre de conjurer vers une paix globale au service de la grandeur de la Turquie.
- Le second principe est celui d'avoir une coordination étatique à tous les niveaux du corps et relations diplomatiques.
- Enfin le troisième principe méthodologique parle d'une diplomatie renouvelée, qui serait renforcée par de nouveaux concepts, d'une nouvelle langue, plus moderne, adapté à la modernité, d'un personnel rajeuni dont le style et les compétences se baserait essentiellement sur le soft power et donnerait la priorité à la négociation, au consensus, à la prise de participation vers des actions conjointes dans la région.

---

<sup>30</sup> Gérard Croc, *La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement*, l'Harmattan, revue Confluences Méditerranée, Paris, 2012/4 N° 83, p.79-80

A cela, il rajoute cinq principes opératifs :

- Il faut tout d'abord un équilibre entre liberté et sécurité afin de ne pas tomber dans des excès, notamment au niveau sécuritaire.
- Le mantra « Zéro problème avec les voisins » doit être opérationnel et effectif, malgré les dissensions, les débuts de conflits doivent rapidement être éteints par le dialogue.
- Ensuite, rajoute Davutoğlu, la diplomatie se doit être proactive et préventive, le travail du personnel diplomatique est d'anticiper les conflits avant qu'ils n'éclatent, sinon ils ne font pas du bon travail. Ils doivent ainsi proposer des portes de sorties à chacune des parties.
- En outre, le quatrième point souligne l'importance d'une politique diplomatique multidimensionnelle, permettant à l'Etat turc de ne pas être isoler dans tel ou tel région, tel ou tel mode pensée. Il faut une diplomatie moderne et complète permettant le dialogue avec chacun des acteurs à part égale.
- Enfin, le dernier principe a pour objectif de développer une diplomatie *rhythmic* ce qui signifie une présence turque active dans tous les forums, toutes les instances internationales (connues à l'époque en 2001) ONU, FMI, G20, Ligue Arabe, en tant que participant ou simple observateur, ouverte sur tous les points centraux et ayant la capacité de coordonner cette dimension multiple.

Comme nous l'avons explicité précédemment, jusqu'en 2009 et sa nomination au poste du Ministère des Affaires Etrangères, Ahmet Davutoğlu n'est officiellement que diplomate et conseiller politique étrangère du Président mais au vu de ses travaux et de son influence, des évènements importants de la première partie de règne de l'AKP à l'international, portent la « marque » de la doctrine Davutoğlu. Gérard Croc a sélectionné trois séquences qui se sont déroulés lors de cette première partie de la gouvernance de l'AKP entre 2002 et 2012. Une des premières séquences, avait pour objectif de régler des anciens conflits régionaux afin de repartir sur des bases plus « saines » ; la première de ces tentatives fut celle qui a poussé la Turquie à désamorcer le conflit entre la Syrie et Israël notamment sur la question portant sur le plateau du Golan, des négociations qui allait du bon côté jusqu'à qu'elles s'effondrent suite à l'offensive d'Israël sur la bande Gaza ayant eu lieu du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009. Le même travail a été effectué entre l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad et les États-Unis de Barack Obama, entre Israël et l'Autorité palestinienne notamment en 2007 au Parlement d'Ankara ou encore l'aide accordée au Liban qui traversait une crise présidentielle en 2008. Enfin, le gouvernement turc a joué également un rôle non négligeable durant la guerre russo-géorgienne en 2008. Cette

première séquence est appelée par les analystes anglo-saxons, la phase de *desecuritization* dont l'objectif est d'établir des relations de confiance avec ses voisins pour permettre à terme des relations diplomatiques apaisées.

La seconde phase a consisté au même moment à une forte ouverture et à un développement du commerce extérieur dans un premier temps avec ses voisins du proche et moyen orient notamment l'Iran puis par la suite le Caucase, l'Asie Centrale et l'Europe. Cela s'est fait par le biais de la création d'outils permettant la coopération économique et culturelle plus souple, avec par exemple des accords commerciaux, des zones d'échanges, etc. Mais aussi, peut-être plus symbolique mais tout aussi importante avec la levée des visas en 2010 lors d'un accord quadripartite conclu avec la Syrie, le Liban et la Jordanie dont l'objectif premier était la création d'une zone de libre-échange importante. Enfin, la troisième séquence marque les premiers échecs de la politique internationale de la Turquie qui provient d'une escalade avec la dégradation des relations avec Israël notamment suite à la guerre de Gaza de 2008-2009. Le moment où Recep Tayyip Erdoğan au Forum économique mondial de Davos de 2009 à interpellé de manière frontale Shimon Peres alors Président Israélien et le point de rupture pour quelques années que fut l'évènement du navire *Mavi Marmara*.



31

Succinctement, voici la description de cette affaire retentissante dans le monde des relations internationales :

« L'abordage de la flottille pour Gaza est une opération de l'armée israélienne du 31 mai 2010 dirigée, en haute mer, contre une flottille de bateaux de militants pro-palestiniens qui tentaient de briser le blocus de la bande de Gaza. La « flottille de la liberté » ou « flottille Free Gaza »

---

<sup>31</sup> L'altercation entre Recep Tayyip Erdoğan et Shimon Peres au Forum économique de Davos (2009).



comprenait huit cargos transportant près de 7001 passagers, de l'aide humanitaire et des matériaux de construction destinés à la population de la bande de Gaza.

L'intervention militaire a fait neuf morts et vingt-huit blessés parmi les militants, et dix blessés parmi les militaires israéliens. La suite d'événements ayant conduit à ces morts a fait l'objet d'une bataille de communication. Les autorités israéliennes ont notamment diffusé une vidéo qui montre des passagers menacer et attaquer avec des armes les soldats qui les arraisonnaient, à laquelle le mouvement organisateur a répliqué qu'il y avait eu agression israélienne sans provocation de leur part.

Cette action a été largement condamnée par la communauté internationale et a placé Israël dans une situation délicate. Divers avis juridiques sur l'abordage du Mavi Marmara ont été donnés, certains dont Serge Sur estimant qu'il est « indiscutablement contraire au droit international », d'autres, comme Alan Dershowitz, estiment qu'il est tout à fait légal. »<sup>32</sup>

Cet échec s'est suivi d'un nouveau revirement, un rapprochement prononcé avec les pays arabes et musulmans, ainsi qu'avec l'Iran notamment sur la question du développement de son nucléaire civil. L'auteur Gérard Croc rappelle que ces événements survenus dès la fin des années 2000 coïncident avec la montée en grade d'Ahmet Davutoğlu en 2009. Il s'interroge notamment à la fin de son article si cela à un rapport étroit avec le rapprochement prononcé par la Turquie avec le monde musulman. De nombreuses questions peuvent en effet se poser, notamment à cette époque. Une des interrogations qui revient le plus souvent est celui de la réponse peut-être au revirement de l'Europe occidentale notamment sur la question de l'intégration ou plutôt la non-intégration de la Turquie dans l'Union Européenne. Une des raisons premières qui ferait que la Turquie a opéré un revirement à partir de la décennie 2010 et la seconde partie de direction de l'AKP.

Nous verrons dans la seconde sous partie, le rôle diplomatique qu'a voulu établir l'Etat turc entre 2002 et 2012 avec ses différents voisins, alliés et ennemis, une décennie marqué par l'ouverture et le renouveau par le biais de la doctrine Davutoğlu.

---

<sup>32</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Abordage\\_de\\_la\\_flottille\\_pour\\_Gaza](https://fr.wikipedia.org/wiki/Abordage_de_la_flottille_pour_Gaza) consulté le 25 juin 2022.

*Section 2 : D'une tentative de rapprochement avec l'Occident à la recherche d'un nouvel équilibre (2003-2012)*

Comme nous l'avons vu, l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du développement entre 2002 et 2003 par l'élection de Recep Tayyip Erdoğan au poste de Premier Ministre de la république turque a fait beaucoup interroger certains observateurs européens, que ce soit des intellectuels, personnalités ou même des chefs d'état. En effet, l'arrivée à la tête d'un état comme la Turquie ayant une partie de son territoire en Europe avec la région d'Istanbul, d'un parti politique ouvertement conservateur et nationaliste avait fait réagir. Par conséquent, une des questions primordiales était celle de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, un sujet très discuté et débattu pendant de nombreuses années. Cette question –essentielle- pour la politique extérieure de la Turquie a été un point central des actions de l'Etat turc avec ses voisins, une volonté pour lui de se montrer « à la hauteur » de la place convoitée dans l'organisation. Ainsi entre 2002 et 2005, les négociations se sont bien déroulées, si bien qu'en décembre 2002, lors du Conseil européen<sup>33</sup> de Copenhague, les États membres de l'UE vont prendre acte de la conclusion des négociations d'adhésion avec dix États membres et prévoient l'adhésion effective de la Turquie au 1<sup>er</sup> mai 2004. Parallèlement, l'Union Européenne va encourager la Turquie à poursuivre son processus de réforme (social et économique notamment) et va donner la condition suivante : en décembre 2004, le Conseil européen décide sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que dans l'hypothèse où la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague, l'Union européenne ouvrira sans délai des négociations d'adhésion avec l'Etat turc. En 2004, dans son rapport de progrès annuel, la Commission européenne<sup>34</sup> reconnaissait que la Turquie « *satisfaisait suffisamment aux critères politiques de Copenhague* », ce qui permit au Conseil européen de décembre de décider l'ouverture des négociations d'adhésion. Celles-ci commencèrent effectivement le 3 octobre 2005, en même temps que pour la Croatie. La conclusion des négociations devait prendre au moins une décennie, s'achevant donc en 2015.

La Commission européenne a recommandé que les négociations commencent en 2005, mais a également ajouté de nombreuses mesures et attentions. Les dirigeants de l'Union européenne

---

<sup>33</sup> Le Conseil européen est une institution qui réunit les chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept États membres de l'Union européenne, sous la tutelle d'un président chargé de faciliter l'apparition d'un compromis. Ces sommets entre exécutifs des États membres ont pour but de définir les grands axes de la politique de l'Union européenne, essentiellement en matière de politique étrangère.

<sup>34</sup> La Commission européenne est l'une des principales institutions de l'Union européenne, avec le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et le Conseil européen. La fonction principale de la Commission européenne est de proposer (initiative législative) et de mettre en œuvre les politiques communautaires.

ont accepté le 16 décembre 2004 d'entamer les négociations avec la Turquie le 3 octobre 2005.<sup>35</sup> Malgré les protestations de nombreux partis politiques notamment le Parti populaire autrichien et celui de l'Union chrétienne-démocratique d'Allemagne d'instaurer un partenariat privilégié avec la Turquie au lieu d'une véritable intégration, les négociations d'adhésion ont tout de même été officiellement lancées.

Mais peu à peu à partir de la seconde partie des années 2000, ces négociations ont été ralenties drastiquement notamment par des vetos de pays membres essentiellement par rapport à la politique interne quelque peu mais surtout externe de la Turquie. Un des cas les plus représentatifs est la situation de la Chypre du Nord, occupée illégalement par la Turquie depuis le coup d'état militaire survenue en 1974.



36

Didier Billion explicite les avantages et les limites de cette politique étrangère en rapport avec ses voisins européens durant la première moitié des années 2000<sup>37</sup> (*Billion, 2005*). Il y expose quelques exemples de la politique régionale de la Turquie illustrant le rôle multidimensionnel que l'état veut avoir peu à peu à partir de ce moment-là, afin d'avoir les atouts d'une puissance régionale et l'importance de l'adhésion de ce pays à l'UE mais également les précautions à prendre. Ainsi Didier Billion rappelle qu'à l'aube du XXIème siècle, à la faveur de la chute de

---

<sup>35</sup> (en) Martti Ahtisaari et Albert Rohan, « Start EU Negotiations With Turkey! », dans la Newsroom du site de l'Independent Commission on Turkey, 31 août 2005. <https://www.project-syndicate.org/commentary/the-eu-must-start-negotiations-with-turkey>

<sup>36</sup> Angela Merkel, chancelière fédérale d'Allemagne de 2005 à 2021 en compagnie du premier ministre turc Erdoğan lors d'un sommet turco-allemand. L'Allemagne a été un appui important pour la Turquie lors du processus d'adhésion du pays dans l'Union Européenne.

<sup>37</sup> Didier Billion, « Les atouts de la politique extérieure de la Turquie », le Seuil, revue *Pouvoirs*, Paris, 2005/4 n° 115

l'URSS et de la fin des anciens espaces soviétiques, la Turquie s'est engagée à faire une politique plus coordonnée et d'une approche soutenue de l'ensemble des espaces balkanique, caucasien, centrasiatique et russe. En effet, située au centre géographique de cette vaste zone, l'Etat turc a à sa disposition de considérables atouts géostratégiques, économiques, culturels et politique. Elle pourrait avoir, dès lors, vocation à devenir le pilier de cette nouvelle entité géopolitique constituée par l'Eurasie.

Selon Michel Bruneau<sup>38</sup>, la notion d'Eurasie a évolué au cours des siècles et surtout par rapport aux territoires et peuple qu'elle recouvre. Historiquement, le terme serait apparu pour la première fois en 1844 par l'administration coloniale britannique en Inde qui l'a utilisé en tant que catégorie administrative pour désigner les métis de parents indien et européen. Michel Bruneau précise l'importance qu'à ce terme pour les peuples russes et turcs surtout sa signification dans les politiques modernes « Pour les eurasistes russes il s'agirait plutôt de l'ensemble de l'empire russe, puis de l'Urss. Pour les Turcs, la définition est encore plus vague, mais recouvre en grande partie celle des Russes, se fondant sur la turcophonie, la « synthèse turco-islamique » et l'héritage d'un empire ottoman qui s'étendait sur les deux continents» Pour étayer ses propos, Didier Billion va rapporter ceux de l'ancien ministre des Affaires étrangères Ismail Cem (18 avril 1999 - 11 juillet 2002), qui était pourtant un européiste convaincu, mais conscient des forces de son pays : « L'Eurasie concentre la plupart des enjeux géopolitiques et géostratégiques, qu'il s'agisse des hydrocarbures de la Caspienne, des conflits nationaux, ethniques et frontaliers du Caucase, de l'Afghanistan ou de l'Irak. L'importance grandissante de cette région a joué un rôle clé dans la consécration de la Turquie comme pays candidat à l'UE lors du sommet d'Helsinki »<sup>40</sup> ( 2005).

En effet, à cette période, la Turquie a entamé au même moment une politique d'élargissement de ses intérêts et d'ouverture diplomatique vers « les cousins lointains » les peuples turcs du Caucase. En l'espèce, il s'agit d'une volonté d'obtenir des relations bilatérales avec chacune des nouvelles républiques de la région, de l'Ouzbékistan à l'Azerbaïdjan en activant une identité culturelle panturque. Une notion fondamentale pour la Turquie moderne qui veut toujours être tournée vers l'Ouest sans oublier le retour de l'histoire qui la pousse à être présente de façon accrue dans le Caucase et en Asie centrale. Une sorte de politique basé sur « le meilleur des deux mondes ». Cette nouvelle politique s'est vite concrétisée dans le domaine de la

---

<sup>38</sup> Michel Bruneau, *L'Eurasie, un impensé de la géographie : continent, empire, idéologie ou projet ?* L'Espace Géographique, Paris, 2018/1 (Tome 47), p.2

<sup>40</sup> Didier Billion, *Les atouts de la politique extérieure de la Turquie*, le Seuil, revue Pouvoirs, Paris, 2005/4 n° 115, p.115

coopération économique, notamment en ce qu'il concerne la recherche d'hydrocarbures, afin d'obtenir une diversification des ressources énergétiques de l'état tout en multipliant les coopérations bilatérales. Voici comment Didier Billion résume la chose : « Handicapée par l'absence de contiguïté territoriale avec les États riverains de la Caspienne, la Turquie a tenté de s'insérer dans le jeu régional en s'appuyant sur sa relation privilégiée avec l'Azerbaïdjan, protagoniste majeur du théâtre caspien. Dès le début de cette ruée vers l'or noir, les compagnies occidentales ne cachèrent pas leur préférence pour le tracé turc et, le 29 octobre 1998, à Ankara et sous le patronage des États-Unis, les présidents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et de la Turquie signèrent une déclaration sur la construction du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). En raison de nombreuses difficultés techniques et financières – coût évalué à 4 milliards de dollars –, il aura fallu tout le poids de l'influent *Department of Energy* américain pour que les travaux puissent enfin commencer en septembre 2002. »<sup>41</sup> (Billion, 2005). Voici un événement qui est un exemple concret de la mise à profit par l'Etat turc de sa place géographique privilégiée à cheval entre l'occident et l'orient.

Bien entendu dans sa lancée, la Turquie a compris qu'elle devait avoir des relations privilégiées avec son ancien ennemi, la Russie. Les deux pays partagent un lourd passé historique<sup>42</sup> notamment lorsque l'empire Ottoman était à son plus fort, mais également beaucoup de similarités culturelles et ethniques. Cela s'est fait assez rapidement après la chute de l'URSS, dès 2003-2004 la Russie était le second partenaire commercial d'Ankara après l'Allemagne, - un autre ancien grand empire avec lequel il partage un passé- Le total des échanges commerciaux entre la Turquie et la Russie s'élevait déjà à plus 10 milliards de dollars américains en 2005, sans compter les 2 millions de touristes russes annuels pour qui la Turquie va vite devenir leur destination favorite, mais aussi de nombreux industriels et hommes d'affaires de grands et moyens groupes, notamment dans le domaine du bâtiment, qui vont investir en Turquie. Des relations qui n'ont jamais été aussi proches aujourd'hui en 2022, malgré de nombreuses tensions et dissensions survenues surtout lors de la deuxième partie de la gouvernance de l'AKP du pays, sous l'égide de Recep Tayyip Erdoğan. Ce que nous verrons plus tard. Un autre volet hautement stratégique pour une Turquie se voulant grand acteur régional et surtout indépendant est celui de l'énergie, et dans ce domaine les partenariats avec son grand voisin du nord vont être significatifs. En effet, avant d'arriver aux partenariats énergétiques que l'on connaît aujourd'hui, les deux états vont signer un contrat important pour

---

<sup>41</sup> Didier Billion, « Les atouts de la politique extérieure de la Turquie », *Pouvoirs*, 2005/4 n° 115, p.117

<sup>42</sup> Les guerres russo-turques sont une série de onze conflits ayant opposé à intervalles rapprochés l'Empire russe et l'Empire ottoman du xvie au xxe siècle pour la domination des Balkans et l'accès aux « mers chaudes ».

que le géant du gaz russe Gazprom fournisse la Turquie, c'est l'une des parties les plus importants des partenariats stratégiques entre les deux états. A ce moment-là et dès 2008 par le biais du *blue-stream*, un gazoduc enfoui à 2100 mètres sous la mer Noire, le gaz russe était déjà le fournisseur principal pour la Turquie, un partenariat qui permettait également à la Russie de profiter du carrefour commercial qu'est le détroit du Bosphore. Des accords accrues avec le temps et qui permette à la Russie depuis lors d'exporter plus facilement ses tankers de gaz vers l'Europe de l'ouest notamment pour la France ou l'Allemagne.

Il est enfin également nécessaire de comprendre et d'analyser les relations que la Turquie a essayé de nouer avec ses voisins directs ayant un poids géopolitique non négligeable dans la région, notamment l'Irak et la Syrie et surtout Israël. Dans un premier temps Didier Billion dresse un portrait ce que fut le bref et controversé axe Tel-Aviv/Ankara développé dans les années 1990 à la faveur notamment des États-Unis dans le cadre des projets de l'administration de Bill Clinton qui, dans le contexte des accords d'Oslo contresignés en septembre 1993, tentait de reconfigurer les alliances au Moyen-Orient. Ce sont les accords de coopération militaire et d'échanges de haute technologie militaire, signés le 23 février et le 26 août 1996. Un accord, beaucoup plus politique que strictement militaire, il permettait en effet aux dirigeants turcs de montrer son importance grandissante au moyen orient aux yeux des États-Unis donc mais surtout de l'Union Européenne. Ce partenariat au combien polémique s'est vite trouvé des limites, non pas des ennemies direct mais au moins des états de premier ordre qui était frontalement contre, ainsi la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Égypte en premier lieu ont très vite manifesté leur inquiétude face une coopération « contre nature » qui ne diviserait la région plus qu'auparavant. Comme le mentionne pertinemment Didier Billion, cette politique de normalisation des relations avec les grands blocs du système internationale à vite était coupé dans son élan par le retour aux intérêts premiers de la Turquie.

Cela s'est immortalisé par la première décision d'envergure du premier gouvernement Erdoğan en matière de politique extérieure, à savoir celui du refus d'intervenir en Irak afin de renverser le gouvernement de Saddam Hussein aux côtés des États-Unis et de ses alliés. Plus précisément, le 1er mars 2003, la Grande Assemblée nationale turque à voter contre l'autorisation du stationnement et du transit de quelque 62 000 soldats américains par le territoire turc, frontalier de l'Irak. Par conséquent, l'Etat turc a dû prendre cette décision importante pour de multiples raisons, les plus importantes étant que premièrement le Parti de la justice et du développement (AKP), au gouvernement à Ankara depuis seulement le mois de novembre 2002 et grand

gagnant des élections législatives, ne pouvait pas prendre une décision qui lui coûterait tant électoralement. En effet, la majorité écrasante des votants du parti de Recep Tayyip Erdoğan sont à ce moment-là contre la guerre et les interventions extérieures de manière générale mais ils sont surtout et c'est peut-être l'élément qui a fait peser la balance sur la décision finale, farouchement méfiant de la politique internationale des États-Unis, spécialement concernant les interventions militaires. Dans un second temps, les risques de brouiller des amitiés nouvellement acquises avec ses voisins tels que la Syrie ou l'Égypte étaient trop importants. Puis enfin, les refus catégorique de l'Allemagne de Gerhard Schröder et de la France de Jacques Chirac avec le célèbre discours de Dominique De Villepin le 14 février 2003<sup>43</sup>, devant le Conseil de sécurité des Nations unies à New York a fini de convaincre la Turquie d'être non belligérante dans son espérance d'intégrer l'UE. Par conséquent, la doctrine Davutoğlu, « Zéro problèmes avec les voisins » entre en jeu et s'affirme comme le dogme à suivre pour les dirigeants. Une doctrine qui va fonctionner pendant un certain temps, par exemple avec la Syrie avec qui historiquement les relations ont toujours été compliquées.

Voici le résumé du réchauffement –succinct- des relations entre les deux états, par l'auteur : « La signature de deux accords de coopération militaire en juin 2002, quatre ans après une crise majeure qui avait failli déboucher sur un affrontement armé ; la visite, les 28 et 29 juillet 2003, du Premier ministre Mohamed Mustapha Miro, premier chef de gouvernement syrien à se rendre en Turquie depuis 1986 ; enfin et surtout la visite de Bachar Al-Assad les 6-8 janvier 2004, premier chef d'État syrien à se rendre en Turquie. Lors de ces visites, la véritable surprise n'est pas tant venue des déclarations syriennes que du jeu diplomatique de la Turquie qui, malgré le courroux affirmé des dirigeants américains, a réservé à ses hôtes un accueil extrêmement chaleureux. Ces échanges expriment indéniablement le dégel entre les deux pays, notamment par l'expression d'une vision commune à propos de l'Irak. L'embellie fut confirmée au mois d'avril 2005, lorsque le président de la République turque, Ahmet Necdet Sezer, se rendit à Damas au moment où la Syrie était sous une pression internationale maximale après l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafik Hariri. »<sup>44</sup>

---

<sup>43</sup> « Dans ce temple des Nations Unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix.

Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. Fidèle à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur. »

<sup>44</sup> Didier Billion, *Les atouts de la politique extérieure de la Turquie*, le Seuil, revue *Pouvoirs*, Paris, 2005/4 n° 115, p.123



45

Bien entendu, cela permet de répondre aux intérêts des deux états, celui d’avoir une image puissante et indépendante pour la Turquie face au monde arabe et celui d’obtenir une aide face aux pressions politique des États-Unis pour la Syrie de Bachar Al-Essad. A ce sujet, il est intéressant de noter la remarque de Didier Billion, écrite alors en 2005, plus de cinq années avant le début de la guerre civile syrienne : « Pour la Syrie, compte tenu de la pression constante qu’exerce l’administration Bush à son égard, l’avantage est en premier lieu stratégique, un rapprochement avec Ankara contribuant à conjurer le funeste destin que lui prédisent les dirigeants américains » En effet, dans les plans des stratèges américains (Bolton<sup>46</sup>, Rumsfeld<sup>47</sup>, Cheney<sup>48</sup>, etc.), l’idée du remodelage du Moyen-Orient élargie date bien du tout début des

---

<sup>45</sup> Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad (C) pose pour une photo de groupe avec ses homologues Abdullah Gul de Turquie (G) et Bashar al-Assad de Syrie (D) lors du Sommet économique du COMCEC à Istanbul, le 9 novembre 2009. Le COMCEC est le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l’Organisation de la Conférence islamique (OCI). REUTERS/Osman Orsal (TURQUIE POLITICS)

<sup>46</sup> John Robert Bolton, né le 20 novembre 1948 à Baltimore (Maryland), est un haut fonctionnaire américain. Proche des néo-conservateurs et président du Gatestone Institute, groupe de réflexion, il est chargé des questions de désarmement par George W. Bush de 2001 à 2005, puis ambassadeur aux Nations unies de 2005 à 2006. Il est conseiller à la sécurité nationale sous l’administration de Donald Trump entre 2018 et 2019, année lors de laquelle il démissionne pour cause de désaccords avec le président.

<sup>47</sup> Donald Henry Rumsfeld, né le 9 juillet 1932 à Evanston (Illinois) et mort le 29 juin 2021 à Taos (Nouveau-Mexique), est un homme d’affaires et homme politique américain, membre du Parti républicain. Il est secrétaire à la Défense entre 1975 et 1977 dans l’administration du président Gerald Ford puis entre 2001 et 2006 dans l’administration du président George W. Bush. Durant la présidence de Bush, il est un des principaux propagandistes de la guerre d’Irak, puis du programme de torture américain. Il a été PDG de plusieurs grandes entreprises, comme le groupe pharmaceutique G.D. Searle (devenu Pfizer), la General Instrument et Gilead Sciences. Donald Rumsfeld est par ailleurs un membre fondateur du think tank néoconservateur Project for the New American Century.

<sup>48</sup> Richard Bruce Cheney, dit Dick Cheney [ˈtʃiːni], né le 30 janvier 1941 à Lincoln (Nebraska), est un homme d’affaires et homme d’État américain. Chef de cabinet de Gerald Ford, ministre de la Défense de George H.W. Bush, PDG de la multinationale pétrolière Halliburton, il est vice-président des États-Unis entre 2001 et 2009 dans l’administration du président George W. Bush. Il soutient l’invasion de l’Irak, les écoutes téléphoniques et l’usage de la torture. De par son expérience et ses méthodes, il aurait exercé une très forte influence sur les décisions de la Maison Blanche sous George W. Bush, au point d’être parfois décrit comme le marionnettiste derrière Bush.



années 2000 avec l'intervention en Afghanistan, la Syrie étant une des priorités des États-Unis d'Amérique de par son importance géographique et par ses liens avec la Russie de Vladimir Poutine, afin que la politique extérieure du pays converge vers les intérêts géostratégiques nord-américains. A ce sujet, le stratège politique américain Zbigniew Brzezinski (1928-2017) a longuement analysé l'échec de ces politiques<sup>49</sup>. Mais contrairement à la citation, ce n'est pas non le rapprochement de la Turquie qui aidera à échapper aux pressions de Washington, au contraire, comme nous le saurons plus tard c'est un des états qui a le plus participer aux évènements en Syrie. Cette dernière aura donc plus de chances et d'appui significatif dans son sens, par la Russie notamment, dès 2013-2014, signe du changement de la politique extérieure turque et de son revirement important.

Cette doctrine Davutoğlu ne va pas faire long feu malgré les apparences concernant les relations franco-israéliennes. En effet, malgré l'accord signé plus tôt entre les deux gouvernements, des limites vont vite voir le jour. Notamment, suite aux nombreux refus de pourparlers et de cesser le feu entre israéliens et palestiniens proposés par Ankara, rajoutons à cela les assassinats ciblés des leaders du Hamas en mars et avril 2004 ont suffi à créer de grandes dissensions malgré les volontés turcs. Ainsi Erdoğan commença une communication qu'il ne quittera plus jamais depuis, celle des phrases chocs, il parlera notamment de « Terreur d'état » pour désigner les opérations de Tsahal contre la population civile palestinienne, ici lors de l'opération de guerre « Arc-en-Ciel ». Cela fera partie de ses tactiques pour séduire le monde arabo-musulman, des sorties qui seront répétées et non indissociables, comme nous le verrons plus tard de l'impulsion du soft power via les séries turcs. Pour revenir à la situation entre les deux états, le gouvernement turc réfléchit aussi en terme électoraliste et soutenir coûte que coûte la politique de colonisation du gouvernement israélien face à un électorat acquis majoritairement à la cause palestinienne et très critique face au voisin israélien se révèle de plus en plus difficile. Encore une fois, une tactique du pouvoir turc qui souhaite le moins être assimilé à la politique étrangère nord-américaine et resté sur le niveau de l'UE à ce sujet, sa candidature étant toujours d'actualité. Enfin, ces revirements de politique sont une sorte marque de fabrique de l'Etat turc, et le seront d'autant plus après, car dans les années 2000, les partenariats stratégiques, militaires ou encore économiques ont toujours le vent en poupe. Pour terminer sur les relations israélo-turcs ambiguës, elles vont atteindre un sommet de tension lors de la fameuse sortie de Recep Tayyip Erdoğan contre Shimon Peres au forum économique de Davos en 2009 et surtout lors

---

<sup>49</sup> Zbigniew Brzezinski, « Strategic Vision: America and the Crisis of Global Power », Basic Books, 240p, 2012

de l'affaire du *Mavi Marmara* en 2010 qui a résulté au décès de nombreux activistes turcs par des militaires de Tsahal. Cela est explicité en détails dans la première section.

Un des derniers éléments que passe en revue Didier Billion est la question du grand voisin iranien, le pays musulman avec lequel les relations sont les plus chancelantes et complexes, par de nombreux facteurs, l'Iran étant notamment le grand représentant de l'islam chiite dans le monde musulman.

En effet selon les statistiques les plus récentes, l'islam est la religion de 99 % des iraniens. 89 % sont chiites, et 10 % sunnites, souvent des turkmènes, des balouches (un peuple issu du Baloutchistan (ou Balouchistan), une région d'Asie, partagée entre, à l'ouest, l'Iran, au sein du Sistan-et-Baloutchistan, au nord, l'Afghanistan, et à l'est, la province pakistanaise du Baloutchistan) et des kurdes. Parmi les chiites, soit 90 % des Iraniens culturels, tous se réclament du chiisme duodécimain. Cette branche du chiisme désigne le groupe des chiites qui croient dans l'existence des douze imams. Le dogme s'est ainsi formé à partir de 874-940, dans le cadre de l'occultation du douzième imam. Majoritairement opposé aux ghulat (Ghulāt (arabe : غلاة « ceux qui exagèrent; extrémistes ») est le nom donné, dans l'islam, à « ceux qui exagèrent » le culte de Ali ibn Abi Talib, allant parfois jusqu'à en faire un personnage divin), le chiisme duodécimain subit par la suite une influence du mutazilisme Une importante école de théologie musulmane (*Aqīda*) qui se développe à partir du II<sup>e</sup> siècle de l'Hégire/VIII<sup>e</sup> siècle). Au fil du temps, le chiisme passe d'une idéologie politique à une idéologie militante. Ils sont majoritaires en Azerbaïdjan, à Bahreïn, en Iran, en Irak, et constituent la communauté musulmane majoritaire au Liban. Le chiisme duodécimain est le courant officiel de l'Iran depuis la fondation de la dynastie safavide par Ismaïl 1er en 1501.<sup>50</sup>

Au contraire, en Turquie, le sunnisme est la branche majoritaire d'un islam déjà majoritaire dans le pays depuis plusieurs siècles. Ainsi, selon les dernières sources d'Ipsos, en 2016, l'islam est la principale religion en Turquie, pour 82 % de la population totale. Suivent les personnes sans affiliation déclarée (13 % de la population) et le christianisme (2 %).

La plupart des musulmans en Turquie sont sunnites (65 %), et chiites (4 %), dont, parmi cette minorité chiite, les ismaéliens forment une frange considérable, au moins par son héritage.<sup>51</sup>

---

<sup>50</sup>[https://fr.wikipedia.org/wiki/Islam\\_en\\_Iran#:~:text=L'islam%20est%20la%20religion,se%20r%C3%A9clament%20du%20chiisme%20duod%C3%A9cimain](https://fr.wikipedia.org/wiki/Islam_en_Iran#:~:text=L'islam%20est%20la%20religion,se%20r%C3%A9clament%20du%20chiisme%20duod%C3%A9cimain) consulté le 14 juin 2022

<sup>51</sup>[https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion\\_en\\_Turquie#:~:text=De%20source%20C3%A9tatique%2C%20la%20population,une%20autre%20religion%20officiellement%20reconnue](https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion_en_Turquie#:~:text=De%20source%20C3%A9tatique%2C%20la%20population,une%20autre%20religion%20officiellement%20reconnue) consulté le 02 juin 2022

Une mésentente est également présente sur la question du nucléaire iranien alors très polémique à cette époque-là, beaucoup plus qu'aujourd'hui, l'Iran ne voulant pas forcément afficher son alliance directe avec ses voisins proches orientaux afin de ne pas « entacher » ou risquer d'envenimer ses relations bilatérales avec le Conseil de Sécurité de l'ONU. Surtout que l'Iran, contrairement à la Turquie n'est pas du tout dans le même état d'esprit diplomatiquement et culturellement que sont la France, l'Allemagne et l'Angleterre et par ricochet de l'Union Européenne.

Malgré cela, des efforts ont été consentis des deux côtés pour une entente sur le long terme, cela est représenté par la visite du Premier ministre turc à Téhéran, au mois de juillet 2004, et la signature d'un accord de coopération dans le domaine sécuritaire notamment concernant les organisations terroristes de la région et les perturbations qui ont fait suite à l'invasion américaine en Irak l'année précédente. Chacune des parties va consentir à placer une organisation activement contre leur gouvernement respectif dans leur liste officielle des organisations terroristes. Le gouvernement iranien acceptant notamment de placer le *Kongra-Gel* (« Congrès du peuple du Kurdistan ») sur la liste des organisations terroristes, quand à la Turquie elle plaça l'organisation des *Moujahiddin du peuple* (Organisation des moudjahidines du peuple iranien (OMPI)) principale opposition armée au régime iranien, sur une liste équivalente.

Didier Billion conclut son texte sur la question kurde et son importance pour la Turquie moderne, peut-être la plus importante pour elle, une question qui a connue des remous lors de cette première décennie sous la direction de l'AKP. Comme il le précise : « Dans ce cadre, la perception des revendications nationalistes kurdes comme un danger potentiel permanent a toujours constitué un indicateur particulièrement aigu des dynamiques politiques au sein de la société turque »<sup>52</sup> (*Billion, 2005*) de nombreuses inquiétudes vont suivre surtout après la chute de Saddam Hussein et la faillite de son état avec le rôle qu'a pu jouer certaines organisations kurdes aux côtés des États-Unis. Sans compter la question du nord de l'Irak et la question de son statut qui est un sujet de discordes depuis au moins les années 1970 ou plus directement la question du PKK directement sur le territoire turc. Il est intéressant de noter que dans sa conclusion, Didier Billion explique en quoi les organisations kurdes d'Irak peuvent aider la tendance néo-conservatrice (les « néocons »)<sup>53</sup> aux États-Unis, alors majoritaire, à réussir leur

---

<sup>52</sup> Didier Billion, *Les atouts de la politique extérieure de la Turquie*, le Seuil, revue Pouvoirs, Paris, 2005/4 n° 115, p.127

<sup>53</sup> Le néo-conservatisme ou néoconservatisme est un courant de pensée politique d'origine américaine apparu à la fin du xxe siècle. Il s'agit d'une conception ayant émergé aux États-Unis par opposition au relativisme culturel et à la contre-culture de la Nouvelle gauche (« New Left ») des années 1960. Le néo-conservatisme rejette le

plan de « remodelage » du moyen orient. Un remodelage dans lequel la question kurde pourrait selon lui être utilisée, nous sommes alors en 2005 et c'est intéressant de voir comment cela va se passer quelques années plus tard en Syrie notamment et dans le Sud-Est de la Syrie, lorsque les « Peshmerga » de l'YPG vont être mis en avant par les puissances occidentales face à leur combat contre l'organisation terroriste Daesch mais également contre le gouvernement du président syrien, Bachar El-Assad. Nous en parlerons plus longuement et précisément dans le second grand chapitre. Concernant la conclusion de son texte, Didier Billion cite cette phrase de Nilüfer Göle concernant la guerre en Irak de 2003 : « Durant cette guerre, la Turquie, plus que tout autre pays, s'est trouvée sur la ligne de fracture entre deux Occidents, l'Amérique et l'Europe. »<sup>54</sup>, née le 3 octobre 1953 à Ankara, elle est une sociologue franco-turque, directrice d'études au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron de l'École des hautes études en sciences sociales. C'est une autrice et des propos représentatifs de l'époque de l'arrivée de l'AKP au pouvoir, lorsque la volonté d'intégrer l'Union Européenne était la plus forte. En 2012, Gérard Croc faisait un premier bilan de la doctrine Davutoğlu après un peu plus d'une décennie à l'action dont quelques-unes depuis 2009 avec Ahmet Davutoğlu en tant que Ministre des Affaires Etrangères. Il n'en tire pas une excellente conclusion, surtout du fait des « révolutions arabes » encore très vivaces à l'époque. En effet, comme l'auteur le dit « le Proche-Orient est loin d'être pacifié, les lignes de fractures s'entremêlent allègrement, les acteurs multiplient les distinguos identitaires et le réseau des ententes et des mésententes se complexifie d'autant. ». Nous sommes alors seulement en 2012 et la situation est très dynamitée par les évènements successifs en Tunisie, en Egypte, en Libye et en Syrie, ce qu'il faut noter est que dans cette zone géographique, preuve s'il en faut, rien n'est immuable et tout change, les politiques sont très versatiles, à l'image de la politique turque.

Ainsi, en Tunisie, seul un timide accueil chaleureux a été fait par l'Etat turc, avec une visite d'Etat afin d'officialiser de leur côté le nouveau régime. L'accueil de la révolution égyptienne est beaucoup plus chaleureux, bien que compliqué à gérer pour l'état, en effet le changement de régime est une aubaine pour le pouvoir turc « la vigueur révolutionnaire de la place Tahrir dont Davutoğlu et Gül ont vanté la fraîcheur novatrice, et une continuité étatique que la Turquie

---

pacifisme, le cosmopolitisme, l'universalisme des Lumières et le contractualisme. Cette philosophie a influencé les politiques menées par George W. Bush, signifiant un réalignement de la politique américaine, et le passage de quelques libéraux sociaux à la droite du spectre politique, d'où le terme qui fait référence aux « nouveaux » conservateurs. Les premiers écrits du courant néo-conservateur sont apparus dans le mensuel juif new-yorkais *Commentary*, publié par *l'American Jewish Committee*. (<https://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9o-conservatisme#:~:text=Il%20s'agit%20d'une,des%20Lumi%C3%A8res%20et%20le%20contractualisme.>) Consulté le 05 juin 2022.

<sup>54</sup> Nilüfer Göle, « *Turquie : un "desir d'Europe" qui dérange* », in Cengiz Aktar (dir.), *Lettres aux turco-sceptiques*, op. cit., p. 65.

prône mais qui, incarnée par l'armée, s'oppose au désordre de la jeune révolution et peut redevenir vecteur d'un autoritarisme que l'AKP s'acharne à éliminer sur son propre sol. » Concernant la Libye, la Turquie a activement participé aux côtés notamment de la France et des Etats-Unis à la chute de Kadhafi mais dans le même temps s'est efforcé à sauvegarder un partenariat économique de 30 milliards \$ et la protection puis le rapatriement en toute sécurité de 30000 travailleurs turcs<sup>55</sup> (Croc, 2012). Aujourd'hui la situation est beaucoup plus complexe et la Turquie à une présence accrue en Libye, notamment militaire non négligeable. Enfin, en 2012 la situation de la Syrie de Bachar El-Assad était encore très incertaine et personne n'aurait pu prédire les différentes issues et surtout la durée que cela aurait prise (plus d'une décennie). Mais dès son déclenchement ce fut la priorité du gouvernement d'Erdoğan, du fait de la proximité avec l'état et surtout avec ses territoires kurdes dans le sud-est du pays. Ils ont bien entendu participé à la dénonciation des répressions du pouvoir bassiste par l'occident, de plus les différents partenariats économiques ont dû être ralentis voir stoppés à ce moment-là. De plus de nombreuses croyances se sont brisées, notamment sur la proximité religieuse qui aurait permis des alliances plus cordiales et faciles à alimenter comme le précise Croc : « Le présupposé d'une entente culturelle reposant accessoirement sur le souvenir d'une aire historique mais au premier chef sur l'islam, se révèle lui aussi inefficace et les liens ne sont pas rebâti sur cette proximité culturelle. Au contraire, sourd aujourd'hui une divergence croissante chiite/sunnite qui prend une envergure régionale et génère par-delà les frontières de nouveaux affrontements civils. A l'intérieur même du sunnisme, l'unité fait défaut entre islamistes modérés (Ennahda, Frères musulmans) et salafistes, ce qui préjuge mal d'une pacification inhérente à la seule appartenance à une sphère musulmane, même si l'on admet qu'une alliance existe bien face aux interlocuteurs occidentaux. »<sup>56</sup> A cela s'ajoute des politiques transverses, répondant aux intérêts de chacun des pays qui les émettent, comme l'Iran ou les États-Unis via l'influence qu'ils exercent sur la région par le biais des Kurdes irakiens. Ces différentes politiques et courants se superposent et créent des dissensions dans le discours de l'AKP sur le Proche-Orient, à cela se rajoute la question kurde en Turquie qui revient dans le débat public de manière importante mais sans avoir la place politique qu'elle devrait avoir compte tenu notamment de l'importance de la population kurde dans le pays. Environ 18 millions de kurde sur une population totale de 83 millions. Certains principes même énoncés par Davutoğlu ne

---

<sup>55</sup> Gérard Croc, « La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement », l'Harmattan, revue *Confluences Méditerranée*, Paris, 2012/4 N° 83, p.83

<sup>56</sup> Gérard Croc, Ibid.

sont pas réellement respectés, notamment en terme de démocratie libérale et donc de libération du discours et de la parole.

Ce premier chapitre centré sur l'arrivée au pouvoir de l'AKP en la personne de Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu, à permis d'exposé les volontés de ce renouvellement de l'Etat turc en tant qu'acteur régional à part entière et représentant d'une région, à savoir le moyen et le proche orient. Entre une explication détaillé de la doctrine Davutoğlu qui servira de marche à suivre pour la politique extérieure de l'Etat turc pendant au moins une décennie et les actions concrètes de la Turquie en orient et occident durant cette période, ce premier chapitre à permis de poser les bases historiques de mon sujet. Le second chapitre va me permettre de développer la question cruciale dans le renouvellement de la politique régionale turque, à savoir celle de son *soft power* religieux.

## Chapitre 2 : Le soft power religieux en question

### *Section 1 : La volonté de réaffirmer un islam turc dans les anciens territoires de l'Empire Ottoman (Caucase, Asie Centrale, Afrique du Nord)*

Suite à la chute de l'Empire soviétique en 1991, les peuples musulmans d'Asie Centrale ont eu un changement drastique de société mettant fin à 150 années de domination (russe puis soviétique), une ère où la pratique religieuse de l'islam était tolérée mais très règlementée, avec parfois des campagnes anti religieuses, notamment en matière d'éducation islamique. Les cinq républiques issues de l'ex-URSS<sup>57</sup> (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) vont avoir un nouveau tournant dans leur rapport à la religion et la liaison avec le reste du monde musulman va s'effectuer plus aisément, notamment par le biais de la Turquie qui va y jouer un rôle très important.

Selon Bayram Balci<sup>58</sup> l'attitude étatique vis-à-vis de la question religieuse et surtout celle de l'islam a bouleversé le rapport au reste du monde musulman par ces communautés d'Europe de l'Est. Il l'explique en ces termes : « Cette nouvelle attitude du pouvoir politique vis-à-vis de l'islam, faite de libéralisme et de contrôle, favorise une certaine intégration de l'islam d'Asie centrale avec l'islam du reste du monde. Ainsi, dès la fin de l'ère soviétique, des réseaux religieux de différentes nature et originaires de différents pays s'organisent et renouent des liens entre les musulmans d'Asie centrale. Le pèlerinage à la Mecque, *hadjj* ou *oumra*, mais aussi les petits pèlerinages sur les lieux saints en Asie centrale (mausolée de Bahauddin Nakshibend à Boukhara ou mausolée d'Ahmed Yesevi dans le sud kazakh, pour ne donner que ces deux exemples) redynamisent les relations entre l'islam d'Asie centrale et les islams arabe, turc et indo-pakistanaï. De même, l'établissement de relations commerciales entre les pays d'Asie centrale et certains pays musulmans favorise là aussi des retrouvailles, des nouveaux contacts et des influences réciproques entre musulmans d'Asie Centrale et leurs coreligionnaires. »<sup>59</sup> (Balci, 2014).

---

<sup>57</sup> L'Union des républiques socialistes soviétiques, abrégé en URSS ou Union soviétique, était un État fédéral transcontinental à régime communiste. Cette fédération a existé de sa proclamation le 30 décembre 1922 à sa dissolution le 26 décembre 1991. La fédération de Russie est l'État continuateur de l'Union soviétique.

<sup>58</sup> Diplômé en science politique et civilisation araboislamique (Sciences Po Grenoble et Université d'Aix en Provence), B. Balci a soutenu une thèse de doctorat sur les mouvements islamistes turcs et leurs activités missionnaires en Asie centrale post-soviétique.

<sup>59</sup> Bayram Balci, « *La Turquie en Asie Centrale : acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques* », *Revue Internationale de politique comparée*, Paris, 2014/1 Vol. 21, p.9-10

Ainsi par l'aide de ses travaux et d'autres nous allons analyser la stratégie politique qu'use Ankara depuis les années 1990 et surtout l'arrivée du Parti de la Justice et du développement au pouvoir, afin de se positionner dans plusieurs territoires significatifs (Caucase, Balkans, Afrique du Nord) en tant que leader du monde musulman via la promotion d'un islam « à la turc ». Un véritable usage de son soft power religieux lui permettant de s'imposer comme dans les autres domaines en tant qu'un acteur régional majeur. Par conséquent, nous allons commencer par l'étude du contexte historique du début des années 1990 et les raisons qui ont poussé à la coopération religieuse entre l'Etat turc et ces cinq républiques d'Asie Centrale à majorité musulmane. Notamment par le rôle que tient chacun des acteurs de ce processus, à commencer par le gouvernement turc.

Tout d'abord, Bayram Balci va nous permettre de comprendre le contexte historique dans lesquelles vont évoluer ces décisions diplomatiques. Ainsi, il est primordial de comprendre que nouvellement indépendantes, les cinq républiques que sont le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan sont dans une optique d'une coopération multisectorielle sous trois aspects bien définis. Le premier est la volonté de créer un lien structurel fort entre les peuples des républiques turcophones, Ankara sait que cette politique est très populaire au sein des populations, notamment en Turquie et va aller dans ce sens pour développer des politiques permettant de créer des liens solides et durables. Une des premières actions dans ce sens est la création d'un ministère des relations avec le monde turcophone, ingénieusement l'Etat turc va confier ce poste de ministre pour la première fois à Ahat Ajdijan, un homme politique turc d'origine ouzbèke. L'objectif est de mettre les moyens des ambitions pour Ankara, afin qu'une réelle communauté turcophone émerge internationalement et pèse diplomatiquement parlant dans la région<sup>60</sup>

Le second aspect de cette stratégie est que cette politique d'échange en continu avec l'Asie Centrale, a été encouragée et promue par l'Europe et les États-Unis. Cette aide vient de la volonté d'une part grandissante de l'occident de contrer une éventuelle expansion d'un islamisme radical qui serait à ce moment-là promu par l'Iran ou encore les autorités saoudiennes. En clair, il est hors de question que les ex-républiques soviétiques d'Asie Centrale retombent sous l'escarcelle d'une autre puissance après celle de l'URSS.

---

<sup>60</sup> Bayram Balci, *La Turquie en Asie Centrale : acteurs privés et étatiques dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2014/1 Vol. 21, p.11



Enfin, le troisième et dernier aspect de cette politique concerne l'existence d'une réelle volonté des élites centrasiatiques de mimer le « modèle turc de transition vers le marché, la laïcité et la démocratie » dans leurs premières années d'indépendance. Par conséquent, il va y avoir une montée exponentielle du développement des échanges commerciaux, culturels et stratégiques entre la Turquie et ces républiques. Bayram Balci précise bien à raison que cette attitude de la part de ces états va changer dans les années qui vont suivre cette effervescence de pays nouvellement indépendant, mais cela a grandement accordé à la Turquie de mettre un premier pas dans ces territoires d'influences. Cela a permis notamment le développement d'un élément central dans la politique d'élargissement d'influence du pays, à savoir de l'implémentation d'acteurs islamiques venus promouvoir un « islam à la turc ».

Afin de mener à bien ses objectifs stratégiques et culturels, l'Etat turc va développer ce qu'on appelle des *Diyanet* permettant cette coopération religieuse entre la Turquie et les différentes républiques musulmane d'Asie Centrale.

Bayram Balci en donne une définition détaillé de son origine et de ses fonctions :

« La *Diyanet İşleri Başkanlığı*, Présidence des affaires religieuses, plus communément appelée *Diyanet* est sans doute l'institution la plus singulière qui atteste de la complexité et des ambiguïtés des relations en Turquie entre État et religion. S'inspirant partiellement d'une structure ottomane préexistante, la *Diyanet* est une vraie création du système républicain turc dont l'objectif était de gérer les relations entre État et islam. Elle supervise le fonctionnement des lieux de culte et l'organisation de l'enseignement religieux. Elle est souvent l'objet de vives interrogations et polémiques, sur sa compatibilité avec la laïcité qui est l'un des principes fondamentaux de l'Etat turc. Active dans la vie politique intérieure turque, la *Diyanet* s'est invitée aussi dans la politique extérieure d'Ankara, et ce bien avant la fin de l'URSS. En Europe, à partir des années 1980, elle envoie des imams, et divers autres services religieux répondant à une demande exprimée par les migrants turcs. Ainsi, dans les ambassades et consulats turcs en Europe officient des attachés aux affaires religieuses chargés de servir, et éventuellement surveiller, les expatriés turcs. Toutefois, cette présence hors du territoire national se limite aux services rendus aux expatriés turcs et la *Diyanet* n'a alors pas vocation à coopérer avec d'autres États, si ce n'est avec l'Arabie saoudite ou l'Égypte dans le cadre de l'organisation du pèlerinage ou de l'envoi d'étudiants à l'université al Azhar. À partir de la chute du bloc de l'Est, elle commence cependant à accompagner la politique extérieure dans des régions autrefois ottomanes (les Balkans) ou faisant partie de l'espace culturel turcophone (Caucase, Asie

centrale). Dès 1991, la *Diyanet*, et avec elle l'islam et la coopération islamique, devient un outil fondamental dans la politique d'influence turque dans tout l'ancien bloc socialiste, et plus particulièrement dans les républiques turcophones où elle s'implique directement dans plusieurs programmes d'action. »<sup>61</sup> (Balci, 2014).



62

Il y a donc plusieurs niveaux de coopération religieuse et le premier est celui de la *Avrasya İslam Şurası*, le Conseil islamique eurasiatique qui a pour but de réunir en tant qu'organisation la Diyanet et les directions des affaires spirituelles de près d'une vingtaine d'états de l'Europe de l'Est et de l'Asie Centrale (Bosnie, Kosovo, Albanie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, et tous les États d'Asie centrale sauf l'Ouzbékistan dont la coopération avec cette instance fut courte des raisons diverses). Selon l'auteur, l'objectif de cet organisme qui s'est réuni 8 fois depuis 1995, le plus souvent en Turquie, est de permettre le dialogue, et à terme de favoriser une certaine convergence d'idées dans la manière de concevoir la place de l'islam vis-à-vis de la société et de l'État. Des réunions sur le rôle concret de l'Etat par rapport au spirituel donc. Lors de ces rencontres au sommet, les autorités religieuses tentent de se mettre d'accord sur des questions aussi précises et rudimentaires que les dates des principales fêtes musulmanes. De fait sous patronage turc, cet organisme permet à la Turquie de véhiculer sa vision de l'islam, et

---

<sup>61</sup> Bayram Balci, *La Turquie en Asie Centrale : acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2014/1 Vol. 21, p.14

<sup>62</sup> Le chef du *Diyanet İşleri Başkanlığı* Ali Erbas (à droite) est aux côtés du président turc Recep Tayyip Erdoğan

d'œuvrer ainsi à l'exportation de son modèle politico-religieux dans ces pays où Ankara cherche à être influent.

En outre, grâce à la *Diyanet*, la Turquie est présente sur de nombreux domaines et va accroître aisément sa présence et son influence en centre Asie. Le gouvernement va notamment construire et restaurer des mosquées, par exemple la plus grande d'Azerbaïdjan situé dans la capitale à Bakou est celle qui est la plus populaire de la ville. L'Etat turc est aussi présent dans le domaine de l'éducation et ce dans tous les pays turcophones, dans lesquels la création d'universités (notamment de théologie), d'écoles privés sera courant. Cette stratégie est combinée à la présence régulière lors de fêtes religieuses tel que le ramadan, d'imams turcs, venus prêcher dans ces pays-là, toujours en coopération avec les autorités religieuses locales. Enfin, puisque l'éducation est intrinsèquement liée à la religion et donc à l'islam dans cette stratégie d'influence, il y a un dispositif d'impression et de distribution d'ouvrages dans toutes les langues d'Asie centrale en Turquie. Ces livres retrace la vie, l'histoire, les préceptes des figures islamiques majeures, une autre manière pour l'Etat turc d'exprimer sa présence et son soft power religieux.

Par conséquent, il est évident que la stratégie d'Ankara a été payante ces 30 dernières années, que ce soit dans le domaine de la place qu'occupe la Turquie dans cette région aujourd'hui, l'influence de ces actions, ou encore le développement de la langue turque. Mais ce bilan n'est pas sans heurts et beaucoup de difficultés se sont greffés à cette stratégie, notamment lors de la montée grandissante du terrorisme djihadiste entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. De plus, il ne faut pas oublier la présence importante des mouvements privés dans ce développement d'un islâm à la turc, notamment celui de Fethullah Gülen, ce que nous verrons dans le prochain chapitre.

Ainsi, concernant les mouvances privées, il y en a une dizaine de vraiment importantes, nous allons nous pencher pour expliquer cela un cas singulier celui de Suleyman Hilmi Tunahanil, née en Bulgarie ottomane en 1889 et décédé en Turquie en 1959, ses disciples sont nommés les *Suleymanci*. Elle fait partie des autorités religieuses appartenant à ce qu'on appelle la *nakshibendiyya* (La *tariqa naqshbandiyya* est l'une des quatre principales confréries soufies. Elle tire son nom de Khwaja Shâh Bahâ'uddîn Naqshband, qui est considéré comme son maître, bien que ne l'ayant pas fondée. Abû Ya'qûb Yûsuf al-Hamadânî, né en 1140, et 'Abd al-Khâliq al-Ghujdawânî, né en 1179, sont les fondateurs des principes de cette voie soufie)<sup>63</sup>. C'est un

---

<sup>63</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/Naqshbandiyya>

cas particulier car son fondateur a été en conflit ouvert avec l'Etat turc durant une majeure partie de sa vie, notamment par rapport à la politique religieuse et le monopole que l'état exerce par le biais de ses *Diyanet*. Son objectif premier est d'asseoir son influence par l'enseignement du Coran en arabe intégral à tous ses disciples, seul l'arabe littéraire permettrait d'être au plus proche des enseignements du Prophète. Peu après la mort de leur fondateur, les *Suleymanci* ont travaillé plus étroitement avec l'Etat turc en envoyant des émissaires administrés des écoles coraniques notamment en Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan et au Kirghizstan. Cela reste une mouvance privée, loin d'avoir des moyens étatiques, leur présence est donc cantonnée à quelques mois dans l'année.



64

Mais le cours de l'histoire et les grandes perturbations que vont provoquer la résurgence d'un terrorisme islamique fort à la fin des années 1990 et au début des années 2000 vont beaucoup entacher les relations de certains états avec la Turquie et ses mouvances privées. Cela est très significatif en 2002 suite aux attentats du World Trade Center le 11 septembre 2001, puis l'arrivée au pouvoir de l'AKP ouvertement nationaliste ont réveillé les méfiances notamment de la Fédération de Russie, alors sortant d'une guerre contre la Tchétchénie musulmane. Par conséquent, par peur de la montée de l'islamisme, la Russie va faire fermer des écoles turques, accusé d'islamisme mais également de panturquisme, cela se passe d'abord dans la région

---

<sup>64</sup> Le président turc Recep Tayyip Erdoğan rencontre le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à Bakou, en février 2020. Photo par President.Az / Wikimedia Commons, sous licence CC-BY-4.0

caucasienne du pays à savoir le Tatarstan et le Bachkortostan. Puis cela va s'étendre dans de nombreux pays frontaliers notamment l'Ouzbékistan qui était déjà très méfiant face à l'influence religieuse de la Turquie. Ces méfiances étaient surtout dirigées vers les institutions du prédicateur Fethullah Gülen et le côté opaque de son organisation, nous entrerons en détail sur cette personnalité très importante de la Turquie moderne dans le chapitre suivant qui lui est consacré.

Dans la stratégie néo-ottomane de la Turquie, la région des Balkans joue un rôle très significatif, notamment dans la politique d'Ahmet Davutoğlu. Selon sa doctrine, la Turquie doit recomposer avec son passé impérial qu'elle a coupé au siècle dernier, et donc se reconnecter avec ses peuples « frères » d'Afrique du Nord, du Moyen Orient et du Caucase. Le chercheur Tançrède Josseran<sup>65</sup> rappelle l'importance de cette zone des Balkans dans l'imaginaire collectif turc hérité de l'empire ottoman : « Un axe balkano-anatolien enjamberait l'Égée. Continueur de Byzance, l'Empire ottoman a toujours considéré cette mer non comme une barrière mais d'abord comme un trait d'union. « S'il y a une montagne au cœur des Turcs, c'est les Balkans, et s'il y a un fleuve, c'est le Danube », écrit le poète turc Yayha Kemal (1884-1958), né à Skopje »<sup>66</sup>. Ahmet Davutoğlu insiste donc sur deux états très importants dans cette politique de séduction des Balkans, la Bosnie et l'Albanie. Ces états sont distinctifs dans l'histoire turc, car comme l'explique Tançrède Josseran dès 1350, le Sultan Orhan (1281-1362) va traverser le Bosphore et arrivé à la péninsule balkanique, s'en suivra l'Égée, c'est que représente dans l'histoire de la Turquie ces anciennes conquêtes, la rive Balkanique représente la moitié de l'Empire ottoman à cette époque, jusqu'au choix de la capitale, à savoir Andrinople, en Thrace jusqu'à la conquête de Constantinople en 1453. En rappelant l'histoire, Ahmet Davutoğlu explique donc les intentions de la Turquie et le ressentiment que le pays ressent encore lors de la chute de l'empire et son démantèlement par les empires européens, français et britanniques en premier lieu<sup>67</sup>. Une « catastrophe » selon lui. L'auteur explique le raisonnement de l'universitaire, devenue homme politique, à savoir un usage euro centré de la géographie qui aurait créé une rupture historique entre l'ancien empire et ses anciennes conquêtes : « Le Turc,

---

<sup>65</sup> Diplômé en histoire de Paris-IV-Sorbonne et attaché de recherche à l'Institut de Stratégie Comparée (ISC).

<sup>66</sup> Tançrède Josseran, « » *Les Balkans vus par Ahmet Davutoğlu*, *Revue Stratégique*, Paris, 2021/1 N° 125, p.171

<sup>67</sup> Le traité de Sèvres, conclut le 10 août 1920 à la suite de la Première Guerre mondiale entre les Alliés victorieux et l'Empire ottoman, confirme l'armistice de Moudros. Ce traité, bien que signé par le sultan Mehmed VI, ne sera toutefois jamais ratifié ni appliqué. Par celui-ci, l'Empire ottoman renonçait officiellement et définitivement à ses provinces arabes et africaines. Le traité prévoyait également d'imposer à l'Empire de sévères reculs territoriaux au sein même de l'Anatolie. À l'ouest, la Thrace orientale, sauf Constantinople et ses abords, était cédée à la Grèce. À l'est, l'indépendance d'une grande Arménie était reconnue et une province autonome kurde créée. Les détroits étaient par ailleurs démilitarisés. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Trait%C3%A9\\_de\\_S%C3%A8vres](https://fr.wikipedia.org/wiki/Trait%C3%A9_de_S%C3%A8vres)) Consulté le 24 mai 2022.

l'Ottoman seraient synonymes d'arriération : « Le fait que les Turcs puissent donner leur nom à cette région faisait figure de 'diplôme d'infamie', il fallait donc changer de 'certificat' », renchérit Davutoğlu. Les appellations de Proche et de Moyen-Orient épousent la même logique. Elles sous-tendent une rupture géoculturelle qui renvoie à un eurocentrisme transposé sous l'angle géographique. La science devient une arme au service d'un objectif politique clair : « achever la division de l'Empire Ottoman »<sup>68</sup>. Plus globalement, Davutoğlu critique la géographie occidentale et sa propension à marquer une coupure nette entre « nous et les autres » »

Une des motivations de la « profondeur stratégique » analysé en première partie qui doit être l'objectif terminal de la Turquie moderne selon son auteur, à savoir celui d'assumer son identité profonde, celle d'être un pays central (*merkez ulke*).

C'est dans cette même idée que l'Etat turc va un peu plus tard commencer à renouer avec les peuples musulmans d'Afrique, une stratégie qui s'avère être payante sur le long terme comme nous allons le voir.

Dernier grand chantier du néo-ottomanisme turc, l'Afrique. La Turquie d'Erdoğan veut renouer avec les anciennes conquêtes musulmanes de l'Etat turc, dès l'arrivée de l'AKP en 2002 de nombreux partenariats économiques principalement seront noués mais c'est dès les « printemps arabes » en 2011 que les choses vont s'accélérer. Ainsi, le pays va activement participer à la chute de Mouammar Kadhafi, le président libyen à l'aide notamment d'une tribu ottomane originaire de cet état, la tribu des « *Misratas* ». Comme l'explique M. Bertrand, la chute de Kadhafi va faire éclater le pays en trois zones ethniques, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan ce qui va beaucoup ébranler la région notamment le Sahel. Pris à son propre jeu, la Turquie va devoir transformer son soft power en influence politique et sécuritaire. Ce qui sera le cas en Afrique de l'Ouest via un accord de coopération militaire signé au Niger en juillet 2020 par le ministre des affaires étrangères actuel, Mevlüt Çavuşoğlu.

Cet accord est une aubaine pour la Turquie tel que l'explique M. Bertrand : « Régionalement, l'accord Turquie-Niger renforce l'influence d'Ankara ; en échange, les pays d'Afrique de l'Ouest jouiront du soutien turc pour résoudre la crise libyenne. Cela permettra peut-être l'ouverture d'une base militaire turque au Niger, s'ajoutant à celles du Qatar, de Libye et de Somalie. En Afrique de l'Ouest, le soft power turc est déjà actif. (...)L'intérêt de la Turquie

---

<sup>68</sup> Tancrède Jossieran, *Les Balkans vus par Ahmet Davutoğlu*, Institut de Stratégie Comparée, revue Stratégique, Paris, 2021/1 N° 125, p.173

pour le Niger est double. D'une part, des réseaux religieux du pays penchent en sa faveur. Ce soutien social, plus la coopération politique font du Niger un allié fiable dans un environnement où de nombreux pays sont plutôt anti Turcs. »

L'objectif de la Turquie, surtout depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir est donc de créer une politique d'influence et de pérennisation de ses relations avec les pays musulmans dans un premier temps, sur le long terme. Pour ce fait, de nombreuses visites sont régulièrement effectuées entre les dirigeants et des actions concrètes se consolident, tel que la création d'ambassades. Pour mesurer l'importance de l'implication turc en Afrique, il faut rappeler que son soft power et hard power se conjuguent et l'un ne va pas sans l'autre, ainsi en plus d'une action de promotion culturelle et religieuse à l'aide notamment de l'Agence Turque de Coordination et de Coopération, l'Etat turc multiplie les opérations militaires significatives. En effet, pour revenir à la situation de la Libye, comme le rappelle M. Bertrand dans son texte, depuis 2015 le pays se voit affronter deux « camps », d'un côté Khalifa Haftar (1943-), maréchal et commandant en chef de l'Armée nationale libyenne et de l'autre Fayez al-Sarraj (1960-) le chef du gouvernement d'union nationale (GNA). Le président turc va dès 2019 apporter sans concession son aide militaire au GNA par le biais d'envoi d'armes, munitions, véhicules, drones mais surtout par des mercenaires syriens, chassés de la Syrie. Cela se suivra par l'ouverture en août de la même année d'un centre de commandement commune armée turc-services secrets (MIT) à Tripoli, la capitale libyenne<sup>69</sup>



<sup>69</sup> M. Bertrand, *Bouleversement géopolitique en Afrique : vieilles gloires, nouveaux acteurs*, ESKA, revue Sécurité globale, Paris, 2021/3 N° 27, p.97-98

<sup>70</sup> AFP/MAHMUD TURKIA - Des diplômés de l'armée libyenne fidèles au gouvernement de concorde nationale (GNA), participent à des manœuvres lors d'une cérémonie de remise de diplômes, résultat d'un accord

Enfin, comme nous le verrons plus en détails dans une partie dédiée à cela, depuis la dernière décennie, la Turquie a montré un visage beaucoup plus belliqueux, surtout sur un plan militaire, nous avons vu sa position en Libye et en Afrique plus généralement, mais il y a plus récemment son intervention au côté de l'armée azerbaïdjanaise au Haut-Karabagh. Sans oublier son intervention la plus importante, durant la guerre en Syrie.

Par conséquent, ce chapitre nous a permis de voir en profondeur comment la Turquie moderne exerce une influence grandissante dans les anciens territoires de l'Empire Ottoman, de l'Asie Centrale, et l'Europe de l'Est jusqu'en Afrique du Nord principalement. Que ce soit par le biais d'un soft power religieux et culturel, comme dans les ex républiques soviétiques ou une présence militaire dans le but de défendre ses intérêts en Afrique, tout ce processus de retrouver une gloire d'antan est une politique du long terme entreprise depuis une trentaine d'années et surtout depuis 2002 et avec l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu.

Le dernier chapitre de cette partie va porter sur l'importance significative qu'a eue Fetullah Gülen et son mouvement sur la politique turque moderne, notamment à propos de l'usage et du développement de son soft power. Mais aussi sur son lien et sa relation, dans un premier temps étroite, avec Recep Tayyip Erdoğan, puis leur confrontation médiatisée depuis plus d'une quinzaine d'années.

---

d'entraînement militaire avec la Turquie, au camp Omar Mukhtar dans la ville de Tajoura, au sud-est de la capitale Tripoli, le 21 novembre 2020



*Section 2 : L'importance pour la Turquie moderne du mouvement de Fethullah Gülen et sa relation avec Recep Tayyip Erdoğan*

Fethullah Gülen, né le 27 avril 1941 à Pasinler dans la région d'Erzurum en Turquie est un intellectuel musulman turc, apatride depuis 2017. Il est l'inspirateur du mouvement *Gülen*, aussi appelé le mouvement *Hizmet* (« service »). Il vit depuis 1999 en Pennsylvanie, aux États-Unis, où il s'est exilé.



71

Il est issu d'une famille très conservatrice et va être dans les premières années de sa vie ancrée dans une religiosité qui tend vers le mysticisme, tandis qu'il va se politiser peu à peu, son objectif premier alors est de former une génération en « or » (*Altın Nesil*), qui soit à la fois moderne, en adéquation avec son temps et surtout fidèle à ses traditions turco-islamiques.<sup>72</sup>

Lors de ses débuts, il va reprendre peu ou prou les discours de Saïd Nursî.

Saïd Nursi (Ottoman Turkish : سعيد نرسى, Kurde : Seîdê Nursî, 1877 – 23 March 1960), également écrit Saïd-i Nursî or Saïd-i Kurdî, et communément connue sous le titre honorifique *Bediüzzaman* (ce qui veut dire "le savoir de l'âge") et *Üstad* (ce qui veut dire "maitre"). Parmi ses disciples, il y avait un théologien musulman sunnite kurde qui a écrit la Collection *Risale-i Nur*, un corpus de commentaires coraniques de plus de six mille pages. Croyant que la science et la logique modernes étaient la voie de l'avenir, il préconisa l'enseignement des sciences religieuses dans les écoles laïques et des sciences modernes dans les écoles religieuses. Nursi a inspiré un mouvement religieux qui a joué un rôle vital dans la renaissance de l'islam en Turquie et compte maintenant plusieurs millions d'adeptes dans le monde entier. Ses disciples sont souvent connus sous le nom de "*mouvement Nurcu*" ou de "*Nur cemaati*". Dans une publication de 2008, les adhérents de Nurcu dans le monde entier ont été estimés à 5 à 6 millions avec des

<sup>71</sup> Fethullah Gülen à la fin des années 1950 lorsqu'il commença à exercer officiellement en tant qu'imam.

<sup>72</sup> HAKAN Y., *Toward an Islamic Enlightenment, The Gülen Movement*, Oxford University Press, 2013, p. 71-116.

chiffres allant jusqu'à 9 millions, avec environ 5500 *dershanes* ou salles d'étude où les adhérents liraient collectivement les écrits de Nursi<sup>73</sup> (Balci, 2014).

Tel que l'explique Bayram Balci, le mouvement de Fethullah Gülen va se structurer dans le temps et connaître une avancée exponentielle notamment dans les années 1980. « La structuration du mouvement est lente, mais décisive : dans les années 1960, Fethullah Gülen forme ses premiers disciples dans la région d'Izmir, où il officie comme imam officiel au service de la République ; la décennie suivante voit les idées du mouvement se diffuser dans les autres régions de Turquie. Quand la Turquie bascule vers l'économie de marché à partir de janvier 1980, la mouvance, forte de centaines de milliers de sympathisants qui financent ses activités, se renforce en alliant réussite économique et foi islamique. À partir de 1989, l'ouverture turque vers les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale, permet aux disciples de Fethullah Gülen, appelés *fethullahci* ou *güleniste* (deux désignations qui plaisent peu aux intéressés) d'entrer dans la mondialisation tant économique que religieuse. Aussi bien en Turquie que dans tous les pays où elle est implantée, la mouvance de Fethullah Gülen privilégie quatre domaines d'action où elle est particulièrement influente. »<sup>74</sup>



www.resimvefikir.com<sup>75</sup>

Ces quatre domaines d'action sont les suivants ; l'éducation dans un premier temps, par le biais d'écoles privées, de lycées, de collèges, d'universités, religieuses ou non. Dans la droite lignée

<sup>73</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/Said\\_Nurs%C3%AE#In\\_Popular\\_Culture](https://en.wikipedia.org/wiki/Said_Nurs%C3%AE#In_Popular_Culture)

<sup>74</sup> Bayram Balci, *La Turquie en Asie Centrale : acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2014/1 Vol. 21, p.18-19.

<sup>75</sup> Recep Tayyip Erdoğan et Fethullah Gülen dans la seconde moitié des années 1990. Photo : Hayatin Kendisi Burada/Picasa.

de la politique d'influence culturelle et religieuse turque, dans laquelle le mouvement de Fethullah Gülen a joué un rôle très important. Ensuite, vient le champ médiatique, non négligeable et caractérisé par la rédaction, l'édition et la publication du journal quotidien *Zaman* (en anglais *Todayzaman*), il faut rajouter à cela, la promotion de nombreuses chaînes de télévisions diffusant peu ou prou les idées *Gülenistes* comme la STV. Le troisième domaine d'activité avec une présence intense, est celui des « intellectuels », il faut entendre par ce terme, une dimension très large à savoir des dialogues internationaux entre plusieurs experts dans plusieurs domaines (scientifique, économique, historique, sociologique, etc.). Cela peut se faire à travers des conférences, des colloques, il peut même avoir la diffusion et la multiplication de dialogues interreligieux avec différents courants islamiques par exemple, mais pas seulement des dialogues pouvaient se créer entre des représentants chrétiens ou juifs également.<sup>76</sup>



La dimension mystique de la mouvance est voulue dès le départ par Gülen, cela passe par les différentes appellations qu'elle s'est donnée. Ainsi dans un premier temps, il faudra voir cela comme une communauté, la *cemaat*, puis ils préféreront la notion de *hareket*, en référence au mouvement. Enfin, depuis plus récemment, le mouvement *Güleniste* se réfère plus volontairement à une communauté de services, qui aurait réduit ses actions à la simple promotion d'idées sur la paix sociale.

<sup>76</sup> En Turquie, la fondation qui organise les débats et rencontres intra et interreligieux est *Türkiye Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı* (Fondation des Écrivains et des Journalistes de Turquie) : <http://www.gyv.org.tr/>. Des centaines d'autres structures similaires ont été lancées dans le monde. Voir par exemple celle de Paris, La plateforme de Paris : <http://www.platformedeparis.fr> ou alors celle de Washington, Rumi Forum : <http://www.rumiforum.org/>

<sup>77</sup> La visite de Fethullah Gülen (centre droit) au Pape Jean-Paul II (centre gauche) au Vatican en 1998. Une entrevue à propos du dialogue interreligieux.

Avant de reprendre l'histoire de l'évolution du mouvement de Fetullah Gülen, il faut revenir à l'origine des relations historiques qu'à entretenu ce dernier avec le président actuel de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan. Afin d'analyser et de comprendre leur évolution respective et leur montée « en puissance » durant les années 1990 et 2000, il faut essayer de comprendre ce qu'il lie les deux hommes et pourquoi une guerre ouverte, médiatique et politique est faite par l'Etat turc depuis au moins le 15 juillet 2016. La date du coup d'état manqué par une branche dissidente de l'armée turque contre le pouvoir exercé par l'AKP, pour lequel Fetullah Gülen, son mouvement et ses partisans sont tenus responsables (les FETÖ) par le pouvoir turc.

Ainsi, durant la première partie de la gouvernance de la Turquie par l'AKP et par extension par Recep Tayyip Erdoğan, jusqu'en 2013 et les événements de la place Gezi<sup>78</sup>, l'Etat turc a été mené par deux forces concrètes, l'islam politique de l'AKP et le mouvement international de Fetullah Gülen.



79

Bayram Balci, résume les événements de la façon suivante : « Entre 2002 et 2013, ce sont bien ces deux structures, menées par Fethullah Gülen et Recep Tayyip Erdoğan, qui ont, de fait, dirigé le pays, par une alliance gardée secrète et d'apparence pacifique et cordiale. D'apparence seulement, car toutes deux s'inspirent de l'islam, mais puisent à différentes sources. Ils surent

---

<sup>78</sup> Le mouvement protestataire de 2013 en Turquie débute le 28 mai à Istanbul par un sit-in d'une cinquantaine de riverains du parc Taksim Gezi, auxquels s'associent rapidement des centaines de milliers de manifestants dans 78 des 81 provinces turques. Par leur ampleur, la nature de leurs revendications et les violences policières qui leur ont été opposées, ces manifestations ont été comparées au printemps arabe, au *Occupy movement*, au mouvement des Indignés, ou encore à Mai 68. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement\\_protestataire\\_de\\_2013\\_en\\_Turquie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_protestataire_de_2013_en_Turquie)) Consulté le 26 mai 2022.

<sup>79</sup> Des manifestants occupants le parc Gezi à Istanbul, le 25 juin 2013. AFP.

s'accommoder de leurs divergences intrinsèques tant que la nécessité dictait de faire front commun contre l'adversaire kémaliste séculier. Celui-ci neutralisé, l'alliance AKP-Gülen s'est fragilisée, puis la conjoncture régionale et les évolutions politiques internes ont fini par faire apparaître au grand jour des antagonismes irréconciliables et une rivalité décomplexée pour le pouvoir. »<sup>80</sup> (Balci, 2021).

Dans un premier temps, revenons rapidement aux origines de l'AKP, le parti de gouvernement en Turquie. Il est issu d'un long héritage d'une influence de la pensée des Frères Musulmans égyptiens au sein de l'islam politique turc depuis les années 1970 et dont le plus grand représentant était le parti Refah : Le Parti du bien-être ou RP (*Refah Partisi*, plus souvent traduit en français par « Parti de la prospérité » ou du « Bien Être ») était un parti politique islamiste de Turquie. Il est le successeur du « Parti du salut national » (*Millî Selamet Partisi* ou MSP), dissous par la Cour constitutionnelle en 1980.<sup>81</sup> Ce parti a été créé en 1983 avec l'impulsion de Necmetin Erbakan (1926-2011), le représentant alors de l'islam politique turque et surtout le mentor politique de Recep Tayyip Erdoğan. Ce dernier va accéder à ses premières fonctions politiques d'importance lors du succès des élections législatives de 1990 dans lequel soutenu par ce parti, il va devenir le maire d'Istanbul. Suite à un nouveau succès aux élections générales de décembre 1995 (21,4 % des voix). Le parti va s'allier alors au parti de droite arrivé en 3e position, « le Parti de la juste voie », et remporter ainsi la majorité absolue (293 sièges sur 550). Grâce à cela, Necmetin Erbakan atteindra son apogée politique en devenant Premier ministre de Turquie de juin 1996 à juin 1997, un court mandat durant lequel il mettra en avant de nombreuses réformes religieuses.<sup>82</sup>

Fort de cette expérience significative, et comme expliqué plus en détails dans le premier chapitre, Recep Tayyip Erdoğan va arriver au pouvoir en novembre 2002 par le biais du nouveau parti, l'AKP qui obtiendra 363 sièges sur les 550 que comptait le parlement turc à cette époque.

Ainsi, tel que l'explique Bayram Balci dans son enquête, par stratégie, l'AKP a réussi à devenir un parti de masse : « Dès son installation au pouvoir, le parti étonne tous ses critiques et détracteurs. En effet, contre toute attente, il s'applique à respecter les principes républicains, bien que contraires aux positionnements idéologiques qui l'ont fait élire (Cagaptay, 2017). En

---

<sup>80</sup> Bayram Balci, *Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdogan*, Boeck Supérieur, *Revue Internationale de politique comparée*, Paris, 2021/1 Vol. 28, p.136

<sup>81</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti\\_du\\_bien-%C3%AAtre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_du_bien-%C3%AAtre)

<sup>82</sup> « Décès d'un ex-Premier ministre turc » [archive], [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr), 27 février 2011.

politique intérieure, il respecte les principes séculiers du pays et entretient le dialogue avec les élites libérales qui pour la plupart le soutiennent au nom de la démocratie. En politique extérieure, il adopte une ligne pro-européenne en rupture avec ses prédécesseurs islamistes, tout particulièrement Necmettin Erbakan, père historique de l'islam politique turc, et longtemps mentor d'Erdoğan. Cette politique d'ouverture et de compromis, favorisée par les bons résultats de l'économie turque, lui permet de gagner les élections de 2007, ainsi que celles de 2011 et de 2015, un record de longévité politique et électorale dans l'histoire de la République. »<sup>83</sup> (*Balci, 2021*).

Concernant Fetullah Gülen et sa mouvance, elle est beaucoup plus insaisissable et par sa nature moins transparente que Recep Tayyip Erdoğan. Comme explicité, ce mouvement a participé aux côtés de l'Etat turc au rayonnement culturel et économique de la Turquie à travers de nombreuses régions du monde (Afrique, Asie Centrale, Europe de l'Est), notamment également par la promotion de « l'islam à la turc » et ses écoles. Profondément libéral au sens sociétal et économique du terme, l'objectif de Gülen est que ses disciples allient réussite économique et foi islamique (modéré). Installé (ou exilé selon certains observateurs) aux États-Unis depuis 1999, il y est par le début des méfiances étatiques notamment de l'Etat turc et certaines républiques centrasiatiques.

En effet, rappelons que ce qui a principalement permis l'expansion du mouvement de Fetullah Gülen et son rayonnement à l'international, ce sont ses développements dans le domaine éducatif et religieux dans les ex républiques soviétiques centrasiatique notamment. Bayram Balci compare ses membres aux missionnaires jésuites : «Le mouvement de Gülen s'apparente, dans une version turco islamique, au phénomène jésuite. Il s'est probablement inspiré des écoles missionnaires créées par les Occidentaux dans l'Empire ottoman, et qui ont formé les élites post-ottomanes et républicaines<sup>84</sup> (*Balci, 2003*). L'idée ingénieuse de Gülen fut d'opérer une simple transposition de ce modèle occidental pour éduquer des élites turco-islamiques capables à leur tour de former les élites d'autres pays, en Asie centrale et dans le Caucase au départ, puis dans le reste du monde. Comme les jésuites avant eux, les Gülenistes mettent l'éducation « totale » au centre de leurs préoccupations et comme eux, ils cultivent un élitisme et un entrisme,

---

<sup>83</sup> Bayram Balci, *Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdogan*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2021/1 Vol. 28, p.137-138

<sup>84</sup> Bayram Balci, *Missionnaires de l'islam en Asie centrale, les écoles turques de Fethullah Gülen*, Paris, Maisonneuve et Larose et Institut français d'études anatoliennes, 2003.

qui dissimulent mal leur engouement pour l'influence et le pouvoir.<sup>85</sup> L'Asie centrale a été le terrain d'expérimentation de la mouvance, avant qu'elle ne devienne un mouvement transnational actif sur tous les continents. »

Par conséquent, le mouvement va devoir se faire plus discret à l'orée du XXIème siècle, à mesure que le terrorisme islamique monte et que les autorités étatiques, de la Turquie à la Fédération de Russie se méfient, comme explicité dans le chapitre précédent. Mais comme le précise Bayram Balci, c'est surtout la promiscuité dans la première partie des années 2000 du mouvement avec l'AKP (ouvertement islamique) au pouvoir qui a fini de rendre méfiant les ex républiques soviétiques, encore sur le souvenir vivace et douloureux du pouvoir centralisé et autoritaire de l'URSS. Un souvenir qu'ils apparentent à un risque de monter d'un pouvoir islamique autoritaire. Sans compter que « la progressive politisation du mouvement en Turquie, ses bonnes relations avec l'équipe AKP au pouvoir (une situation qui change en automne 2013), (...), ont été perçus en Asie centrale comme des preuves tangibles que la *cemaat* n'était ni un ordre mystique aussi innocent qu'elle veut bien le laisser penser, ni une organisation pieuse impliquée dans l'éducation et dépourvue de toute ambition politique comme elle le prétend. »<sup>86</sup> (Balci, 2014).

Du point de vue des états, ces méfiances ne sont pas infondées, en effet il convient de revenir un instant sur la stratégie d'influence culturelle de l'Etat turc afin d'expliquer cela. Si l'organisation de Fetullah Gülen a eu une influence aussi importante c'est parce qu'elle a contribué grandement, encore plus que le gouvernement en lui-même au rayonnement de la culture turc au sens large en Asie Centrale principalement.

Un exemple frappant est celui de la capitale turkmène d'Achkhabad, suite à l'implantation des écoles de Gülen, la langue turque est devenue une des langues prioritaires de la communication intercommunautaire tout aussi utile que le russe et devant l'anglais. Il faut rajouter à cela, les échanges économiques et industriels forts dans de nombreux domaines (construction, santé, ingénierie) entre des hommes d'affaires turcs et centrasiatiques. De plus, le prestige et la popularité est de même dans le domaine de l'éducation au sens large, avec des nombreux

---

<sup>85</sup> COMPAYRÉ G., « Grandeur et limite de l'enseignement jésuite », Encyclopédie de l'Agora, ([http://agora.qc.ca/documents/jesuites--grandeur\\_et\\_limites\\_de\\_lenseignement\\_jesuite\\_par\\_gabriel\\_compayre](http://agora.qc.ca/documents/jesuites--grandeur_et_limites_de_lenseignement_jesuite_par_gabriel_compayre)).

<sup>86</sup> Bayram Balci, *La Turquie en Asie Centrale : acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2014/1 Vol. 21, p.18-19.

échanges scolaires, universitaires, des compétitions, des forums de rencontres organisés entre les différents pays voisins.

En définitive, le rappelle Bayram Balci, la relative entente entre le gouvernement de l'AKP et le *ceemat* de Gülen était surtout dut aux « bénéfiques » qu'apportait l'organisation à l'Etat turc en terme de soft power : « Le prestige et la réputation de la *cemaat* en Asie centrale profitent en réalité plus à la Turquie qu'à la *cemaat* même. En témoigne comme nous l'avons dit précédemment le fait que ces écoles sont plus connues des communautés, des autorités et des médias comme les « écoles turques » que comme des écoles *gülenistes*, directement affiliées au mouvement de Fethullah Gülen. »<sup>87</sup> (Balci, 2014).

La scission entre Recep Tayyip Erdoğan et Fetullah Gülen va survenir petit à petit durant le milieu des années 2000 notamment après le fait avéré de l'organisation de faire de l'entrisme dans les instances clés de l'Etat, notamment dans l'appareil de la justice et surtout de l'armée, qui sera le grand point de discorde durant le coup d'état raté le 15 juillet 2016. Une influence politique qui était inévitable au vu de l'importance gigantesque qu'elle a acquise avec le temps. Cette scission se fera donc sur le long terme, certains parleront de logique de l'histoire, deux grandes organisations, que ce soit le parti politique de l'AKP et le mouvement de Gülen, menés par des hommes à l'ambition personnelle dévorante et des évènements politiques et économiques ont eu raison de cette fragile alliance.

Pour étayer cela, nous pouvons citer deux affaires politiques et judiciaires majeures et emblématiques de ces tensions entre les deux forces politiques dans le pays.

La première est l'opération « *Balyoz* » (ce qui veut dire « massue »), un projet de coup d'état militaire laïc turc datant de 2003, en réponse à l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP). Bayram Balci résume l'affaire ainsi « Les allégations du complot ont d'abord fait surface dans le journal libéral *Taraf*, qui a fait passer des documents détaillant les projets de bombardement de deux mosquées d'Istanbul et accusant la Grèce d'avoir abattu un avion turc au-dessus de la mer Égée. Le plan était de semer le chaos et de justifier un coup d'État militaire. L'armée a déclaré que les plans avaient été discutés, mais uniquement dans le cadre d'un exercice de planification basé sur des scénarios lors d'un séminaire militaire. »<sup>88</sup> (Balci, 2021).

---

<sup>87</sup> Bayram Balci, *ibid*, p.26.

<sup>88</sup> Bayram Balci, *Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdogan*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2021/1 Vol. 28, p.139.



L'affaire a été fortement critiquée par l'opposition politique pour l'implication présumée de hauts fonctionnaires et de fonctionnaires juridiques proches du mouvement *cemaat*, le mouvement islamiste dirigé par le clerc en exil et (alors) allié de l'AKP Fethullah Gülen. De nombreuses lacunes juridiques et des procédures inappropriées tout au long de l'affaire, et l'absence de réponse du gouvernement ont également soulevé des préoccupations. Cela inclut le cas où le document original *Balyoz*, prétendument produit en 2003, a été créé en utilisant Microsoft Word 2007. Parmi les autres irrégularités figuraient la contrefaçon de signatures d'officiers militaires de haut rang, comme celle du général Çetin Doğan.

En 2012, environ 300 des 365 suspects ont été condamnés à des peines de prison, tandis que 34 suspects ont été acquittés. L'affaire devait faire l'objet d'un appel. Le 19 juin 2014, tous les accusés ont été libérés de prison, dans l'attente d'un nouveau procès, après que la Cour constitutionnelle a conclu à la violation de leurs droits. Le calendrier de la décision a alimenté d'autres accusations concernant l'implication du mouvement *cemaat* initialement, car en 2014 l'AKP et Gülen s'étaient séparés. En outre, le Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, a ouvertement accusé le mouvement *cemaat* d'infiltrer le système judiciaire à la suite d'un scandale de corruption du gouvernement, en lançant une opération à grande échelle consistant à retirer ou à relocaliser les employés de la justice et des forces de l'ordre. Le 31 mars 2015, tous les 236 suspects ont été acquittés après que le procureur de l'affaire a fait valoir que les données numériques contenues dans les dossiers présentés comme éléments de preuve dans l'affaire étaient fausses et ne constituaient pas des éléments de preuve.<sup>89</sup>

Puis il y a eu l'affaire *Ergenekon*, beaucoup plus emblématique et importante dans la vie politique et sociale de la Turquie moderne, c'est durant cette affaire qu'a été vraiment popularisé dans un état contemporain, l'expression d'état profond (*derin devlet*)<sup>90</sup>. Un état dans l'état qui serait composé notamment de *kemalistes* mais et surtout de membres de la *ceemat* de Fetullah Gülen (FETO) qui userait de leur influence dans les décisions stratégiques de l'état (militaire, économique, politique étrangère) et irait contre les intérêts du véritable gouvernement en place, ici celui de l'AKP.

---

<sup>89</sup> [https://en.wikipedia.org/wiki/Sledgehammer\\_\(alleged\\_coup\\_plan\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Sledgehammer_(alleged_coup_plan))

<sup>90</sup> Matthew Wills, "The Turkish Origins of the 'Deep State'", [jstor.org](https://www.jstor.org/stable/2474888), April 10, 2017.



Plus récemment, le grand public a souvent entendu parler du terme d'état profond, notamment depuis les élections présidentielles américaines de 2016 par le biais de l'ancien candidat et ancien président des États-Unis Donald Trump Jr. Il parlait notamment de *Deep State*, pour désigner un gouvernement parallèle en totale contradiction avec les autorités officielles, voir en affrontement, reprenant certaines des théories d'Edward Snowden<sup>93</sup> (le lanceur d'alerte de la NSA en 2013) par exemple, qui parle de hauts dirigeants du gouvernement fédéral, inamovible et ayant –avec les agences de renseignement- plus de poids politique que le simple Président.

Enfin, peut-être plus étonnant, Emmanuel Macron commença à employer l'expression d'un état profond, celle d'un état dans l'état qui serait parasité par des hauts fonctionnaires. Il l'a fait à de multiples reprises, la première et la plus évocatrice l'a été lors de la conférence des ambassadeurs le 27 août 2019<sup>94</sup> (Endeweld, 2020). Selon certains observateurs, cela serait une façon pour lui de se démarquer et donner une sorte d'avertissement à ces hauts-fonctionnaires opposés à ses politiques.

Par conséquent, revenons à l'affaire *Ergenekon*, plus importante, elle fut d'un retentissement sans précédent dans la société turque et tous les niveaux. Elle est résumée par Bayram Balci « L'affaire *Ergenekon* (nom mythique désignant une région de Sibérie d'où seraient originaires les Turcs) désigne un complot, raté, découvert en 2007, impliquant des centaines de personnalités militaires, mais aussi civiles, qui cherchaient par divers moyens (assassinats,

<sup>91</sup> Manifestation contre l'organisation Ergenekon devant l'entrée du palais de justice d'Istanbul (on peut lire sur les pancartes : « l'assassin de Hrant [l'écrivain arménien Hrant Dink tué en 2005] est le gang Ergenekon ») (AFP)

<sup>92</sup> Les partisans des personnes visées par le procès Ergenekon manifestent devant la prison de Silivri près d'Istanbul en 2011 (AFP)

<sup>93</sup> "Edward Snowden: 'Poisoning people who are long out of their service is contemptible'". *repubblica.it*. March 18, 2018.

<sup>94</sup> Marc Endeweld, « Emmanuel Macron et l'« État profond » », *Le Monde Diplomatique*, Septembre 2020, p.1-20-21.

agitation, attentats) à provoquer une forte instabilité dans le pays pour rendre légitime une intervention de l'armée et renverser le gouvernement civil islamo conservateur de Recep Tayyip Erdoğan . Découvertes et évitées, ces tentatives de coup d'État ont donné lieu à des procès historiques, dont celui de septembre 2012 qui a vu des centaines d'officiers et quelques généraux condamnés à de lourdes peines de prison. Perçus comme la preuve d'un progrès démocratique par certains et comme des règlements de compte politiques par d'autres, ces procès marquent la fin de l'omnipotence de l'armée, désormais soumise au pouvoir civil. Il a été reproché à la mouvance de Gülen de profiter de ces procès, grâce à ses réseaux d'influence dans l'appareil judiciaire, pour régler ses comptes avec l'armée et les cercles kémalistes par lesquels elle estime avoir été longtemps brimée. »<sup>95</sup>.

Ainsi, en développant son analyse en 2021, Bayram Balci rajoute que l'affaire, extrêmement complexe et controversée, a vu une partie des politiques turcs, en particulier du Parti républicain du peuple (CHP), accuser l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, de vouloir discréditer ses adversaires, tandis qu'au contraire de nombreuses personnes ont été inculpées pour « conspiration contre l'État » et l'AKP. Dans le cadre de cette affaire en tout 300 personnes ont été arrêtées de juin 2007 à novembre 2009, et 194 inculpées dans ce procès *Ergenekon*, à des titres divers. Les enquêtes ultérieures ont montré que dans ces deux mystérieuses affaires des membres de la mouvance de Gülen ont joué un rôle important.<sup>96</sup> (Balci, 2021).

Ces événements arrivés coup sur coup et ayant eu un retentissement médiatique, politique et judiciaire très importants ont grandement contribué à l'effritement entre Gülen et Erdoğan. A une plus grande échelle, c'est la *ceemat*, dans son rôle de grande organisation au gros poids politique qui s'est trop impulsé dans un sens contraire à l'Etat turc et plus précisément au gouvernement de l'AKP, selon certains analystes.

« Enfin, et surtout, et c'est l'élément clé à retenir pour comprendre la rupture entre Gülen et Erdoğan , l'infiltration des plus influentes instances de l'État par des éléments *gülenistes*, pour défendre ses propres intérêts et saper ceux des concurrents, a dans une certaine mesure, pris en

---

<sup>95</sup> Bayram Balci, *La Turquie en Asie Centrale : acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques*, Boeck Supérieur, *Revue Internationale de politique comparée*, Paris, 2014/1 Vol. 25

<sup>96</sup> Bayram Balci, *Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdogan*, Boeck Supérieur, *Revue Internationale de politique comparée*, Paris, 2021/1 Vol. 28, p.139.

otage l'appareil d'État et le gouvernement AKP. Les données et les faits avérés manquent à une démonstration rigoureuse, mais les analystes s'accordent pour dire qu'il y a bel et bien eu comme une « subduction » du mouvement *güleniste* dans l'appareil étatique turc pour l'ébranler et le subjugué à son influence interne et souterraine (Rodrik, 2011). »<sup>97</sup> (Balci, 2021).

En conclusion de ce chapitre et cette première partie nous allons comprendre que le point final à cette adversité sera en grande partie la gestion de la politique intérieure et surtout celle de la question kurde. Un sujet hautement sensible pour la Turquie. Cette différence de traitement et de volonté sur cette question au combien stratégique, résulte selon Bayram Balci essentiellement de la différence de la vision de la nation chez les deux hommes.

Ainsi, alors que Erdoğan est dans une stratégie et d'une vision sur le long terme de *oumma* islamique<sup>98</sup> par laquelle les dissensions nationales disparaissent peu à peu, Gülen lui est un beaucoup plus un nationaliste turc fort qu'un musulman classique.

Par conséquent, alors que durant près d'une décennie, jusqu'en 2009, Erdoğan et le pouvoir de l'AKP ont essayé de « régler » la question kurde par une voie purement militaire, en commettant souvent des exactions contre des populations civiles et qui ont en retour étaient également la cible d'action militaire ou terroriste par les forces de guérilla kurde, dont le plus grand représentant en Turquie est le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la stratégie a changé. Voyant que cette question est beaucoup plus profonde que de simples victoires militaires, avec un enracinement long depuis des siècles dans l'histoire de la Turquie (les kurdes représentent plus de 20% de la population totale turque) et le système politique et la société civile turque, le gouvernement d'Erdoğan change de stratégie. En effet, des négociations vont avoir lieu avec le PKK, le plus souvent secrètes, des négociations étroites jusqu'au déclenchement de la guerre en Syrie (que nous verrons dans le dernier chapitre). Cette nouvelle ligne, plus pragmatique a été vue comme une menace par Gülen, ce dernier refusant tout compromis sur cette question kurde.

---

<sup>97</sup> Bayram Balci, Ibid, 145.

<sup>98</sup> « La communauté des musulmans, l'ensemble des musulmans du monde. (Cette notion marque le dépassement des appartenances tribales et ethniques, puis nationales, au profit de l'appartenance religieuse.). » Larousse. (s. d.). Réussite. Dans *Dictionnaire en ligne*. Consulté le 8 juillet 2022 sur <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/umma/80509#:~:text=%EE%A0%AC%20oumma&text=La%20communaut%C3%A9%20des%20musulmans%2C%20I,de%20l'appartenance%20religieuse.>

C'est aussi une des raisons, note Bayram Balci dans son texte des grandes difficultés qu'a eu le mouvement de Gülen à s'implanter dans les régions à majorité kurde, car les différentes organisations, et le PKK en tête se sont toujours opposés à cela. Ainsi, suite à la nouvelle stratégie du pouvoir turc, l'organisation de Gülen va dès février 2012 passer à l'offensive en lançant un mandat d'arrêt à l'encontre de Hakan Fidan, le chef des renseignements turcs (MIT)<sup>99</sup> qui avait été mandaté par Erdoğan pour opérer des négociations avec le PKK. C'est le début de la guerre ouverte entre les deux hommes : « Le message ainsi envoyé à Erdoğan était très clair : Gülen tient la justice et peut porter des coups à l'appareil d'État tenu par Erdoğan. La cible indirecte est Erdoğan lui-même. La réaction ne s'est pas fait attendre puisque Erdoğan a riposté immédiatement en faisant adopter au parlement une nouvelle loi, protégeant le chef des renseignements turcs dont l'inculpation doit désormais être approuvée par l'exécutif. En voulant arrêter l'homme de main d'Erdoğan, le mouvement de Gülen a fait de leur compétition d'influence un conflit ouvert. »<sup>100</sup> (Balci, 2021).

Suite à cela, Erdoğan par l'intermédiaire du pouvoir d'état va entreprendre des mesures à plusieurs niveaux pour limiter l'influence importante qu'exerce Gülen sur certains pouvoirs régaliens de la Turquie, la Justice en premier lieu. Des réformes éducatives vont être entreprises, des hauts fonctionnaires et directeurs seront mutés, tout un arsenal de réforme contre lesquels l'organisation *güleniste* va répondre par un coup de force en décembre 2013 « grâce à ses agents infiltrés, policiers, juges, procureurs, partout dans les structures de l'État dont certaines étaient mises sous écoute de manière illégale » un scandale de corruption touchant le président turc et bon nombre de ses proches. Cela va être le début d'un engrenage par lequel le pouvoir exécutif va s'immiscer et s'opposer au pouvoir judiciaire avec des actions fortes, comparable à une « purge » qui entrainera des licenciements, arrestations ou même des peines d'emprisonnements massif dans toutes les instances de l'état au motif de « trahison nationale ».

Cette escalade de mesures forte va trouver son point culminant lors du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016.

---

<sup>99</sup> Le *Millî İstihbarat Teşkilatı* ou MİT, « Organisation nationale du renseignement » est le service de renseignement de la Turquie. Il a été fondé en 1965 pour remplacer son prédécesseur le *Millî Emniyet Hizmeti*. Le premier directeur du MİT était Çağrı Reis, en place du 14 juillet 1965 au 2 mars 1966.

<sup>100</sup> Bayram Balci, *Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdogan*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2021/1 Vol. 28, p.148-149.



101

Les évènements sont résumés par Bayram Balci, précisant au préalable le manque de recul qu'on dispose toujours aujourd'hui : « Toujours est-il que le 15 juillet dans l'après-midi, une partie de l'armée, notamment celle de l'air, a tenté de prendre le pouvoir politique et militaire. Des mouvements de troupes ont eu lieu dans certains quartiers d'Istanbul et d'Ankara, un des trois ponts sur le Bosphore a été bloqué, le parlement à Ankara a été bombardé et le président Erdoğan qui était en vacances a échappé à une tentative d'assassinat quand son hôtel a été visé par un avion de chasse (Tüysüz & McLaughlin, 2017). La réaction gouvernementale fait avorter le coup et met en déroute les putschistes dans la nuit du 15 au 16 juillet. Erdoğan, via les réseaux sociaux, a su mobiliser ses fidèles et exhorter le peuple tout entier à occuper l'espace public dans plusieurs villes du pays pour y faire régner l'ordre républicain. Et bénéficiant de la maladresse des putschistes, l'appel populaire a marché, défendu les institutions et mis en échec le coup d'État. (...) Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer des conclusions historiques définitives, dans l'état actuel des connaissances, il s'avère que des gülenistes ont joué un rôle dans la prise d'armes, qui, rappelons-le, a fait 245 victimes dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016 (Yavuz, Koç, 2016). »<sup>102</sup> (Balci, 2021).

---

<sup>101</sup> Des soldats turcs sécurisent la place Taksim à Istanbul où des partisans du président Erdogan se sont rassemblés dans la nuit du 15 au 16 Juillet 2016 pour contrer la tentative de coup d'Etat.

©AP Photo/Emrah Gurel

<sup>102</sup> Bayram Balci, *Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdogan*, Boeck Supérieur, revue Internationale de politique comparée, Paris, 2021/1 Vol. 28, p.151.

Depuis cet évènement, plusieurs visions vont s'opposer en Turquie et à l'international, entre le pouvoir accusant directement Fetullah Gülen et son organisation qui aurait fomenté une tentative de coup d'état sur le long terme en infiltrant les instances principales du pouvoir (police, justice, une partie de l'armée) directement depuis les États-Unis, là où il est exilé depuis 1999. D'autres observateurs ont accusés à demi-mot une action étrangère, notamment celle de la CIA, les services de renseignements américains, pourtant que cela soit avéré ou non, il est évident que cet évènement a poussé la Turquie d'Erdoğan a regardé plus sérieusement à l'Est et surtout à la Russie, au grand dam des États-Unis. Tandis que chez les opposants politiques d'Erdoğan, une des thèses principales qui circule depuis lors, est celle d'une fausse tentative de coup d'état fomenté par le gouvernement lui-même, permettant d'avoir une justification de durcir la répression contre les opposants politiques mais surtout de centraliser de plus en plus les pouvoirs régaliens autour de la personne de Recep Tayyip Erdoğan.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement a opéré et opère toujours une purge administrative sans précédent qui s'est étendu au-delà des simples réseaux *gülenistes* (des écoles, universités, entreprises, médias, holdings ont fermé), pour toucher un maximum de personnes et un maximum de professions. En effet, des milliers de journalistes, d'avocats, de juges, d'enseignants, de militaires, d'intellectuels sont allés en prison suite à cela.

« La « chasse aux sorcières » *gülenistes* a pris une telle ampleur que les gens ont peur d'exprimer leur sympathie, de prendre leur défense et rejettent désormais en bloc Gülen, ses idées et ses soutiens. Même les détracteurs du pouvoir Erdoğan dans leur lutte contre ce qu'ils appellent le « nouveau satrape », se désolidarisent des *gülenistes*. En revanche, à l'étranger, le mouvement bénéficie et peut s'appuyer encore sur un vaste réseau d'institutions et de clients redevables. Dans les pays sur lesquels la Turquie peut exercer des pressions politiques et économiques, la mouvance de Gülen a peu de chance de survivre. (...) En revanche, en Occident, en Europe, aux États-Unis, le mouvement de Gülen dispose d'encore bien des atouts pour assurer sa propre défense. Dans tous ces pays, la dérive autoritaire en Turquie discrédite le pouvoir turc et bénéficie indirectement au mouvement de Gülen qui se présente comme victime d'une dérive autoritaire. Ce faisant, il passe pour un garde-fou du jeu démocratique, alors même qu'il a lui-même biaisé le jeu par le passé en muselant les critiques gênantes de son alliance avec l'AKP. En Occident, la lecture dangereusement simpliste et manichéenne des faits, l'aversion envers Erdoğan et l'inquiétude suscitée par la dérive autoritaire turque, et le prisme déformant de la menace de DAECH, profitent indirectement au *gülenistes*. C'est plus particulièrement vrai aux États-Unis et ce, dans un contexte de tension des relations bilatérales,

notamment sur le conflit syrien et la question kurde.»<sup>103</sup> (Balci, 2021), continue de résumer Bayram Balci.

En conclusion, il est assez clair que la relation qu’ont entretenue Recep Tayyip Erdoğan et Fetullah Gülen à travers leur organisations respectives, que sont l’AKP et la *ceemat* ont eu une grande influence à tous les niveaux sur l’histoire turque contemporaine. A leur plus fort il y a une vingtaine d’années avec un nouveau parti politique à l’image conservatrice et réformatrice au niveau nationale et internationale pour Erdoğan, et un puissant réseau de membres et d’agents un peu partout dans le monde pour Gülen, ils ont beaucoup perdus aujourd’hui. Bien que de nombreux évènements qui se sont déroulés dans la société civile turque ces deux dernières décennies ont été le fruit de conséquences direct ou indirect du climat socio-économique du monde et de la région (le 11 septembre, l’invasion en Irak, la crise économique, les printemps arabes, la montée en puissance de Poutine). La politique de l’AKP et les actions des *gülenistes* ont beaucoup impacté la société turque, tout en conduisant à la rupture entre les deux entités et de facto les deux hommes. Une rupture frontale qui s’est fait et se fait toujours sur le dos d’une société civile plus que jamais fragmenté. Alors que l’AKP devait représenter le modèle unique à suivre pour les états voisins, d’une réconciliation de l’islam et de la démocratie libérale au sens large, il n’en est rien, comme le dit Bayram Balci en conclusion de son texte : « Le modèle AKP mis en exergue par tous entre 2002 et 2011 n’est plus. ». Des contradictions inhérentes à l’histoire tumultueuse de l’Etat turc et des réponses inadaptées aux attaques extérieures ont suffi à montrer la caducité du modèle de société turque, en tout cas dans cet état-là.

Il en est de même pour l’organisation de Fetullah Gülen, l’expérience « réformiste » de l’islam que bon nombres d’observateurs voyait chez lui, n’a pas réellement porté ses fruits, souvent même comparé abusivement « une expérience réformiste comparable à ce que le christianisme a pu connaître avec la réforme protestante de Martin Luther ». Une soif de pouvoir très forte et un entrisme inégalé avec une volonté avéré et très forte de contrôler les choses ont eu raison des espoirs de grandeurs du mouvement, plus souvent relégué à l’idée d’une secte géante aujourd’hui.

---

<sup>103</sup> Bayram Balci, « Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdogan », , *Revue Internationale de politique comparée*, Paris, 2021/1 Vol. 28, p.152.



Cette première grande partie a permis de passer en revue l'état de la Turquie à l'orée du XXIème siècle, de sa restructuration dans les années 1990 par le biais de la doctrine Davutoğlu avec une grande politique d'influence culturelle en Asie Centrale afin d'asseoir une politique globale. Jusqu'à l'arrivée de l'AKP au pouvoir en la personne de Recep Tayyip Erdoğan et ayant opéré une politique de trait d'union durant la première partie des années 2000 avec notamment une forte volonté d'intégrer l'Union Européenne, tout en développant une forte politique de soft power religieux culturelle en Asie et dans le Caucase. Cette vision globale s'est peu à peu effrité à mesure d'évènements internationaux et nationaux, tel que la montée du terrorisme ou encore la lutte d'influence entre le président turc et l'organisation du prédicateur musulman Fetullah Gülen.

Cela va nous amener à la seconde grande partie sur une analyse croisé du *soft power* culturel turque avec les séries télévisées turque et le cinéma turc ainsi que son utilisation dans la stratégie d'influence régionale. En outre, nous allons analyser en profondeur comment à partir des années 2010 avec notamment le changement de politique dès 2012-2013 lorsque les différents évènements géopolitiques (guerre en Syrie) et nationaux (répression de la place Gezi en 2013) vont bouleverser la politique étrangère de la Turquie. Entre revirement permanent, d'un côté avec l'OTAN et de l'autre l'axe arabo-russo-iranien, à mesure que les intérêts des états voisins divergent, la vision globale de la Turquie devient de plus en plus difficile à évaluer pour les différents acteurs. Une stratégie de revirement permanent faite à dessein comme nous allons le comprendre.

## 2- Une décennie marquée par un nationalisme fort et une expansion de son patrimoine culturelle (2013-2022)

### Chapitre 3 : Un contrôle étatique du *soft power* culturel :

#### Section 1 : L'exemple du succès mondial des séries télévisées turcs mais aussi de ses limites

Le *soft power* culturel est véritablement devenu un des cœurs de la stratégie d'élargissement de l'influence de la Turquie. Déjà très présente durant la première partie des années 2000 lors de l'arrivée au pouvoir de l'AKP, cette stratégie est devenue le véritable cheval de Troie de l'Etat turc, depuis une dizaine d'années dans sa volonté de répandre sa culture chez ses voisins directs et au-delà. Mais surtout, elle est le fruit d'une volonté de la représentation d'un certain idéal de la société civile turque contemporaine ainsi que de ses craintes et de ses obsessions. Les séries télévisées représentent vraiment le centre de cette stratégie, à mesure que leur popularité et leur impact culturel ait grandi aux quatre coins du monde. Cette première section de ce chapitre concernant la place et l'usage du *soft power* culturel de la Turquie, va se recentrer sur une de ses forces indéniables, les séries télévisées mais aussi ses limites dans l'action.

Plus communément appelé par les turcs, les *dizi* ou *diziler*, la production télévisuelle turque est très distincte de sa production cinématographique, de par sa taille, son medium, son audience et sa massification, nous sommes vraiment dans une logique industrielle. Elle est un genre à part entière au même titre que le soap-opéra américain ou la telenovela sud-américaine et reconnaissable notamment par la très faible utilisation de décors en studio pour les séries tournées dans la ville d'Istanbul. Ainsi le format en lui-même des séries turques est fondamentalement différent des séries occidentales traditionnels inspiré du modèle américain : celui des séries dramatiques entre 10 et 20 épisodes par saisons pour des épisodes allant de 20mn et jusqu'à 60mn pour les superproductions haut de gamme comme la chaîne câblée américaine HBO (*Oz*, *The Wire*, *Les Sopranos*, *Games Of Thrones*, etc). Pour le cas des séries turques traditionnelles, il y a une distinction fondamentale et c'est bien celle du temps consacré à la production et au visionnage, pour la majorité des *shows* la tendance est de 30 à 40 épisodes en moyenne par saison à raison de 90mn à 120mn par épisode, sans compter la page publicitaire qui peut rallonger cela à 140mn, bien que pour pallier aux revendications des travailleurs du

secteur se plaignant du rythme de travail, et pour améliorer la qualité, certaines séries se rabattent maintenant sur des épisodes d'une heure. L'idée est de proposer des moyens métrages conséquent en terme de contenu chaque semaine et sur chaque chaîne. Avec plus de 80 séries à l'antenne par an, les thèmes sont variés : réécriture et glorification de la période ottomane (*Muhteşem Yüzyıl*, *Payitah Diriliş Ertuğrul*, *Rise of Empire : Ottoman...*), amours impossibles entre différentes classes sociales (*Aşk-I memnu*, *Medcezir*, *Kara sevda*, *Erkeçi kuş*, *Kiralık Aşk...*), conflits militaires, affaires d'états, policiers (*Vatanım Sensin*, *Börü*, *Bezaht Ç...*), histoires mafieuses (*Çukur*, *Ezel*, *Kurtlar Vadisi*) ou encore satiriques (*Avrupa Yakası*, *Jet Sosyete...*).

A rajouter à cela l'internationalisation dans la production et donc dans le public visé de certaines séries ces dernières années produite directement par des plateformes de vidéo à la demande tel que Netflix. Ici, la voie courante est de proposer des formats classiques de 8 à 10 épisodes généralement allant de 40mn à 60mn, nous reviendrons sur ce changement plus tard.

Dimitra Laurence Larochelle en fait un état des lieux assez représentatif : « La production de fictions sérielles turques est en constant développement. Ces fictions ont un très grand succès au niveau local (Tanriöver, 2011 ; Öztürkmen, 2018), avant d'être exportées au-delà des frontières turques depuis les années 2000, d'abord dans des pays sous l'influence culturelle de l'ancien Empire ottoman (à savoir les Balkans et le Moyen Orient, puis au-delà (en Amérique latine, en Chine, au Pakistan, en Inde, au Bangladesh, etc.), faisant de la Turquie un leader mondial en matière de production et d'exportation. »<sup>104</sup>

Julien Paris précise les origines de ce succès international et les répercussions en matière de politique étrangère : « Ce mouvement a débuté avec la diffusion de la série romantique *Gümüş* (« Argent »), ou *Nour* (« Lumière ») en version arabe, laquelle a attiré 85 millions de spectateurs dans le monde arabe pour la diffusion du dernier épisode en août 2008 durant le ramadan [Buccianti, 2010] ;

---

<sup>104</sup> Dimitra Laurence Larochelle, *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce*, La Découverte, revue Réseaux, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.211.



105

Le feuilleton *Muhteşem Yüzyıl* (« Le siècle magnifique») semble quant à lui toucher près de 150 millions de personnes dans le monde. Ces succès d’audience recouvrent plusieurs réalités, à la fois en termes d’influence culturelle de la Turquie et de stratégies commerciales et économiques de la production audiovisuelle turque.



106

Les chiffres du box-office cachent aussi des différences profondes dans la réception de ces séries parmi les fragments distincts constitutifs des populations de la région. Conscient de l’influence que la Turquie possède sur la scène internationale via sa présence sur les petits écrans, le gouvernement cherche aujourd’hui à réguler l’image de la Turquie que les séries renvoient, en voulant les rendre conformes avec les valeurs nationalistes et religieuses dont ce

<sup>105</sup> Tournage à la Beykoz Kundura, le principal studio d’Istanbul. Des rues entières ont été recrées de toutes pièces pour la série *Gümüş* (2005-2007)

<sup>106</sup> Affiche promotionnelle de la série « *Muhteşem Yüzyıl* » (2011-2014) celle de tous les records qui a rassemblé plus de 400 millions de téléspectateurs dans plus de 72 pays.

gouvernement se réclame. Le *soft power* turc est toutefois concurrencé par des productions étrangères visant les mêmes publics, voire même profondément contesté par des gouvernements tiers, certains craignant que cette forme d'interventionnisme culturel ne masque les velléités d'un nouvel impérialisme culturel. »<sup>107</sup> (Paris, 2013).

Concernant les chiffres, la dernière décennie a connu une croissance très forte pour la télévision turque, la Turquie est passée deuxième exportateur de productions télévisées en 2015 juste derrière les États-Unis avec aujourd'hui plus de 650 millions de téléspectateurs dans 140 pays et ne compte pas s'arrêter là selon Güven UÇKAN, Vice-président de l'Electrical Electronics and Services Exporters' Association : « Les séries turques s'exportent aujourd'hui dans plus de 140 pays. La valeur de leurs exportations est passée de 10 à 300 millions de dollars entre 2008 et 2016. Parmi les séries turques qui sont le plus reconnues sur la scène internationale, *Endless love (Kara Sevda)*, qui a pour la première fois remporté un *Emmy Award* fin 2017. En plus de conforter notre position dans ces 140 pays, dans le futur, nous souhaitons également toucher d'autres régions du monde, notamment l'Europe centrale et orientale. De façon plus générale, d'ici 2023, nous espérons générer 2 milliards de dollars via l'export de produits culturels. Pour cela, notre collaboration avec la France devrait jouer un rôle clé. La récente signature d'un contrat d'exclusivité entre un distributeur international turc et la France afin de diffuser de nouveaux formats dans le pays devrait largement nous aider à aller dans ce sens. »<sup>108</sup>

Il serait raisonnable de poser la question d'un tel succès, des universitaires ont tentés d'y répondre. En effet, pour le sociologue turc İpek Mercil de l'Université d'Istanbul a écrit : « En explorant des thèmes comme l'égalité entre hommes et femmes ou le travail féminin, en abordant des tabous, tels les enfants hors mariage, ces feuilletons montrent que l'ouverture est compatible avec les valeurs islamiques traditionnelles. Ces séries apportent un bol d'air à des millions de fans arabes, peu habitués à ce genre de situations et de thèmes abordés dans les séries turques où les tabous d'ordre moral ou sexuel sont tombés. » Tandis que pour le professeur de sociologie de l'université de Galatasaray, Hülya Tanrıöver, à travers ces séries, les téléspectateurs découvrent, bien sûr des histoires qui les intéressent, mais aussi ce pays qu'est la Turquie : une Turquie déformée, mais avec sa part de réalité, un pays musulman, européenisé et développé. Pour les pays arabiques, la Turquie c'est un peu l'Occident. Mais ce paradoxe sociétal, fruit de la situation géographique du pays est aussi l'objet de nombreuses

---

<sup>107</sup> Julien Paris, *Succès et déboire des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question*, La Découverte, Hérodote, France, 2013/1 Vol. 148, p.156-157.

<sup>108</sup> <http://aujourdhuilaturquie.com/fr/turquie-deuxieme-exportateur-de-series-tv/> consulté le 16 juillet 2022

critiques. Par exemple, le grand mufti d'Arabie Saoudite, Abdul Aziz al- Sheik, a mis une fatwa (*c'est, dans l'islam, un avis juridique donné par un spécialiste de la loi islamique sur une question particulière*) sur plusieurs séries turques, annonçant que tous ceux qui diffuseraient ces séries seraient des ennemis de Dieu et de son prophète. En Grèce (voisin direct et ennemi historique de la Turquie) où les séries turques ont énormément de succès de telles critiques ont aussi émané de la part de l'Église Orthodoxe. Pourtant, face à l'engouement de la population, aucun de ces pays n'a interdit complètement les séries turques, ils choisissent tout simplement celles qui conviennent le mieux selon eux à leur audiences : séries d'amour (certaines scènes sont censurées) pour les pays arabes, séries sur la mafia pour les Balkans ou mélodrames pour l'Amérique du Sud. L'audience continue d'augmenter, et ce d'autant plus depuis l'arrivée de Netflix dans ces pays-là. En effet, si cette plateforme diffusait depuis plusieurs années déjà des séries turques, elle a lancé depuis 2018 de nombreuses séries dites « originales » tel que la série « *Muhafiz* » (« *The Protector* » en anglais), une série originale Netflix avec Çağatay Ulusoy comme acteur principal. Bien encore, la série « *Atiye* », traduite en *The Gift* (2019) ou encore plus récemment « *Kuş Uçuşu* » (*Les Ailes de l'ambition*) produite en 2022. <sup>109</sup>



110

<sup>109</sup> <https://www.tooistanbul.com/lincredoyable-engouement-pour-les-series-turques/> consulté le 16 juillet 2022

<sup>110</sup> Beren Saat, connue pour son interprétation de Fatmagül dans la série « *Quel est le crime de Fatmagül* », est la tête d'affiche de la série à succès de Netflix : « *Atiye* ».

Au-delà du succès purement commercial, il est intéressant de se pencher sur les raisons historiques, culturelles et géopolitiques d'un tel succès mais aussi leurs conséquences pour la Turquie en tant qu'état majeure de la région. Ainsi déjà en 2010 selon le quotidien *Zaman* une trentaine de pays diffusaient des séries turques avec de très bons chiffres d'audience et pourtant le plus souvent en versions sous-titrés. Julien Paris résume ainsi : « Ces pays se situent dans plusieurs aires régionales distinctes, ne possèdent pas toujours des frontières communes avec la Turquie, et possèdent des particularités historiques, culturelles ou encore dans la structure de leurs industries audiovisuelles. Parmi ces régions on compte les pays des Balkans, notamment la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, la Macédoine, le Monténégro, ou encore la Bosnie, qui partagent avec la Turquie une histoire commune depuis la période de l'Empire ottoman. Les pays du Caucase et d'Asie centrale, dont le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan ou l'Ouzbékistan, parlent des langues altaïques voisines du turc. Enfin, les pays musulmans d'Afrique du Nord comme le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, la Syrie, ou ceux de la péninsule Arabique tels le Qatar, l'Arabie saoudite, partagent et pratiquent une même religion. Ces derniers ont pour particularité d'être de fervents consommateurs de télévision satellitaire, et une chaîne telle que la MBC financée par des capitaux saoudiens et les chaînes qataries Qatar TV ou Al Jazeera, rencontre un public important grâce à leur diffusion satellite. » <sup>111</sup> (*Paris, 2013*).

La presse généraliste plébiscite souvent ce soft power turc régional naissant, qui serait le signe d'une réelle évolution de la stature de la Turquie auprès de ses voisins, et commente les effets de la diffusion de séries turques : la turcophonie qui progresse dans la région,<sup>112</sup> les effets qui se font sentir sur le tourisme,<sup>113</sup> ou encore leur rôle dans la progression du rang de la Turquie sur la scène internationale.<sup>114</sup>

Le modèle turc en tant que société est véritablement la source d'inspiration première des séries turques, notamment des grosses productions, quel qu'en soit le genre, c'est une importance capitale pour l'Etat turc et sa diplomatie, donc à mesure que le succès devenait croissante, les contrôles se sont accentués afin qu'il y ait une certaine cohérence entre la fiction et les volontés diplomatiques et géopolitiques du pays. « Un autre atout du soft power turc qui est abordé en

---

<sup>111</sup> Julien Paris, « Succès et déboire des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question » *Hérodote*, France, 2013/1 Vol. 148, p.158.

<sup>112</sup> « Greeks learn Turkish by watching TV series », *Hürriyet Daily News*, article du 14 septembre 2012, consulté le 15 juillet 2022

<sup>113</sup> « Famous show raises popularity of Turkey », *Hürriyet Daily News*, article du 4 mai 2012, consulté le 15 juillet 2022

<sup>114</sup> « Turkey ranks 20th in Monocle's Soft Power Survey », *Today's Zaman*, article du 30 novembre 2012, consulté le 15 juillet 2022

filigrane dans les séries turques est la façon dont ces séries donnent un visage au « modèle turc » [Meliha Benli Altunisik, 2008]. Le concept de « modèle turc » a fait le bonheur de sa diplomatie au début des révolutions dans le monde arabe, mais sa pertinence est depuis largement mise en doute [Massicard, 2012]. Ce concept décrit un modèle idéal de gouvernance où coexistent harmonieusement l'économie de marché et la tradition musulmane dans un cadre démocratique. En d'autres termes, ce concept vise à montrer comment la Turquie concilie valeurs de l'islam et libertés individuelles. Les institutions gouvernementales turques en charge de la surveillance de l'audiovisuel telles que RTÜK (Radyo ve Televizyon Üst Kurulu, Conseil suprême de la radio et de la télévision) sont les premières à garantir une cohérence entre le contenu des séries et les valeurs portées par ce modèle. Elles prêtent une grande attention aux références religieuses, sanctionnant le cas échéant des écarts tels que le blasphème ou les conduites impropres comme la consommation d'alcool aux motifs d'atteinte aux croyances ou de protection de la jeunesse. Les sanctions que peut infliger RTÜK vont de l'amende à l'interdiction de diffusion sur le territoire turc. Plus récemment, on observe un certain regain de tensions autour des séries historiques, lesquelles sont appelées à « mieux respecter » les faits historiques. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan (AKP, au pouvoir depuis 2002) a violemment mis en cause la série *Muhteşem Yüzyıl*, l'accusant de donner une image improprie de la vie des sultans ottomans – lesquels, argumentait-il, passaient bien plus de temps à cheval sur les champs de bataille que dans leur harem. Un projet de loi a immédiatement été déposé par un député de l'AKP, visant à contrôler l'usage des références historiques dans les œuvres de fiction. »<sup>115</sup> (Paris, 2021).

Le succès écrasant de cette production télévisuelle « massive » n'est pas bénéficiaire pour tous les acteurs et inquiètent de nombreuses personnes, en premier les états voisins notamment frontaliers tel que la Grèce, où le succès est grandissant. Il y a notamment une crainte sur l'augmentation d'une concurrence dans l'économie régionale du tourisme, et plusieurs réactions signalent la crainte de certains gouvernements importateurs que ces productions ne se soient transformées en un instrument de communication du gouvernement turc interférant avec leur capacité à toucher leur propre population, qu'il s'agisse de défendre leur modèle de gouvernance ou leur identité culturelle. Un succès qui aurait donc un poids beaucoup trop écrasant pour ces états se rappelant l'empire Ottoman et pour certains récemment sorti du joug de l'empire soviétique. Ces républiques centrasiatiques nouvellement indépendantes ont donc

---

<sup>115</sup> Julien Paris, *Succès et déboire des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question*, La Découverte, revue Hérodote, France, 2013/1 Vol. 148, p.160-161.



peur de subir un « colonialisme » culturel à en croire les propos d'Ivo Ivanovski ancien ministre de l'Information et de la Société de Macédoine de 2008 à 2015 : « Nos propres programmes ont commencé à être diffusés après minuit à cause des feuilletons turcs. Sur toutes les chaînes, je vois des feuilletons turcs tels que *Muhteşem Yüzyıl* [« Le siècle magnifique »], *Ezel* ou *Binbir Gece* [« Les Mille et une Nuits »]. Ils sont tous fascinants, mais être resté sous servitude turque durant cinq cents ans est suffisant »<sup>116</sup>

Comme explicité précédemment, les critiques se font aussi couvert de la morale, et dans ce cas précis, la religion musulmane revient fatalement, notamment celle de l'affaire du cheikh Saleh al-Lohaidan. Lohaidan, qui est à la tête des tribunaux de la charia islamique d'Arabie saoudite et l'un des dignitaires religieux les plus puissants du royaume, a déclaré que « les propriétaires des chaînes qui diffusent des programmes aux contenus indécents et vulgaires [...] peuvent être mis à mort grâce au processus judiciaire (qada'an) »<sup>117</sup> (Buccianti, 2010).

Mais il ne faut pas prendre ces critiques plutôt acerbes comme de véritables attaques envers le modèle turc à travers sa production télévisuelle mais plutôt comme le rappelle Julien Paris, juste une partie infime des luttes d'influence que les pays musulmans font entre eux afin d'avoir le rôle privilégié du leadership moral de la communauté musulmane. Un rôle important et convoité par de nombreux dirigeants et dont la Turquie malgré sa puissance n'en est pas véritablement le garant, car elle a toujours été depuis sa création en 1923 tournée vers le bloc occidental et se montre plus avenant envers son histoire et ses voisins orientaux de manière significative que depuis une vingtaine d'années.

Julien Paris soulève également un autre point intéressant, celui de la contradiction des volontés politiques du gouvernement de l'AKP avec une certaine frange de sa production télévisuelle. Ainsi, la célèbre formule d'Ahmet Davutoğlu « zéro problème avec nos voisins » que l'on a explicité en détails dans le premier chapitre, n'a pas toujours été respecté à la lettre. L'auteur résume la polémique : « La situation délicate de médiateur que la Turquie tente de conserver quant à la situation opposant Israël et la Palestine, situation déjà ébranlée lors de l'épisode du Mavi Marmara, fut de nouveau tourmentée par la diffusion de séries. En 2009, la diffusion de la série *Kurtlar Vadisi* (« La vallée des loups ») sur Dubai TV et ART Hikayat suscitait de vives réactions de la part d'Israël, et pour cause : le Mossad (services secrets israéliens) y était montré

---

<sup>116</sup> « Macedonia bans Turkish soap operas », Hürriyet Daily News, article du 14 novembre 2012, consulté le 16 juillet 2022.

<sup>117</sup> Alexandra Buccianti. (2010), « Turkish soap operas in the Arab world: social liberation or cultural aliénation ? », *Arab Media and Society*, n° 10, printemps.

comme espionnant sur le sol turc, kidnappant des enfants (turcs), menant une attaque contre l'ambassade turque à Tel-Aviv. Plus tard, la diffusion sur MBC de la série *Ayrılık* (« Le cri des pierres ») mettait en scène le meurtre de nourrissons, l'exécution de Palestiniens, ou le viol d'une mère par des soldats de Tsahal. »<sup>118</sup> (Paris, 2013).

Ces contradictions internes sont à l'image de la diplomatie turque, piloté par sa situation géographique du pays, son histoire tumultueuse et joint par le fort nationalisme de Recep Tayyip Erdoğan. Un sujet que l'on verra plus longuement dans le dernier chapitre.

Enfin pour conclure sur le sujet de la puissance du soft power culturel concernant les séries télévisées turques, nous allons nous attarder sur les travaux Dimitra Laurence Larochelle, docteure en SIC (université Sorbonne Nouvelle – Paris 3). Sa thèse porte sur la réception des feuilletons télévisés turcs par les publics féminins grecs et se situe au croisement de la sociologie des médias, du genre et des publics sur la réception des productions télévisuelles turques par les voisins Grecs.

Elle porte un premier regard critique sur les précédents travaux entrepris sur la réception des séries télévisés turques par les états voisins et en particulier sur la notion de soft power qui ne serait pas totalement comprise selon elle. Elle affirme donc que : « Cette vision enchantée résulte d'une lecture superficielle, mais très répandue de la notion de *soft power*, telle que développée par Joseph Nye (2004). Celui-ci, en distinguant *hard power* et *soft power* d'un pays, signale bien que ce dernier n'est pas seulement déterminé par ses produits culturels, mais également par ses institutions politiques et par sa politique étrangère et que son efficacité dépend de la cohérence perçue de ces dimensions. Par conséquent, en l'absence d'une politique étrangère jugée apaisante et non agressive et d'institutions démocratiques, l'attraction des produits culturels peut n'avoir qu'un impact limité. »<sup>119</sup>

Son enquête faite de manière empirique vise à examiner la façon dont les téléspectateurs de ce pays voisin et ennemi historique de la Turquie analysent le modèle turc représenté par les séries. Notamment au niveau de l'histoire, du mode de vie des turcs, etc. L'objectif étant d'expliquer ce qui compte dans la réception des produits culturels étrangers et l'instrumentalisation qui

---

<sup>118</sup> Julien Paris, *Succès et déboire des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question*, La Découverte, revue Hérodote, France, 2013/1 Vol. 148, p.164-165.

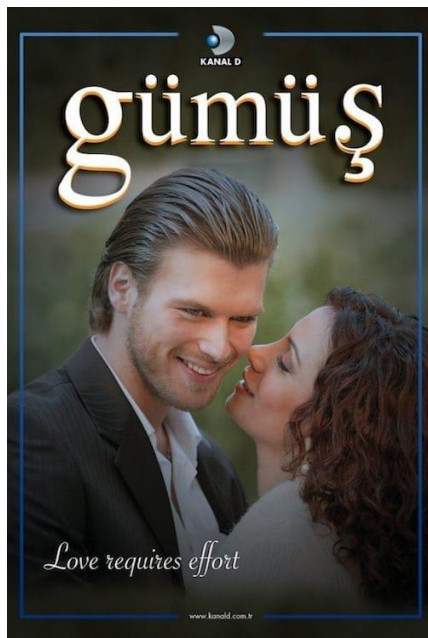
<sup>119</sup> Dimitra Laurence Larochelle, *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce*, La Découverte, revue Réseaux, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.211.

serait faite par le pouvoir de l'Etat turc de Recep Tayyip Erdoğan, visant à montrer une image ultra positive de la Turquie et qui serait à l'opposé de la réalité selon certaines personnes interrogées.

Elle présente ainsi donc les tenants et les aboutissants de son enquête :

« Cet article mobilise les résultats d'une enquête qualitative par entretiens libres et semi-directifs, réalisés entre 2016 et 2018, auprès de 50 amateurs grecs de fictions sérielles turques, âgés de 17 ans à 89 ans, d'origines sociales variées et résidant dans des différentes zones géographiques en Grèce (Athènes, Chalcis, Thessaloniki et Komotini). Les femmes représentent la quasi-totalité des personnes interviewées (on ne compte que 3 hommes). Cette surreprésentation des femmes est cohérente avec ce que la littérature nous apprend de la caractérisation « féminine » des fictions sérielles, qu'il s'agisse de choix de sujets, de type de narration ou de profil des publics (Ang, 1989 ; Geraghty, 1991 ; Brown, 1994 ; Blumenthal, 1997 ; Brunson, 2000 ; Hobson, 2003). Le recrutement s'est fait sur la base du volontariat et par la méthode de boule de neige »<sup>120</sup> (Larochelle, 2021).

Ainsi, il faut noter que bien que déjà présente dès la fin des années 1990 en Grèce et dans les pays voisins, c'est la crise économique de 2008 ralentissant la production audiovisuelle grec notamment et le succès retentissant de *Gümüş* la même année qui va être le premier fort impact du succès des séries turques à travers le monde.



121

<sup>120</sup> Dimitra Laurence Larochelle, *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce*, La Découverte, revue Réseaux, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.212.

<sup>121</sup> Affiche promotionnelle du feuilleton *Gümüş* (2005-2007).

Un succès permis également par la multi diffusion par les chaînes de télévision de leurs programmes sur les plateformes vidéo à commencer par YouTube, véritable fer de lance de ce succès international. Comme explicité précédemment, nous savons que la politique culturelle et par extension celle de la production télévisuelle est en lien avec la politique étrangère de l'Etat turc, mais Dimitra Laurence Larochelle va un peu plus loin et parle d'outil de propagande : « Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan utilise ainsi les médias à la fois comme un outil de propagande à l'intérieur du pays, mais aussi comme un outil d'influence culturelle et politique à l'extérieur du pays, au service de l'État, comme l'indique le fait que les fictions sérielles turques sont mentionnées dans les discours politiques comme des éléments cruciaux du soft power de la Turquie. Ainsi, Egemen Bağış, ministre des Affaires européennes de 2009 à 2013, a déclaré que : « Les séries turques sont un moyen parfait pour refléter l'image de la Turquie et le mode de vie turc. Non seulement pour nos intérêts économiques, mais aussi pour nos intérêts diplomatiques et sociologiques, les séries turques sont devenues l'un des moyens du soft power les plus efficaces de notre politique étrangère » (Tutal-Cheviron et Çam, 2017, p. 133). De même, İbrahim Şahin, directeur général de Radio-télévision de Turquie (TRT), a vanté l'efficacité des fictions sérielles pour améliorer l'image de la Turquie à l'étranger : « Peut-être la Turquie ne génère-t-elle pas de revenu élevé grâce aux séries, mais il n'y a pas de prix pour transférer notre culture et nos structures sociales sous forme de soft power à l'étranger à travers les séries » (Tutal-Cheviron et Çam, 2017, p. 133). »<sup>122</sup>

C'est une donnée importante qui permet de comprendre le système de production culturelle au sein de l'Etat turc. Ainsi, bien que la production artistique est relativement libre, (le secteur privé reçoit beaucoup d'aides à la production) bien que beaucoup moins qu'avant, il est clair que concernant la diffusion et la promotion de tel ou tel programme se fait en coopération avec le gouvernement et les dirigeants de la TRT (Radio-télévision de Turquie), l'équivalent de France Télévisions en Turquie. Une action compréhensible, dans l'optique où il paraît évident que certaines séries tel que *Muhteşem Yüzyıl* avec son statut de superproduction sont beaucoup plus importantes pour la promotion culturelle turque que ce soit d'un point de vue historique, religieux ou encore sociologique qu'une série plus traditionnelle. Le soft power permit par cette production télévisuelle foisonnante est si importante pour le gouvernement de l'AKP qu'une loi 5510 relative à la sécurité sociale a-t-elle été modifiée en 2012 pour inclure dans les professions libérales les acteurs, les scénaristes et les producteurs de musique qui travaillent

---

<sup>122</sup> Dimitra Laurence Larochelle, « *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce* », *Réseaux* 2021/2 Vol. 226-227, p.216.

dans le secteur privé de la production des séries, ce qui permet aux producteurs d'être exonérés du versement de cotisations sociales pour leurs employés.

Selon l'auteurice, tous ces efforts accompagnent la volonté néo-ottomane de l'Etat turc depuis au moins une dizaine d'années : « La multiplication des feuilletons télévisés turcs qui mettent en scène le passé ottoman du pays (Muhteşem Yüzyıl, Muhteşem Yüzyıl: Kösem, Diriliş: Ertuğrul, Filinta , Kuruluş: Osman, etc.) ainsi que la valorisation des principes et valeurs musulmanes (Larochelle, 2019), sont deux éléments qui témoignent de l'inscription des fictions sérielles turques dans ce néo ottomanisme. La référence appuyée à l'Islam, en rupture avec les principes laïques kémalistes au fondement ion de la République turque, y joue un rôle très important puisqu'elle permet de mettre en place une communauté d'identité entre la Turquie et les anciennes provinces de l'Empire ottoman (notamment les pays de l'Afrique du Nord et de du Moyen-Orient).La « politisation forcée » des acteurs témoigne également de l'importance accordée au secteur : lorsque des acteurs a priori non politisés, comme Beren Saat, Mehmet Ali Alabora ou Halit Ergenç ont exprimé des critiques sur des questions sociales sur les réseaux sociaux, ils ont été présentés par le gouvernement turc comme des ennemis du gouvernement, des Autres politiques (Vitrinel, 2019), contribuant ainsi à la polarisation de la Turquie (stratégie adoptée par le parti politique AKP). »<sup>123</sup>

Pour revenir au sujet de la Grèce, il faut s'arrêter quelque peu sur les conséquences qu'a eu la crise économique sur la société grecque tout entière. Elle a notamment quasi interrompu la production locale, mais, « selon la Banque européenne, les ménages grecs ont également été forcés à adopter un certain nombre de stratégies afin d'affronter la nouvelle situation économique, en diminuant leur consommation de certains biens et services payants, ou encore la recherche d'un travail supplémentaire. »<sup>124</sup> (Larochelle, 2021). C'est par ce biais que la télévision turque a pu avoir un cadre de diffusion idéal en tant que loisir à bas prix, une exception suite à une situation exception qui est devenue une habitude. Cependant, comme précédemment énoncé, cette diffusion à grande échelle n'a pas été bien vécue par tous et en premier lieu par les élites du pays. Comme le rappelle Dimitra Laurence Larochelle : « Il faut se souvenir que l'antagonisme gréco-turc est un de ces conflits entre voisins qui perdure depuis plusieurs siècles mêlant conflit objectifs (questions relatives aux minorités, problème chypriote,

---

<sup>123</sup> Dimitra Laurence Larochelle, « Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce », *Réseaux*, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.217.

<sup>124</sup> Ibid., p.217-218.

intérêts sur la mer Égée, etc.) et réactions émotionnelles (Heraclides, 2011). On sait que suite à l'émancipation de la Grèce par rapport à l'Empire ottoman en 1821, les deux pays se sont confrontés lors de plusieurs guerres (en 1897, en 1912-1913, en 1914-1918, et en 1919-1922) qui ont abouti aux événements tragiques de l'échange des populations en 1923. Le pogrom d'Istanbul (1955), les conflits violents entre les deux pays au sujet de Chypre (1974) ainsi que les confrontations plus récentes aux frontières terrestres et maritimes grecques au sujet des flux des réfugiés ainsi que de la NAVTEX 6 turque (2020) constituent des exemples des tensions aiguës et récurrentes entre les deux pays. Pour ces raisons, le Turc représente depuis la constitution de l'état grec, en 1830, la figure de « l'Autre » par excellence, par rapport à l'identité nationale grecque officielle (Larochelle, 2020). »<sup>125</sup> (Larochelle, 2021).

Des dissensions au sein même de la société grecque se sont senties avec une frange importante de la population satisfaite de cette surproduction télévisuelle turque, leur permettant de visionner des séries avec des histoires, des thèmes, des personnages, bien que fantasmer, très proches de leur culture.<sup>126</sup> Tandis que pour d'autres, l'antagonisme entre les deux pays restent forts pour apprécier cela mais surtout, ils dénoncent une vision transformée de la réalité de la société turque.<sup>127</sup>

Enfin, l'autrice de l'enquête confronte l'idée première de Joseph S. Nye selon laquelle un *soft power* de qualité et adopté par une population d'un pays tierce permettrait automatiquement d'améliorer l'image du pays producteur (Turquie) dans le pays récepteur du message (Grèce). Mais cette vision est mise à mal par la réalité des faits selon Dimitra Laurance Larochelle : « Dans cette vision mécaniste, les téléspectateurs sont considérés comme des récepteurs passifs, qui acceptent les messages véhiculés par les médias sans en négocier ou retravailler les significations, ce que tous les travaux portant sur les réceptions médiatiques infirment, montrant l'importance dans le processus de décodage des idéologies préexistantes (Hall, 1994 [1973]) ou d'autres éléments sociodémographiques (Morley, 1980) et culturels (Liebes et Katz, 1992).

---

<sup>125</sup> Dimitra Laurence Larochelle, *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce*, La Découverte, revue Réseaux, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.218.

<sup>126</sup> Le contexte religieux en Turquie et en Grèce n'est pas le même. Toutefois, l'importance de la religion dans la vie des personnages des fictions turques constitue un élément de rapprochement avec la culture populaire grecque. Plus précisément, en 2015, près de 82 % des citoyens grecs déclarent être chrétiens orthodoxes (Chiotis, 2015) tandis qu'en parallèle, 76 % des Grecs modernes considèrent que la confession chrétienne orthodoxe fait partie de leur identité nationale. Ainsi, quoiqu'aujourd'hui la Constitution grecque ne fasse pas référence à l'orthodoxie comme « foi officielle », la religiosité reste sur le plan symbolique un aspect important de l'identité nationale grecque. IN Dimitra Laurence Larochelle, *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce*, La Découverte, revue Réseaux, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.221.

<sup>127</sup> L'évêque de Thessalonique Anthimos, connu pour ses convictions politiques conservatrices, estimait la même année que les feuilletons turcs étaient dangereux parce qu'ils projetaient une version aliénée et aliénante de l'histoire et de la civilisation turque (Euro2day, 2012).

Rien ne garantit en effet que l'audience d'un programme inter - national décode les significations véhiculées par le programme de la manière prévue ou anticipée par le producteur puisque l'interprétation des messages médiatiques se fait selon les croyances, les attitudes et les normes culturelles, sociales et politiques des membres de l'auditoire : c'est l'audience qui détient le pouvoir interprétatif (Flew, 2016). »<sup>128</sup> (Larochelle, 2021).

Elle rajoute ainsi : « Il s'avère ici pertinent de souligner encore une particularité qui rend l'usage du terme soft power difficilement opérationnel. Méthodologiquement, il est difficile d'enquêter sur les conséquences de l'exposition des audiences aux produits culturels transnationaux. Si mesurer quantitativement les pratiques des fans est relativement facile (le tourisme, l'apprentissage de la langue employée, etc.), mesurer les effets sociaux, psychologiques et/ou diplomatiques que peut entraîner le visionnage des fictions sérielles transnationales à long terme (par exemple, la volonté de soutenir les actions du gouvernement turc, l'acceptation des intérêts de la Turquie dans certaines régions, la transformation de certaines représentations négatives qu'entretiennent les Grecs pour les Turcs, etc.) s'avère nettement plus difficile. »<sup>129</sup>

Une vision intéressante et différente du soft power qui considère seulement l'intention des producteurs des messages dans son idée (ici la production télévisuelle turque) et non par une adoption simple et systématique du message par les récepteurs (ici les téléspectateurs grecs).

Pour conclure, il est à présent évident qu'il existe un lien fort entre une importante production audiovisuelle, la circulation de ses produits culturels et donc la création d'un soft power significativement important pour qu'il soit l'enjeu d'une stratégie diplomatique. Des produits culturels qui révèlent beaucoup de conflictualités entre la Turquie et certaines puissances de la région, la Grèce en tête mais aussi des points communs, que ce soit au niveau économique, militaire, symbolique, culturel ou encore religieux. C'est exactement le cas pour la Turquie, au second rang de l'exportation de séries télévisées après les États-Unis et devant la Corée du Sud. En outre, une définition différente du soft power est étudiée, par les travaux de Dimitra Laurance Larochelle notamment, une description changeante de cette notion voulant séparer l'appréciation d'une œuvre culturelle par un public étranger d'un véritable soft power que

---

<sup>128</sup> Dimitra Laurence Larochelle, *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce*, La Découverte, revue Réseaux, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.219. mise en forme biblio

<sup>129</sup> Ibid., p.220.

pourrait exercer l'état producteur sur l'état receveur. En d'autres termes, l'étude de l'impact des produits culturels transnationaux devrait prendre en considération la complexité des relations entre deux pays et des trajectoires individuelles et/ou transgénérationnelles qui peuvent être façonnées par différents éléments historiques, géopolitiques et stratégiques.<sup>130</sup> (Larochelle, 2021). Mais il est intéressant également de noter que ce soft power culturel est lié à une certaine diplomatie et dans ce cas précis à une politique de rayonnement culturel voulut par le pouvoir turc de l'AKP, dans ses anciennes conquêtes et au-delà. Tout cela, selon certains observateurs dans une logique néo-ottomane afin d'asseoir un certain leadership en méditerranée en tant que puissance régionale mais aussi globale. De plus en plus présente, les séries sont le résultat d'une production immense ayant des objectifs de plus en plus importants, notamment le fait d'être en accord avec les principes de la Turquie en tant que pays historique et envers l'Etat turc et ses dirigeants, tout en étant vendable aux pays et régions extérieures malgré les différences culturelles. De plus, il faut ajouter à cela les contre-offensives culturelles des pays récepteurs notamment les républiques centre asiatiques, méfiantes de retomber sous le joug d'une puissance régionale tel que la Turquie. Conscient de cela, l'Etat turc est de plus en plus présent dans la conception, dans la diffusion et l'exportation des programmes télévisés.

Par conséquent, il est intéressant de terminer cette section sur cette réflexion de Julien Paris sur la supposée puissance culturelle et politique de cette machine industrielle : « Au terme de cette réflexion on peut se demander si, du fait même de leur ontologie culturelle, de leur supposé « réalisme » et par la diversité des thèmes abordés, les séries turques n'ont pas déformé l'idéal originel et abstrait d'un « modèle turc ». Elles se sont emparées des symboles de la modernité de ce dit modèle, montrant de la société turque des images plus contrastées que le modèle ne laissait à penser. En transformant cet idéal en images réalistes, les séries en ont accentué les limites et les faiblesses. Cette myriade d'images s'est ensuite diffusée dans des milieux et des environnements distincts, donnant à son tour tout loisir aux populations réceptrices d'accorder ou non à ces images une place et un rôle dans leurs propres imaginaires. Les séries sont un cheval de Troie certes, mais plus sauvage qu'il n'y paraît. La

« Guerre d'influence par feuilletons interposés » comme la nomme le chercheur Yves Gonzalez Quijano [2012] a bien lieu, elle se poursuivra tant que les œuvres audiovisuelles continueront de circuler. La médiatisation bienveillante dont ce soft power fait l'objet en Turquie fait perdre de vue que les pays concurrents sont tout aussi actifs et inventifs, et qu'il serait bien vain à

---

<sup>130</sup> Dimitra Laurence Larochelle, *Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce*, La Découverte, revue Réseaux, France, 2021/2 Vol. 226-227, p.230.



l'heure actuelle de savoir lequel de ces pays réussira à terme à imposer – en douceur – son récit et ses valeurs. »<sup>131</sup> (*Paris, 2013*).

La seconde section du *soft power* culturel de la République Turque va porter sur sa production cinématographique. Moins importante en termes de chiffres mais tout aussi foisonnante, entre films politiques, plus ou moins engagés, comédies, films d'auteurs primés à l'international ou encore films historiques commandés par l'Etat. Nous allons voir comment cette industrie, sœur de la production télévisuelle, a à travers les décennies représenté un témoin de la société turque contemporaine.

---

<sup>131</sup> Julien Paris, *Succès et déboire des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question*, La Découverte, revue Hérodote, France, 2013/1 Vol. 148, p.156-157.

## Section 2 : Le cinéma turc : entre films d'états et films d'auteurs primés à l'international

Le cinéma turc fait partie intégrante de la culture populaire turque, au point que, dans les années 1960 et 1970, la Turquie soit le cinquième plus grand producteur mondial de films (environ 300 films produits par année). Ces films populaires sont pour la plupart produits dans les studios de *Yeşilçam* (signifiant « Pin vert ») à Istanbul. Depuis la Palme d'or de Yılmaz Güney pour *Yol (La Permission)* au Festival de Cannes en 1982, le cinéma turc navigue entre un cinéma d'auteur reconnu à l'étranger (comme *Winter Sleep*, également Palme d'or en 2014) et un cinéma commercial à succès vu essentiellement en Turquie.

Après une succincte présentation historique du cinéma turc, cette section va s'attarder sur la place qu'occupe ce médium depuis une vingtaine d'années dans la politique culturelle et politique de l'Etat turc sous l'égide de l'AKP. Moins populaire à l'international que les séries télévisées, le cinéma turc n'en demeure pas moins une force de proposition significative de son soft power. En effet, entre films d'auteurs primés et gros succès à l'international dans des genres éclectiques (drame, comédies, politique, thriller, historique), dans un premier temps chez la diaspora puis depuis plus récemment avec le succès des plateformes de vidéos à la demande tel que Netflix, vers un public beaucoup plus élargit. Le public du cinéma turc s'élargit.

Sabine Salhab fait un résumé concis d'un siècle de cinéma turc : « Le cinéma national turc voit le jour en 1914 grâce à l'industrie militaire qui tourne des documentaires. L'État commence à soutenir le cinéma après la seconde guerre mondiale: à partir de 1948, il accorde des facilités fiscales aux producteurs de films, ce qui encourage la production locale et la dynamise. La cinéphilie se développe également grâce à des initiatives culturelles, comme la fondation du magazine *Sinema* à partir du milieu des années 1950. Cette publication ne parvient cependant pas à survivre plus de deux ans. Une nouvelle vague de films, dits de « réalisme social », voit le jour après le coup d'état de 1960. Les années 1960 sont également celles de l'âge d'or des studios et de la fondation de la cinémathèque nationale par Henri Langlois. En 1980, le coup d'État militaire ralentit l'activité cinématographique en raison d'un durcissement de la censure. La chute est brutale, la production, qui avoisinait les trois cent films par an, n'atteint plus qu'une vingtaine de longs métrages. Le cinéma Turc bénéficie cependant d'une reconnaissance critique à l'international, qui se traduit notamment par la palme d'or du festival de Cannes décernée au film *Yol*, réalisé par Yılmaz Güney en 1982. Cet accueil critique favorable permet de redynamiser le cinéma Turc et d'augmenter sa visibilité auprès des distributeurs européens.

Comme pour la majorité des pays de la région, c'est le système des co-productions internationales qui permet au cinéma d'auteur contemporain de survivre. Nuri Bilge Ceylan est ainsi récompensé dans de nombreux festivals. »<sup>132</sup> (*Salhab, 2012*).

En parlant de cinéma d'auteur, le premier et certainement le plus reconnu des cinéastes turcs par ses pairs et par le public (au sens *auteurisant* du terme) est Yilmaz Güney, née le 1<sup>er</sup> avril 1937 dans la province d'Adana en Turquie et décédée le 9 septembre 1984 à Paris, il était un réalisateur, scénariste, metteur en scène, acteur et écrivain turc d'origine kurde. Comparable à Pier Paolo Pasolini<sup>133</sup> dans sa radicalité politique et son succès populaire et critique, il a atteint la renommée internationale et était porteur d'un grand nombre de projets cinématographiques, Yilmaz Güney meurt à Paris d'un cancer de l'estomac, à l'âge de 47 ans.

Son film *Yol, la permission* (en turc *Yol*, littéralement « la route ») a obtenu la Palme d'or *ex æquo* au festival de Cannes en 1982 et une nomination pour le César du meilleur film étranger en 1983.<sup>134</sup>

Son cas est très intéressant à analyser car il symbolise à lui seul une époque. Celle des coups d'états à répétition en Turquie (notamment celui militaire de 1980), de l'état policier et surtout de la cristallisation de la question kurde qui engendrera une véritable division de la société et des événements tragiques durant la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, tel que le « massacre de Sivas ». <sup>135</sup>Souvent cité en même temps qu'Ahmet Kaya (1957-2000)<sup>136</sup> (chanteur et écrivain à

---

<sup>132</sup> Sabine Salhab, *Introduction historique*, Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient, revue Les Cahiers de l'Orient, France, 2012/2 N° 106, p.14-15.

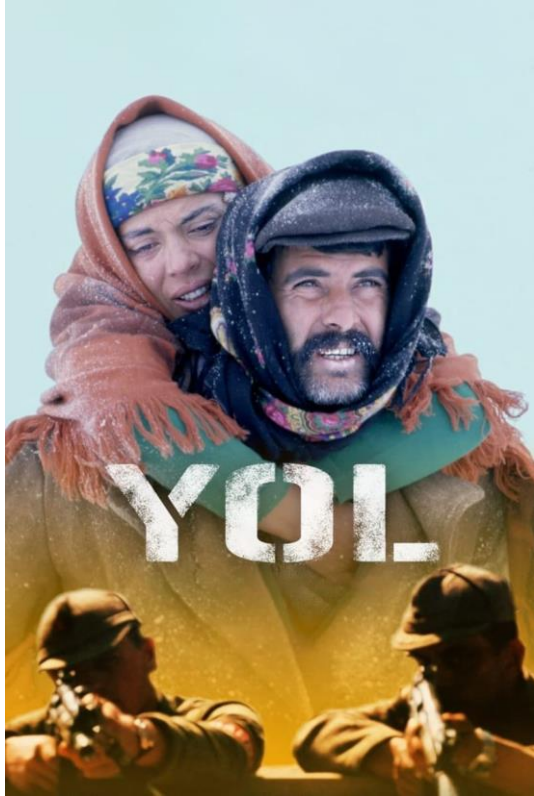
<sup>133</sup> Pier Paolo Pasolini est un écrivain, poète, journaliste, scénariste et réalisateur italien, né le 5 mars 1922 à Bologne, et assassiné dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 novembre 1975, sur la plage d'Ostie, près de Rome.

<sup>134</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Y%C4%B1lmaz\\_G%C3%BCney](https://fr.wikipedia.org/wiki/Y%C4%B1lmaz_G%C3%BCney) consulté le 19 juillet 2022

<sup>135</sup> Le **massacre de Sivas** (en turc : *Madımak Olayı* ou *Sivas Katliamı*) désigne un incendie intentionnel, provoqué au cours d'une émeute menée par des islamistes radicaux, le 2 juillet 1993 à Sivas en Turquie. L'incident entraîne la mort de 37 personnes, dont 33 intellectuels et artistes aléviés.

<sup>136</sup> Il s'auto-définit comme un démocrate socialiste et militant engagé pour les droits de l'Homme. Anarchiste et communiste, il se présente dès le début de sa carrière comme opposant au gouvernement turc présidé alors par Süleyman Demirel. Il est aussi fervent soutien du Parti des travailleurs du Kurdistan, notamment lors des concerts et meetings, ce qui lui vaudra d'être critiqué par le peuple turc et victime de nombreux mouvements diffamatoires. Après une relative éclipse artistique, il reviendra sur le devant de la scène avec des mises en scène de textes à but de réunification entre les peuples turc et kurde. Ce changement radical de position lui vaudra alors d'être à nouveau majoritairement apprécié par le peuple turc. Malgré cette preuve de pacifisme, il tiendra des propos à l'encontre des chaînes de télévision et radios turcs, en les accusant de ne pas diffuser ses chansons et clips en kurde et en remettant en question leur vision du peuple turc durant une remise de trophée, ce qui lui vaudra un mandat d'arrêt. Décidé à ne pas se rendre, il choisira donc de quitter le pays pour s'exiler à Paris jusqu'à la fin de ses jours.

succès) en tant que figure publique et politique de la question kurde, ils sont tous les deux d'origine kurde et ouvertement socialiste et pour la Parti des travailleurs du Kurdistan. Ils ont aussi pour point commun de s'être exilé en France à la fin de leurs vies sous peine d'emprisonnement et sont décédés prématurément.



Plus tôt dans l'histoire du cinéma turc, d'autres films ont été récompensés dans des festivals, principalement en Europe, notamment l'Été sans eau (*Susuz Yaz*) produit en 1964 par Metin Erksan, il remportera l'ours d'or au festival de Berlin la même année. Ce film est le résultat de ce qu'on appelle l'âge d'or du cinéma turc de qualité dans les années 1960 et 1970, le moment où l'industrie, au-delà des films populaires à petits budgets trouva une esthétique qui leur sera propre. Plus précisément ces cinéastes se réclament d'un « réalisme social » et d'un « cinéma national » (*Ulusl sinema*).<sup>139</sup> Comparable au cinéma italien d'auteurs des années 1950 à 1970, les réalisateurs et scénaristes ont pour souvent l'objectif de dénoncer des problèmes sociaux et économiques que connaît la Turquie en s'inspirant notamment des traditions culturelles turques.

<sup>137</sup> Affiche du film *Yol, la permission* (1981) : Cinq prisonniers turcs bénéficiant d'une permission rejoignent leurs familles. Dans un pays répressif soumis aux coutumes archaïques, cette liberté éphémère n'engendrera que le drame.

<sup>138</sup> Yilmaz Guney célébrant sa palme d'or sur la scène du 35ème Festival de Cannes (1982)

<sup>139</sup> Monceau (2005)

Juste après Yilmaz Guney, un autre cinéaste, Erden Kiral sera récompensé cette fois-ci par un ours d'argent au Festival de Berlin en 1983 pour le long-métrage *Une saison à Hakkari (Hakkari 'de bir Mevsim)*. Le succès international du cinéma turc était définitivement lancé dans les années 1980, malgré de nombreux obstacles tout au long de la décennie, justifié par la crise économique et surtout le gouvernement militaire : la suspension de financements étatiques, une censure forte notamment au niveau de la liberté de création et surtout donc de la liberté d'expression. Un changement cap sera opéré dès 1989 avec l'élection à la présidence de la République Turque, Turgut Özal (1927-1993), anciennement premier ministre de 1983 à 1989. Cela va résulter en un tournant libéral, que ce soit au niveau économique que sociétal, permettant l'ouverture aux États-Unis notamment du marché cinématographique turc. De nombreuses réformes seront mises en œuvre pour relever le cinéma national tout au long des années 1990, par exemple au niveau des subventions avec une augmentations des revenus publics mais aussi la création de beaucoup d'acteurs privées. Toutes ces mesures trouveront leur résultat à partir des années 2000, véritable sortie de crise du cinéma turc, conjointement avec l'explosion de la production des séries télévisées tel qu'explicité précédemment.

Par conséquent l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan en 2002 va coïncider avec le renouveau esthétique et critique du cinéma turc à l'international, une image flatteuse représenté notamment par Nuri Bilge Ceylan, plusieurs fois primé à Cannes, qui réalise une œuvre marquée par un certain académisme et une tendance à l'esthétisme. Il s'attache, dans un style généralement austère, à dépeindre le mal-être et la difficulté de vivre dans la société moderne. Il est notamment le réalisateur de *Nuages de mai (Mayis Sikintisi, 2011)*, *Les Climats (Iklimler, 2007)*, *Il était une fois en Anatolie (Bir Zamanlar Anadolu'da, 2011)* ou encore *Winter Sleep (Kis Urkusu, 2014)* qui lui valut la consécration avec la palme d'or au festival de Cannes.



Les comédies, genre phare du cinéma turc seront un grand succès public en Turquie et chez la diaspora notamment en Europe (Allemagne, France, Belgique, Angleterre, etc.). Les acteurs et réalisateurs phares de ce genre sont notamment Yılmaz Erdoğan (1967-) avec des films tel que *Vizontele* (2001) et *Les Affaires organisées* (*Organize isler*, 2005) ou dans un registre dramatique le film *Le Rêve du papillon* (*Kelebeğin Rüyası*, 2013) ayant connu un grand succès critique à l'international<sup>141</sup>. L'autre trublion du cinéma turc de cette époque-là et encore aujourd'hui est Cem Yılmaz (1973-) avec des comédies loufoques tel que *G.O.R.A* (2004), *Le Saltimbanque* (*Hokkabaz*, 2006) ou encore des comédies dramatiques tel que *Coming Soon* (*Pek Yakında*, 2014). Ces deux artistes ont pour commun d'avoir participé à des productions internationales, un autre moyen important de promouvoir le cinéma turc, un des exemples les plus importants est le film *La Promesse d'une vie* (*The Water Diviner*, 2014) un film dramatique historique américano-australien sorti en 2014, réalisé par Russell Crowe, l'acteur oscarisé de *Gladiator* (2000). Le film est intéressant d'un point de vue historique et politique car il se passe durant la période la Première Guerre Mondiale et de la dissolution de l'Empire Ottoman : « On y suit le périple d'un fermier australien, Joshua Connor qui se rend en Turquie dans le but de retrouver ses trois fils portés disparus. Le film traite ainsi du traumatisme australien dut à la

<sup>140</sup> Affiche du film *Winter Sleep* (2014)

<sup>141</sup> En septembre 2013, il devait être présenté à la 86e cérémonie des Oscars dans la catégorie du meilleur film en langue étrangère, mais n'est pas sélectionné. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Le\\_R%C3%AAve\\_du\\_papillon\\_\(film,\\_2013\)\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_R%C3%AAve_du_papillon_(film,_2013)))

première guerre mondiale, mais aussi du sort de la Turquie suite à la dissolution de l'Empire ottoman. »<sup>142</sup>



143

Un autre réalisateur et acteur reconnu participant à cette internationalisation du cinéma turc est Mahsun Kırmızıgül né Abdullah Bazencir le 26 mars 1969 à Diyarbakır en Turquie, est un chanteur de nationalité turque et d'origine Kurdes Zazas. Sa vie d'artiste accomplie continue avec la réalisation de plusieurs films. Le premier en 2007 *Beyaz melek* (l'Ange blanc) lui permettra d'avoir la récompense du meilleur film ainsi que du meilleur réalisateur lors du 41e festival de Houston. Il continua avec *Günesi Gördüm* (J'ai vu le soleil) en 2009, *New-York'ta Bes Minare* en 2010 (Cinq minarets à New York). En novembre 2011, il devient réalisateur d'une série turque "*Hayat devam ediyor*" diffusée sur ATV qui traite des différentes problématiques dans certaines régions reculées de la Turquie.<sup>144</sup>

Il réalisera aussi *Mucize* (Miracle, 2014), une comédie dramatique qui aura un succès retentissant en Turquie et en Europe notamment par sa présence depuis quelques années sur la plateforme Netflix.

L'un de ses films les plus emblématiques est *New York'ta Beş Minare*, (Cinq minarets à New York), un film turco-américain réalisé et sorti en 2010. Il a été un très gros succès en Turquie, battant les précédents records du réalisateur Mahsun Kırmızıgül avec près de 800 000 spectateurs seulement trois jours après sa sortie en salle. Il est également le plus gros succès de l'année 2010 au box-office turc, avec 31 496 595 TL de revenus.<sup>145</sup>

<sup>142</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/La\\_Promesse\\_d%27une\\_vie](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Promesse_d%27une_vie) consulté le 20 juillet 2022

<sup>143</sup> Yılmaz Erdoğan (G) en compagnie de Cem Yılmaz (C) et Russel Crowne (D) dans le film *La promesse d'une vie* (*The Water Diviner*, 2014)

<sup>144</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Mahsun\\_K%C4%B1rm%C4%B1z%C4%B1g%C3%BCl](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mahsun_K%C4%B1rm%C4%B1z%C4%B1g%C3%BCl)

<sup>145</sup> « Le film Cinq minarets à New York : 800.000 spectateurs en trois jours » [archive], TRT, 9 novembre 2010.

C'est est un film intéressant sur plusieurs points, notamment par son succès public retentissant, sur le box-office national, son statut de grosse production avec les États-Unis et son thème mêlant thriller politique, drame, conspirations, terrorisme islamique, conservatisme, question kurde avec un casting de stars locales (Haluk Bilginer, Engin Altan Düzyatan, Murat Ünalmış) et internationales (Danny Glover, Gina Gershon, Robert Patrick)



146

Plus récemment, il y a eu le développement d'un cinéma germano-turc avec de nombreux réalisateurs allemands d'origine turcs ayant obtenu un succès important auprès de la critique internationale. Nous pouvons notamment citer Fatih Akin née à Hambourg en 1973, Il a notamment réalisé les films *Head-On*, récompensé par l'Ours d'or en 2004, *De l'autre côté*, qui a obtenu le prix du scénario au Festival de Cannes 2007 et la comédie *Soul Kitchen*, qui a remporté le Grand prix à la Mostra de Venise 2009.

Bien qu'il soit encore un peu tôt pour parler d'un véritable cinéma franco-turc, il est pertinent de noter la réalisation d'un film plus intimiste ayant eu un succès critique à l'international, à l'opposé de grosses productions comme les comédies et les films historiques fonctionnant surtout en Turquie. Ce film est *Mustang* un long métrage dramatique germano-franco-turco-qatarien réalisé par Deniz Gamze Ergüven, sorti en 2015. « Il montre cinq jeunes sœurs turques

<sup>146</sup> Affiche turque du film Cinq minarets à New York (2010).



défendant avec fougue leur joie de vivre et leur liberté contre l'emprise d'un patriarcat étouffant. »<sup>147</sup> Il est présenté à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes 2015. Il est choisi pour représenter la France dans la course à l'Oscar 2016 du meilleur film en langue étrangère. Il fait partie des cinq nommés dans cette catégorie. Dans le même thème il y a le film *Sibel* (2018) réalisé par Çağla Zencirci et Guillaume Giovanetti, une production internationale également avec la participation de sociétés françaises, turques, luxembourgeoises et allemandes : « Sibel, 25 ans, vit avec son père et sa sœur dans un village isolé des montagnes de la mer noire en Turquie. Sibel est muette mais communique grâce à la langue sifflée ancestrale de la région. Rejetée par les autres habitants, elle traque sans relâche un loup qui rôderait dans la forêt voisine, objet de fantasmes et de craintes des femmes du village. » Il avait notamment été projeté dans la section Cinéma du monde contemporain du Festival international du film de Toronto 2018. Il y a toujours ce thème de liaison difficile entre tradition et modernité, une volonté d'illustrer une certaine vision –pas partagé par tous dans la société Turque- de la Turquie contemporaine de Recep Tayyip Erdoğan.



Rajoutons également que tout comme les séries télévisées, l'émergence et l'explosion au niveau internationale de la plateforme de vidéos à la demande Netflix a permis une diffusion très large

<sup>147</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Mustang\\_\(film\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mustang_(film))

<sup>148</sup> Affiche française du film Mustang (2014)

<sup>149</sup> Affiche italienne du film Sibel (2018)

des films turcs modernes. Ainsi, que ce soit la diffusion ultérieure de productions entièrement turques, comme le drame familial *7 Kogustaki Mucize* (2019) réalisé par Mehmet Ada Öztekin qui a eu un succès mondial lors des différents confinements sanitaires notamment en France ou alors des films produits directement par la plateforme tel que, *Des vies froissées (Kağıttan Hayatlar, 2021)*, ils ont un point commun celui de rencontrer un succès souvent mondial, à minima européen auprès du grand public. Conscient de la force évocatrice et du succès de ces films, l'Etat turc essaie de plus en plus de participer à la production de ce genre de long-métrage, mais aussi et surtout de drames historiques. Ce dernier est un autre genre de films qui a été beaucoup popularisé cette dernière décennie, surfant sur la volonté néo-ottomane du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan, en rappelant la grandeur passé de la Turquie en voulant s'imposer comme un des acteurs culturels majeurs de la région, principalement sur le volet culturel et surtout économique. En effet, ces productions sont des grands attraits pour le tourisme de masse. Avant cette vague de productions glorifiant l'empire ottoman, il y a eu d'autres productions historiques, notamment un biopic sur le père de la république turque Atatürk. Ce film se nommant *Veda* (litt. « Adieu ») est un long métrage entièrement produit en Turquie, écrit, réalisé et composé par Zülfü Livaneli, sorti en 2010. Il s'agit de la biographie de Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938), fondateur et premier président de Turquie, et de l'adaptation des mémoires du politicien turc Salih Bozok.<sup>150</sup>

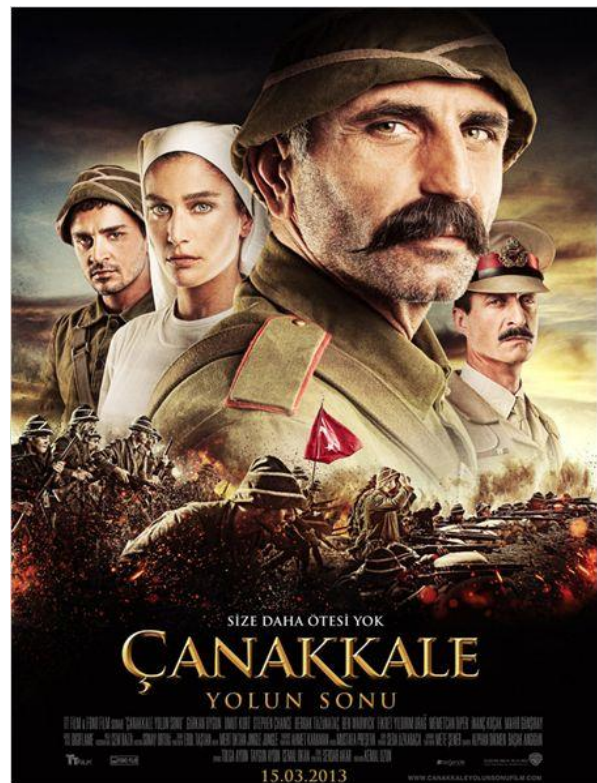
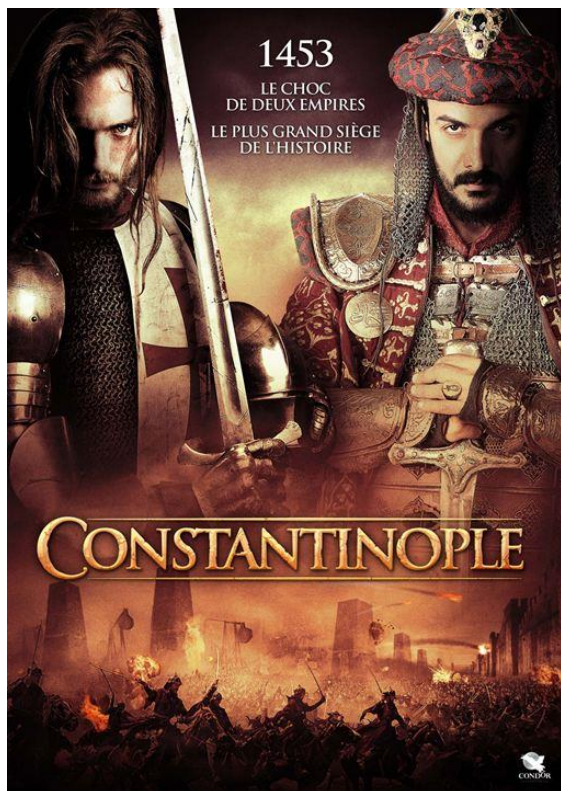


<sup>150</sup> Salih Bozok est un officier dans l'armée ottomane, puis à l'armée de terre turque et politicien de la République de Turquie, né en décembre 1881 à Salonique (aujourd'hui Thessalonique) dans l'Empire ottoman et mort le 24 avril 1941 à Istanbul (Turquie). Il est un aide de camp en chef de Mustafa Kemal (Atatürk), le fondateur de la Turquie moderne. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Salih\\_Bozok](https://fr.wikipedia.org/wiki/Salih_Bozok) consulté le 13 juillet 2022.

<sup>151</sup> Affiche turque du film *Veda* (2010).

Cette tendance de films historiques et militaire s'est multiplié depuis le succès de la série télévisée *Muhteşem Yüzyıl* (2011-2014), le gouvernement ayant compris qu'il y avait un public (surtout national) pour ce genre de superproduction. Nous pouvons citer Constantinople (titre original *Fetih 1453 : La conquête 1453*) réalisé par Faruk Aksoy qui est un film historique d'aventures turc sorti en 2012 dépeignant la prise de Constantinople par les forces ottomanes qui entraîne la destruction de l'Empire byzantin. C'est le film au plus gros budget de l'histoire turque et un très grand succès populaire 6 564 900 places vendues dans les cinémas turcs<sup>152</sup>. « Toutefois, le film a aussi été à l'objet de virulentes critiques pour le nationalisme qu'il glorifierait et sa vision biaisée de l'histoire. »<sup>153</sup>

Citons également la grosse production transnationale, Gallipoli, la bataille des Dardanelles (*Çanakkale Yolun Sonu*, 2013) réalisé par le trio de metteur en scène Kemal Uzun, Ahmet Karaman, Serdar Akar. Une grosse production narrant de manière romancée le siège de Gallipoli en 1915-1916 durant la Première Guerre Mondiale.



155

<sup>152</sup> « BOX OFFICE TÜRKİYE » [archive] (consulté le 13 juillet 2022)

<sup>153</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Constantinople\\_\(film\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Constantinople_(film))

<sup>154</sup> Affiche française du film Constantinople (2012).

<sup>155</sup> Affiche turque du film Gallipoli, la bataille des Dardanelles (2013).

Bien que ces productions fonctionnent assez pour être rentables, elles sont donc loin d'avoir le succès de la production télévisuelle, nous sommes ici plus devant une volonté d'asseoir une réussite plus symbolique qu'économique, accompagnant le soft power culturel de l'Etat turc.

Le succès est donc à relativiser, comme l'explique bien Robert Anciaux<sup>156</sup> : « Toutefois, si le cinéma d'auteur turc occupe une place de choix au niveau international où, entre 2005 et 2011, 31 films ont remporté 77 prix dans des festivals internationaux, il n'attire qu'un public fort limité sur le plan national, le grand public étant massivement attiré par les films dits populaires qui sont à la croisée de la tradition de *Yeşilçam* et des feuilletons télévisés (Tanrıöver 2013). En outre, un cinéma à grand spectacle, développant des thèmes idéologiques nationalistes et ottomanistes, attire lui aussi un public nombreux et conquis. Sont particulièrement représentatifs du genre, *Kurtlar Vadisi* (La vallée des loups, 2011) de Zübeyr Şaşmaz et *Fetih 1453* (Constantinople, 2012) de Faruk Aksoy, film à budget impressionnant qui illustre avec éclat la conquête de Constantinople par le sultan Mehmet II, le conquérant. Mais l'engouement du grand public va, tout particulièrement, à partir des années 1990, aux feuilletons télévisés (*Diziler* : séries) de production nationale. Les thèmes abordés – en relation avec les indications de l'audimat – sont surtout des drames, des comédies, des polars et des récits historiques, qui font les délices d'un large public non seulement en Turquie, mais aussi dans les sociétés arabes, en Asie centrale, en Afrique et dans les pays balkaniques – et même en Grèce. »<sup>157</sup> (Anciaux, 2017).

En conclusion, le cinéma est clairement un médium beaucoup moins conséquent en terme financier et d'impacts culturels que les *dizi* mais avec un impact symbolique presque aussi fort et une reconnaissance internationale de plus en plus importante avec Netflix et la diffusion en masse des films turc. Pourtant, il est intéressant de noter que le soft power culturel étatique fonctionne sur les films d'auteurs ou *esthétisant*, primés dans les festivals internationaux, tandis que les superproductions sur l'histoire ottomane et turque connaissent surtout un succès au niveau national. Il est ainsi clair que dans la politique de rayonnement culturel du gouvernement turque, les films à forte tendance nationaliste et historique n'ont pas le succès escompté comparé aux films primés ne visant pas le grand public. Pour pallier à cela, de nombreuses co-

---

<sup>156</sup> Professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles, Robert Anciaux est politologue et spécialiste du Proche-Orient. Il a accompli plusieurs missions d'observation en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie pour le compte de l'union européenne.

<sup>157</sup> Robert Anciaux, *Turquie : Chapitre 5. Éducation et culture*, Monde arabe / Monde musulman, Boeck Supérieur, France, 2017, p.104. revoir la citation biblio

productions avec des états européens notamment sont de plus en plus en vigueur et bien que le cinéma turc est encore loin d'avoir le succès mondial de son homologue télévisuel, les succès répétés sur des plateformes de *streaming* des genres phares que sont le drame et les comédies, permettent au cinéma turc d'avoir une renommée mondiale au-delà d'un cercle restreint de profanes.

## **Chapitre 4 : Une politique étrangère visant à s'affirmer comme l'homme fort entre l'Occident et l'Orient**

### *Section 1 : Le rôle complexe de l'Etat turc lors des printemps arabes et de la guerre en Syrie*

Ce dernier chapitre va s'attarder sur la dernière décennie complexe et mouvementée de la politique étrangère de l'Etat turc et par extension de la figure de Recep Tayyip Erdoğan. Des printemps arabes à la guerre russo-ukrainienne, en passant par la guerre syrienne et l'alignement avec la Russie de Vladimir Poutine, nous allons voir comment cette politique nébuleuse et changeante est devenue l'adage de la Turquie contemporaine, en étant à la fois un atout et un désavantage pour les différents observateurs. Ce rôle complexe à analyser de la Turquie est en quelque sorte le symbole de la transformation des relations internationales à l'échelle mondiale avec des alliances qui se font et se défont, et des puissances qui ne sont plus aussi hégémoniques qu'auparavant, en premier lieu les États-Unis d'Amérique et d'autres qui expose clairement un leadership dans certains domaines comme la Chine de Xi Jinping.

Cette première section va se concentrer sur le rôle complexe qu'a eu l'Etat turc lors des printemps arabes notamment et surtout de la guerre en Syrie. Pour commencer, il est nécessaire de noter qu'à l'aube de l'année 2011 beaucoup de changements opératifs ont eu ou vont avoir lieu dans la sphère de la politique extérieure turque. Un des changements les plus importants est sûrement la montée en grade d'Ahmet Davutoğlu passant de conseiller « de l'ombre » au poste de Ministre des Affaires étrangères le 1<sup>er</sup> mai 2009 et ce jusqu'au 29 août 2014, respectivement sous les gouvernements Erdoğan II et III. De ce fait, la politique étrangère turque va opérer un virage dès 2011 et à peu à peu la devise de « zéro problèmes avec les voisins » va s'effacer et une nouvelle politique proactive d'influence et de conservation des intérêts va être mise en place, lors des printemps arabes. Nous avons déjà évoqué le cas de la Libye, nous allons donc nous intéresser ici pour commencer à celui de l'Egypte.

Ainsi, dans ce virage géopolitique, la Turquie va prendre le pari de soutenir tous les mouvements contestataires qui se trouvaient être en lien avec le mouvement des Frères Musulmans, c'était justement le cas en Egypte en 2012 comme l'explique Robert Anciaux : « Partout où les Frères musulmans s'imposent – ou semblent devoir s'imposer – comme la force politique dominante, la Turquie prend le parti de soutenir les mouvements contestataires du «

printemps arabe ». C'est ainsi que la Turquie s'empresse de nouer des liens privilégiés avec l'Égypte où les Frères musulmans avaient remporté les élections et avaient vu l'un des leurs être élu à la présidence de la République en 2012. Des accords de coopération économique et militaire sont rapidement signés, annonçant l'ébauche d'un axe stratégique dominant dans le Moyen-Orient sunnite. »<sup>158</sup> (Anciaux, 2017). De plus, de par les liens profonds qu'entretiennent les membres des FM et ceux de l'AKP notamment sur l'importance de la place que doit occuper l'islam sunnite dans la société civile, le gouvernement d'Erdoğan a rapidement montré son soutien au peuple égyptien et au Président Morsi lors du coup d'état survenue le 3 juillet 2013. Un événement qui a également permis à l'Etat turc de se remonter en tant que leader régional et leader « mondial » de la communauté musulmane.

Marie Vannetzel<sup>159</sup> analyse en détail et explique ce moment important et délicat à dans la course à la grandeur du président turc : « Le 17 août 2013, lors d'une cérémonie officielle dans la ville de Bursa, Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre de la Turquie, brandit sa main avec quatre doigts tendus et le pouce replié. Ce geste n'a pas grand-chose à voir avec le contenu de la cérémonie, qui porte sur le thème de la transformation urbaine : il fait référence au massacre en cours, à plusieurs milliers de kilomètres de là, sur la place Rab'a al-'Adawiyya au Caire, en Égypte. Du 14 au 18 août, en effet, la police et l'armée égyptiennes tuent environ un millier de manifestants, qui occupaient cette place en soutien au président Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans (FM), renversé le 3 juillet 2013 par le Général 'Abd al-Fattah al-Sissi. La main à quatre doigts, appelée « signe de Rabia » en référence à la place, devient un symbole de soutien aux victimes et de solidarité avec les Frères musulmans égyptiens. Ce symbole se propage à travers le monde, et d'importantes manifestations se tiennent sous le signe de Rabia, en particulier en Turquie. Un an plus tard, soulignant que le 14 août est à la fois l'anniversaire de la fondation de son parti, l'AKP, et le « jour de la lutte héroïque de ceux qui se sont opposés au coup d'État en Égypte », Erdoğan, fraîchement élu président de la République, déclare devant l'assemblée des gouverneurs de province que Rabia a deux sens : « L'un est Rabia en Égypte, l'autre Rabia en Turquie. Ce dernier signifie qu'il n'y a qu'une seule nation, un seul drapeau, une seule patrie, un seul État en Turquie [*tek millet, tek bayrak, tek vatan, tek devlet*] ». Cette devise nationaliste, abondamment utilisée par l'armée depuis de nombreuses années, est ainsi associée au « salut de Rabia » (*Rabia selami*), par lequel Erdoğan s'adresse désormais

---

<sup>158</sup> Robert Anciaux, *Turquie : Chapitre 3. Pouvoir et politique*, Monde arabe / Monde musulman, Boeck Supérieur, France, 2017, p.51.

<sup>159</sup> Politiste au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales au Caire, spécialiste de l'action sociale en Égypte, des pratiques électorales et des mobilisations islamistes.

à son public au cours des campagnes pour les élections parlementaires de 2015, pour le référendum constitutionnel de 2017 et lors du « coup d'État raté » du 15 juillet 2016, qui a marqué une étape majeure dans la profonde dérive autoritaire du régime turc. Nous analysons ici les itinéraires du symbole de Rabia et les mobilisations qui s'en sont emparées avec une intensité particulière en Turquie. Comment rendre compte de son adoption et de son adaptation dans le contexte turc ? Parce qu'elles s'inscrivent dans les repositionnements géopolitiques régionaux, ces mobilisations pourraient être appréhendées comme l'expression évidente de la solidarité transnationale islamique entre l'AKP et les FM égyptiens qui, en dépit de leurs différences notables, partagent des références idéologiques communes à l'islamisme sunnite. Elles pourraient également être comprises comme la conséquence directe de l'accueil, sur le sol turc, de plus de 6 000 exilés égyptiens, militants ou sympathisants FM depuis la fin de l'été 2013. Le territoire turc serait ainsi pour ces exilés un espace de mobilisation de substitution. »<sup>160</sup> (Vannetzel, 2018).

En prenant des positions si frontales et controversées pour l'état égyptien en la personne de son nouveau président, le général Abd al-Fatah al-Sissi, la Turquie a grandement entaché ses relations avec l'Égypte pendant de nombreuses années, depuis 2013. Cependant depuis 2021 la Turquie d' Erdoğan essaye de renouer plus fraternellement avec l'Égypte, en rappelant les avantages notamment économiques qu'ont et que peuvent obtenir davantage les deux états : « Le Caire reste le grand partenaire commercial africain d'Ankara avec des exportations dépassant les 20 milliards de dollars entre 2014 et 2020, précise l'agence turque Anadolu ». Ainsi, les efforts sont considérables notent Franck Mermier, directeur de recherche au CNRS, actuellement à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA), à Istanbul : « La Turquie et l'Égypte reviennent de très loin. Depuis 2013, il n'y a plus d'ambassadeurs ni à Ankara ni au Caire. Justement, les discussions menées actuellement visent à rétablir les relations diplomatiques. On va voir quelles concessions seront exigées. »<sup>161</sup>

Néanmoins ces volontés de normalisations sont plus avenantes du côté turc que du côté égyptien, ainsi Ankara essaie de montrer son enthousiasme face à un peuple égyptien encore très méfiant, notamment du fait des grandes divergences sur de nombreux sujets clés : l'Irak, la Libye, la Syrie, l'influence islamiste, pour ne citer qu'eux. La reprise de relations durables et solides se fera sur le long terme fustige le président turc. Pour ce dernier, les pourparlers entre

---

<sup>160</sup> Marie Vannetzel, *Sous le signe de rabia : circulations et segmentations des mobilisations (trans)nationales en Turquie*, Critique Internationale, Presses de Sciences Po, France, 2018/1 N° 78, p.41-42.

<sup>161</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/07/sole-erdogan-tente-de-reparer-les-relations-avec-l-egypte-et-l-arabie-saoudite\\_6079466\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/07/sole-erdogan-tente-de-reparer-les-relations-avec-l-egypte-et-l-arabie-saoudite_6079466_3210.html) Consulté le 24 juillet 2022.



l'Égypte et la Turquie sont toujours "au plus bas", même si Erdoğan estime qu'"il n'y a aucun obstacle à la compréhension mutuelle" (juillet 2022).<sup>162</sup>



163

L'autre pays où la Turquie a investi ses ambitions d'acteur influent est la Syrie de Bachar El-Assad et ce depuis 2011. L'implication de la Turquie dans ces mouvements au départ seulement contestataires, ont duré près d'une décennie et continue encore aujourd'hui. En étant un conflit majeur du XXI<sup>ème</sup> siècle et peut-être le plus important de la décennie passée selon de nombreux spécialistes, la guerre en (ou de) Syrie a totalement métamorphosé la Turquie sur le plan géopolitique et par extension, les relations internationales profondément. Robert Anciaux explique le point de départ et la position première de l'Etat turc en Syrie : « Lorsque la contestation du « printemps arabe » touche, en 2011, la Syrie, où l'opposition est, au départ, apparemment dominée par la branche syrienne des Frères musulmans, la Turquie soutient, avec l'approbation de ses alliés occidentaux, la coalition des opposants syriens à laquelle elle offre une tribune et une aide militaire, et rompt avec le régime de Bachar el-Assad. La diplomatie turque semble, alors, avoir ambitionné de compléter, avec un futur État syrien dominé par les Frères musulmans, l'axe stratégique sunnite turco-égyptien. Dans cette logique, sous-estimant

<sup>162</sup> <https://atalayar.com/fr/content/le-rapprochement-egypte-turquie-saffaiblit> consulté le 28 juillet 2022.

<sup>163</sup> Le vice-ministre des affaires étrangères égyptien, Hamdi Sanad Loza (de dos), rencontre son homologue turc, Sedat Onal, au Caire, en Egypte, le 5 mai 2021, pour une reprise de contacts diplomatiques, interrompus depuis 2013. KHALED DESOUKI / AFP

la capacité de résistance du régime en place, Recep Tayyip Erdoğan fait de la chute de Bachar al-Assad son objectif principal. »<sup>164</sup> (Anciaux, 2017).

Jusqu'en 2012-2013 sur le conflit syrien la Turquie et ses alliés occidentaux (États-Unis, France, Allemagne et Angleterre en tête) parlaient comme un seul homme et les objectifs étaient plus ou moins clairs ; il fallait dans un premier temps venir en aide à la population civile par le biais de missions humanitaires. Ce fut le cas notamment de la mission de supervision des Nations unies en Syrie (MISNUS) : « La mission de supervision des Nations unies en Syrie (MISNUS) était une mission de maintien de la paix en Syrie dans le cadre de la guerre civile syrienne. Cependant, à la suite de l'escalade du conflit, le personnel des Nations unies fut retiré et la mission fut suspendue. Il était commandé par le général de division norvégien Robert Mood jusqu'au 20 juillet 2012, suivi du général de corps d'armée Babacar Gaye du Sénégal. Bien que les observateurs restent dans le pays, Mood a suspendu leur mission le 16 juin 2012 en invoquant "l'escalade de la violence". Les observateurs ne mèneront plus de patrouilles et resteront sur leurs positions actuelles jusqu'à ce que la suspension soit levée. Le 20 juillet 2012, le Conseil de sécurité a prolongé la mission de la MISNUS pour une dernière période de 30 jours. Conformément à la résolution 2059, le Conseil n'envisagerait de nouvelles prorogations que si le Secrétaire général faisait rapport et que le Conseil de sécurité confirmait la cessation de l'utilisation d'armes lourdes et une réduction du niveau de violence suffisante de la part de toutes les parties pour permettre à la MISNUS de mettre en œuvre son mandat. »<sup>165</sup>

Ces missions n'ont jamais obtenu les résultats escomptés et ont souvent été de courte durée. Ainsi, bien qu'une aide humanitaire transfrontalière est en vigueur depuis 2014 permettant notamment : « l'acheminement d'une aide humanitaire au nord-ouest de la Syrie via le point de passage de Bab al-Hawa à la frontière syro-turque, emprunté chaque mois par des centaines de camions. Cette aide humanitaire internationale est destinée à plus de 2,4 millions de personnes dans la région d'Idleb tenue en grande partie par des groupes jihadistes et des rebelles. »<sup>166</sup>.

Cette aide n'est pas suffisante et réellement conséquente pour avoir des effets positifs sur le long terme, de plus certains acteurs importants de l'ONU, la Russie en premier lieu, ont d'année en année exprimé leur mécontentement et leurs craintes face à ce genre d'intervention

---

<sup>164</sup> Robert Anciaux, *Turquie : Chapitre 3. Pouvoir et politique*, Monde arabe / Monde musulman, Boeck Supérieur, France, 2017, p.52.

<sup>165</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Mission\\_de\\_supervision\\_des\\_Nations\\_unies\\_en\\_Syrie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mission_de_supervision_des_Nations_unies_en_Syrie) consulté le 28 juillet 2022.

<sup>166</sup> [https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/le-conseil-de-securite-de-l-onu-dans-l-expectative-sur-l-aide-humanitaire-transfrontaliere-a-la-syrie\\_2176667.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/le-conseil-de-securite-de-l-onu-dans-l-expectative-sur-l-aide-humanitaire-transfrontaliere-a-la-syrie_2176667.html) consulté le 28 juillet 2022.

humanitaire qui violerait la souveraineté de Damas, notamment parce que l'acheminement des camions transporteurs ne se fait pas toujours par les lignes de front, élément important pour que les aides provenant de l'extérieur se fassent en toute transparence. Cette aide arrivait à expiration en juillet 2022 et devait être votée pour une prolongation d'une année supplémentaire jusqu'au 10 juillet 2023, selon les recommandations de la Norvège et de l'Irlande qui sont à ce moment les gestionnaires du dossier au Conseil de Sécurité. Mais la Russie n'était pas d'accord, préférant une extension de six mois avec une renégociation à la prochaine expiration. La mésentente avec les occidentaux est donc toujours vivace ce qui a conduit à une reconduction des pourparlers, faute d'un réel accord entre les deux parties.

Le second objectif était celui de mettre fin au régime politique de Bachar El-Assad accusé de massacrer son propre peuple et la révolte protestataire depuis 2011, une des actions les plus envisagées à de nombreuses reprises était une intervention militaire sur le sol syrien sous l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU. Une des principales raisons invoquées était notamment les attaques à l'arme chimique contre la population civile mais également les rebelles, en 2013 et en 2018. Nous allons nous intéresser à la première de ces attaques, survenue le 21 août 2013, surnommé le « massacre de la Ghouta », voici un résumé des événements : « Le massacre de la Ghouta est un bombardement à l'arme chimique au gaz sarin qui s'est produit le 21 août 2013 pendant la guerre civile syrienne et a frappé plusieurs villes et quartiers à l'est et au sud de Damas en Syrie dans l'ancienne oasis de la Ghouta tenue par l'Armée syrienne libre. L'attaque a fait entre plusieurs centaines et près de 2 000 morts selon différentes estimations, la grande majorité des victimes étant des civils. Il s'agit de l'attaque chimique la plus meurtrière depuis le massacre de Halabja et la deuxième bataille d'al-Faw menés par l'armée irakienne en 1988. » Sans surprise, les deux camps que sont les loyalistes représentés par l'armée arabe syrienne et les rebelles par l'armée syrienne libre<sup>167</sup> (dont les factions islamistes ou djihadistes, notamment du groupe armée Etat Islamique représentait déjà 58% des « rebelles »<sup>168</sup>) se sont jetés la culpabilité, ainsi très rapidement il y a eu une nette divergence d'opinions entre la Russie, l'Iran et le gouvernement syrien d'un côté et les États-Unis, la France, Israël, le Royaume-Uni, la

---

<sup>167</sup> L'Armée syrienne libre (ASL) (arabe : *الحر السوري الجيش*, *al-jayš as-suri al-hurr*) est un rassemblement de groupes rebelles formé le 29 juillet 2011 lors de la guerre civile syrienne. Elle forme au début du conflit la principale force armée opposée au régime de Bachar el-Assad, avant d'être supplantée dans certaines régions par des factions islamistes ou djihadistes. Constituée d'anciens officiers de l'armée syrienne, elle se caractérise, pour l'essentiel, par son nationalisme et son objectif démocratique. À partir de 2017, l'essentiel des groupes de l'Armée syrienne libre se fond dans l'Armée nationale syrienne. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e\\_syrienne\\_libre#cite\\_note-Albayrak-6](https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_syrienne_libre#cite_note-Albayrak-6) consulté le 28 juillet 2022.

<sup>168</sup> « Syrie: la poussée djihadiste » [archive], Le Figaro, 18 septembre 2013.

Turquie, l'Allemagne, le Canada, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, l'Espagne, l'Italie, la Ligue arabe et l'ONG Human Rights Watch.

Il faut noter que jusqu'à cet événement, la Syrie n'est pas signataire de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques<sup>169</sup> chose qu'elle s'empressera de faire en septembre 2013 suivant le plan proposé par Moscou de démantèlement de l'arsenal chimique de l'état syrien. Le Conseil de sécurité des Nations unies vote ensuite la résolution 2118 et, sous la supervision de l'OIAC et de l'ONU, l'arsenal et les installations déclarés par Damas sont détruits entre octobre 2013 et janvier 2016.<sup>170</sup>

Il faut également préciser que de nombreuses enquêtes ont été faites pour déterminer précisément la responsabilité de la culpabilité de cette attaque. De nombreuses enquêtes comme celles de l'ONU apportent la conclusion univoque de la responsabilité totale du régime syrien : « Le 15 septembre, les experts de l'ONU rendent leur rapport dans lequel ils affirment disposer de « preuves flagrantes et convaincantes » confirmant l'utilisation de gaz sarin dans la Ghouta le 21 août. Les enquêteurs ne désignent pas le responsable des tirs, le mandat des enquêteurs de l'ONU ne leur permettant pas d'enquêter sur la question et de se prononcer sur ce point.

Cependant le 13 septembre, trois jours avant la publication du rapport, Ban Ki-moon accuse pour la première fois Bachar el-Assad de « crimes contre l'humanité »<sup>171</sup> La Russie conteste le rapport de l'ONU ; le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, estimant qu'« on ne peut considérer les conclusions auxquelles sont parvenues les inspecteurs de l'ONU que comme des conclusions politisées, de parti pris et unilatérales ».<sup>172</sup>

Une véritable guerre de l'information se produit donc, tandis que d'autres enquêtes sont faites doutant de la culpabilité du régime syrien ou accusant directement les rebelles notamment en janvier 2014 par « Richard Lloyd, ancien inspecteur de l'ONU spécialiste des missiles, et Theodore Postol (en), professeur au MIT, publie un rapport de 23 pages<sup>173</sup> selon lequel le

---

<sup>169</sup> La Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), officiellement Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes chimiques et sur leur destruction, est un traité international de désarmement qui interdit la mise au point, la fabrication, le stockage et l'usage des armes chimiques. La Convention a été signée le 13 janvier 1993 à Paris et est entrée en vigueur le 29 avril 1997.

<sup>170</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre\\_de\\_la\\_Ghouta](https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_la_Ghouta) consulté le 28 juillet 2022.

<sup>171</sup> Ban Ki-moon accuse Bachar Al-Assad de "crimes contre l'humanité" [archive], Le Monde avec AFP, 13 septembre 2013.

<sup>172</sup> Armes chimiques : Damas respectera les délais fixés par l'ONU, assure Moscou [archive], Le Monde avec AFP et Reuters, 18 septembre 2013.

<sup>173</sup> C. J. Chivers, « New Study Refines View of Sarin Attack in Syria », The New York Times, 28 décembre 2013 (ISSN 0362-4331, lire en ligne [archive], consulté le 18 avril 2017) ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre\\_de\\_la\\_Ghouta#cite\\_ref-185](https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_la_Ghouta#cite_ref-185))

régime syrien ne peut être tenu responsable du massacre. Ils ont pour cela étudié des « centaines » de photos et des vidéos d'ogive, de restes de roquettes, d'impacts sur le sol, et de barils contenant le gaz sarin, publiées sur Internet, et se sont livrés à une analyse physique interne qui a permis, selon le docteur George Stejic, directeur des laboratoires Tesla qui emploient Richard Lloyd, d'établir le volume de gaz sarin utilisé, la portée des missiles, leur direction ainsi que l'endroit d'où ils ont été tirés. Le rapport contredit le rapport américain, notamment en affirmant que les roquettes tirées étaient de courte portée, une conclusion que François Géré, directeur de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas), juge « crédible », d'autant plus qu'elle est évoquée par le rapport final de l'ONU. Or, le rapport américain affirme que les roquettes ont été tirées depuis le « cœur » du territoire contrôlé par le régime à Damas : au contraire, tout point situé à deux kilomètres des impacts se situe en territoire rebelle. »

Une enquête qui possède également des zones d'ombres ne pouvant pas attester totalement d'une culpabilité des groupes rebelles selon des spécialistes français : « Mais d'après François Géré et Olivier Lepick, il est probable que le régime ait avancé ses vecteurs de lancement au plus près des positions adverses, pour réduire le temps de passage au-dessus de ses propres troupes et ainsi diminuer les risques de bavure. Olivier Lepick considère par ailleurs que « la simultanéité des attaques et la quantité de Sarin utilisé rend très peu plausible le fait que la rébellion ait pu mener ces attaques », et doute que la rébellion « dispose du savoir-faire tactique nécessaire » »<sup>174</sup>



175



176

<sup>174</sup> « Attaque chimique en Syrie: la thèse occidentale remise en question », RFI, 21 février 2014 (lire en ligne [archive], consulté le 18 avril 2017) ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre\\_de\\_la\\_Ghoutha#cite\\_ref-185](https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_la_Ghoutha#cite_ref-185))

<sup>175</sup> Le conseil de sécurité de l'ONU réuni le 30 décembre 2014. AP/FRANK FRANKLIN II

<sup>176</sup> Manifestation à Los Angeles, le 1er septembre 2013, d'opposants à l'intervention militaire et de partisans de Bachar el-Assad.

Cette attaque à l'arme chimique a donc inévitablement posé la question d'une intervention militaire en Syrie qui était quasiment une réalité en août 2013, près d'une décennie après l'invasion américaine en Irak. Pendant toute la semaine qui a suivi le massacre de la Ghouta de nombreux dirigeants essentiellement occidentaux, Barack Obama et François Hollande se montrent très favorables à une intervention militaire, exclusivement aérienne sur des points névralgiques du régime, bien que les États-Unis affirment encore à ce moment-là que le renversement de Bachar El-Assad n'est pas l'objectif.<sup>177</sup> Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault est en effet très impliqué sur cette question en témoigne cette sortie polémique de chef de la diplomatie française d'alors Laurent Fabius en août 2012 suite à sa visite d'un camp de réfugiés syriens à la frontière turque: « Après avoir entendu les témoignages bouleversants des personnes ici (...) quand on entend ça et je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire: M. Bachar El-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre.<sup>178</sup> » Les dirigeants se bousculent aux Nations Unies pour donner leurs avis, ainsi alors que principalement la Russie, la Chine, le Liban, le Venezuela ou encore l'Iran (Le chef du Corps des Gardiens de la révolution islamique, Mohammad Ali Jafari, déclare le 31 août qu'une frappe américaine provoquera des réactions « au-delà » de la Syrie.<sup>179</sup>) sont hostiles à une intervention militaire sur le sol syrien. Tandis que d'autres suivent Paris et Washington dans la voie d'une intervention en premier lieu la Turquie (elle accuse à son tour le régime d'être responsable du massacre de la Ghouta et affirme qu'elle pourrait rejoindre une coalition contre Damas<sup>180</sup>), l'Australie, le Japon, l'Arabie Saoudite ou encore le Canada. Enfin, d'autres états ont proposés une « troisième voie » : « D'autres États adoptent une position « légaliste » et affirment qu'ils ne soutiendront une opération militaire qu'avec l'approbation de l'ONU : le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Inde, le Brésil, l'Italie, l'Espagne, le Maroc, le Yémen, Oman, l'Indonésie, la Corée du Sud, les Pays-Bas, la Belgique, la Pologne et le Mexique. »<sup>181</sup>

Cette intervention n'a donc pas eu lieu du fait des vetos chinois et russes essentiellement au Conseil de Sécurité de l'ONU. Premier et plus grand allié de la Syrie, la Russie de Vladimir Poutine s'est montré tout au long du conflit entièrement hostile à toute intervention de type militaire. Ainsi entre 2011 et 2018, la Russie opposé à douze reprises son veto pour tous types

---

<sup>177</sup> Une réplique militaire contre la Syrie ne serait qu'"une question de jours" [archive], *Le Monde avec AFP*, 27 août 2013

<sup>178</sup> <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/08/17/97001-20120817FILWWW00331-bachar-el-assad-ne-meriterait-pas-d-etre-sur-la-terre-fabius.php> consulté le 25 juillet 2022.

<sup>179</sup> Obama veut frapper la Syrie mais attend le soutien du Congrès [archive], *Le Nouvel Observateur*, 31 août 2013.

<sup>180</sup> Syrie : la communauté internationale prépare une intervention [archive], *Le Point*, 28 août 2013.

<sup>181</sup> Intervention en Syrie : le tour du monde des divisions [archive], *Le Monde*, 6 septembre 2013.

d'intervention en Syrie et la Chine six fois<sup>182</sup>. Ces Etats-là préférant des mesures ciblées, en lieu et place de sanctions économiques, voire d'interventions militaires.

Mais suite à cet évènement retentissant, les choses vont s'accélérer et il faut revenir à la position turque qui va être malmené alors que de plus en plus de preuves s'amassent sur la collusion entre l'Etat turc et certaines factions rebelles étant des groupuscules djihadistes et salafistes, tandis que la question kurde est réactivée et à un retentissement sans précédent<sup>183</sup> dans l'opinion publique mondiale notamment à travers la bataille de Kobané<sup>184</sup>. Dans un premier temps nous allons aborder la question cruciale pour les relations de l'Etat turc et de l'Etat Islamique dont le grand public commence à connaître son existence en 2013-2014 par le biais de victoires militaires successive en Irak et en Syrie tel que les multiples batailles d'Idleb<sup>185</sup>. En effet, le groupe terroriste se faisant appeler aussi Daech va opère plusieurs opérations coup de points, tel que des exécutions en direct mais aussi une utilisation très professionnelle des différents médias (réseaux sociaux, vidéos, etc.), destiné à marquer l'opinion public<sup>186</sup>, notamment occidental afin de favoriser selon certains analystes une intervention militaire contre le gouvernement syrien de Bachar El-Assad.

Il est difficile de faire un résumé de cette période complexe à analyser de la politique extérieure turque entre ses accointances avec l'Etat Islamique dans sa détermination à faire chuter le régime de Bachar El-Assad. En effet les financements, transactions, l'aide logistique et militaire ou encore les provisions d'armements et de munitions de l'organisation terroriste ont toujours été nébuleuses. Ce sont des accusations qui ont impactés de nombreux états à l'international,

---

<sup>182</sup> [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/20/qu-a-fait-le-conseil-de-securite-de-l-onu-depuis-le-debut-du-conflit-syrien\\_5052133\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/20/qu-a-fait-le-conseil-de-securite-de-l-onu-depuis-le-debut-du-conflit-syrien_5052133_4355770.html) Consulté le 24 juillet 2022.

<sup>183</sup> Jordi Tijel, *Les paradoxes du printemps kurde en Syrie*, Institut français des relations internationales, Politique étrangère, France, 2014/2 Eté p.51-53.

<sup>184</sup> La bataille de Kobané ou bataille d'Aïn al-Arab se déroule lors de la guerre civile syrienne. Elle débute le 13 septembre 2014, par une offensive des forces djihadistes de l'État islamique sur la ville de Kobané (Ayn al-Arab en arabe, aussi appelée Ayn al-Islam par les djihadistes), défendue par les troupes kurdes des YPG et des groupes alliés. Malgré l'intervention de la coalition menée par les États-Unis qui effectue plusieurs bombardements à partir du 23 septembre, les djihadistes progressent et atteignent Kobané le 1er octobre. Après plusieurs jours de combats aux abords de la ville, les djihadistes pénètrent dans la place le 6 octobre et dès le 10, ils en contrôlent la moitié. À partir de cette date cependant, le front se stabilise et les YPG parviennent à contenir les assauts des djihadistes. Progressivement, les Kurdes regagnent du terrain grâce au soutien des forces aériennes de la coalition et repoussent les troupes de l'État islamique hors de la ville le 26 janvier 2015. Finalement le 14 juin 2015, après plusieurs mois de combats dans les villages, les forces kurdes du canton de Kobané et celles du canton de Cizir, venues de l'est, font leur jonction près de Tall Abyad. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille\\_de\\_Koban%C3%A9](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_Koban%C3%A9)) consulté le 28 juillet 2022.

<sup>185</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille\\_d%27Idleb](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_d%27Idleb) consulté le 29 juillet 2022.

<sup>186</sup> <https://www.20minutes.fr/monde/daesh/1759095-20160104-daesh-journalistes-assassinats-propagande> consulté le 22 juillet 2022.

en premier lieu les États-Unis<sup>187</sup> ou encore la France via le groupe de cimentier Lafarge « soupçonné d'avoir versé en 2013 et 2014, via une filiale, plusieurs millions d'euros à des groupes terroristes, ainsi qu'à des intermédiaires, afin de maintenir l'activité d'une cimenterie en Syrie. »<sup>188</sup> Mais aussi de la Turquie, résumé par Jean Marcou<sup>189</sup> « Trois ans de guerre civile en Syrie et surtout le siège de Kobanê à l'automne 2014 ont convaincu beaucoup de commentateurs avertis que la Turquie était devenue le meilleur allié de Daech au Moyen-Orient. Aussi, lorsqu'après l'attentat de Suroç, une conversation téléphonique entre Recep Tayyip Erdoğan et Barack Obama et un accrochage frontalier, trois F-16 de l'armée de l'air turque ont frappé des positions de l'État islamique en Syrie, au petit matin du 24 juillet 2015, les mêmes voix n'ont pas hésité à déclarer qu'un revirement stratégique majeur de la diplomatie turque était en cours. Rapidement pourtant, les faits ont brouillé cette nouvelle certitude avec une obstination troublante. Dans la soirée du 24 juillet, l'aviation d'Ankara, oubliant ses objectifs syriens, a commencé à pilonner les bases arrière du PKK, en Irak du Nord, ravivant le spectre de ces tanks turcs dont la passivité, lors de la bataille de Kobanê, un an plus tôt, paraissait refléter l'existence d'une sorte de complicité entre Turcs et jihadistes, au détriment des Kurdes. En fin de compte, si les relations entre la Turquie et Daech semblent continuer à déjouer les pronostics, c'est peut-être parce que leur prétendue alliance ayant toujours été ambiguë, sa remise en cause l'est probablement tout autant »<sup>190</sup> (Marcou, 2015).

---

<sup>187</sup> Lors des guerres successives d'Irak depuis les années 1980 et notamment l'invasion de 2003, les États-Unis et leurs alliés ont détruit l'ensemble des infrastructures du pays engendrant un chaos aussi bien matériel que culturel. De plus, les fausses accusations d'armes de destruction massive et les scandales liés à la torture dans les prisons, notamment le scandale d'Abou Ghraib minent la confiance du peuple irakien envers les occidentaux. Cela créé un profond sentiment anti-américain notamment chez les anciens cadres de l'armée irakienne qui fournissent la structure de base de l'armée de l'État islamique. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, citant une source anonyme, c'est derrière les murs de la prison américaine de Camp Bucca située près du port d'Umm Qasr, perdue dans le désert irakien, que les futurs leaders de l'organisation ont ébauché leur réseau à partir de 2004, en inscrivant les coordonnées de leurs codétenus sur l'élastique de leurs boxers aux fins de reprise de contact à leur sortie de prison en 2009. Richard Barret, spécialiste du contre-terrorisme, analyse que l'enfermement favorisant la radicalisation, de hauts gradés baasistes de l'armée de Saddam Hussein se sont retrouvés aux côtés de terroristes chevronnés d'Al-Qaïda et les deux groupes, s'ils ont des méthodes différentes, se sont découvert une communauté d'intérêt et se sont échangé leurs compétences. L'« État islamique d'Irak » est créé le 13 octobre 2006 par le Conseil consultatif des moudjahidines en Irak (une alliance de groupes armés djihadistes dont fait partie Al-Qaïda en Irak) et cinq autres groupes djihadistes irakiens, avec une trentaine de tribus sunnites représentant environ 70 % de la population de la province d'al-Anbar (ouest de l'Irak). [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat\\_islamique\\_\(organisation\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat_islamique_(organisation)) consulté le 29 juillet 2022.

<sup>188</sup> [https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/18/affaire-lafarge-en-syrie-la-mise-en-examen-pour-complicite-de-crimes-contre-l-humanite-confirnee\\_6126665\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/18/affaire-lafarge-en-syrie-la-mise-en-examen-pour-complicite-de-crimes-contre-l-humanite-confirnee_6126665_3224.html) consulté le 29 juillet 2022.

<sup>189</sup> Jean Marcou a réalisé près du tiers de sa carrière à l'international, travaillant pour le ministère des affaires étrangères, comme chercheur ou chef de projets internationaux.

<sup>190</sup> Jean Marcou, *La Turquie et l'Etat Islamique : d'un mariage de raison à un divorce à l'amiable*, L'Esprit du temps, Outre-Terre, France, 2015/3 N° 44 p.354.



Enfin, la question kurde n'a peut-être jamais été autant médiatisée que lors du conflit syrien, notamment lors de l'apparition de l'Etat Islamique<sup>191</sup>. Voyant une opportunité, le gouvernement turc a voulu user de ces changements stratégiques pour régler la question kurde de la manière la plus frontale qui soit, militaire, notamment avec de nombreuses opérations à la frontière syrienne. Ainsi depuis 2015-2016, les interventions militaires contre les positions kurdes à ses frontières sont nombreuses et le reflet d'un retour au « projet anatolien comme foyer national turc et celle de sa traduction comme politique étrangère expression de sa sécurité intérieure. Par conséquent, c'est plutôt à un « éternel retour » auquel nous assistons, celui du « syndrome de Sèvres » dans la politique étrangère de la Turquie. Développement négatif de l'axiome kémaliste « paix dans la patrie, paix dans le monde », ce syndrome combine la crainte de la balkanisation interne et de la subjugation externe. Traumatisme né des affres de la guerre d'indépendance qui fut à la fois une guerre civile contre les tenants d'un empire ottoman défait et une guerre nationale contre les convoitises occidentales, elle légua à la Turquie un héritage ambiguë, celui d'une obsession pour ses frontières et la peur d'un encerclement. »<sup>192</sup>

Vincent Touret<sup>193</sup> explique le changement opératique de la politique interventionniste turque dans cette dernière décennie et l'importance que ça a sur une analyse de l'Etat turc contemporain dans sa globalité : « Dans cette perspective, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » comme ses développements ultérieurs dans le nord de la Syrie (forces d'interposition à Idlib suite aux accords d'Astana du 4 mai 2017 ; « Rameau d'olivier » en 2018 ; « Source de paix » en 2019 et 2020), actent le renoncement consommé à la communauté de destin moyen-oriental, ancienne « profondeur stratégique » de l'ère Davutoğlu vis-à-vis de laquelle il s'agit de se retrancher dans le réduit anatolien. Seulement cette fois, cet objectif est poursuivi non par l'équilibre conventionnel de la Guerre froide et sa « pactomanie » de l'Otan (1952) au pacte de Bagdad (1955) mais par la neutralisation unilatérale de cet espace au moyen de bases avancées et par la formation d'un glacis protecteur pour mettre à l'abri les approches du pays et ses flux énergétiques. Ces opérations marquent ensuite l'inversement de l'autorité chargée de définir

---

<sup>191</sup> La lutte des Kurdes en Syrie s'est fait connaître du grand public en 2015, lors de la bataille de Kobanê, où la résistance acharnée des YPG (Unités de Protection du Peuple) et YPJ (unités de protection de la femme) contre Daesh a suscité un soutien mondial. Pour autant, la couverture médiatique a largement passé sous silence auprès du grand public l'objet de cette résistance : un projet politique basé sur le confédéralisme démocratique théorisé par Abdullah Öcalan, avec pour piliers la démocratie directe, l'émancipation des femmes, l'écologie, et l'inclusion de toutes les composantes ethniques et religieuses de la société. (<https://www.ritimo.org/Le-Rojava-une-alternative-démocratique-et-communaliste-au-nord-de-la-Syrie>) consulté le 29 juillet 2022.

<sup>192</sup> Vincent Touret, *Les interventions turques en Syrie depuis 2016. Une Kontrguerrilla devenue l'outil de la sécurité extérieure de l'Etat*, Institut de Stratégie Comparée, Stratégique, France, 2019/4 N° 124 p.55.

<sup>193</sup> Analyste "techno-opérationnelle" des conflits armés, qui consiste à évaluer l'impact des innovations doctrinales et capacitaires sur les appareils militaires, au niveau de leur structure de force et de leur montée en puissance.

les orientations de la sécurité nationale et de matérialiser le trait d'union entre l'État Républicain et la nation turque, toujours pensée comme « nation en arme » (*Millet-i Müsellaha*). Au contraire des interventions du siècle passé, impérieusement conseillées au pouvoir civil par l'institution militaire au travers du Conseil de Sécurité Nationale constitutionalisé en 1980, c'est désormais le pouvoir civil qui décide de l'ennemi et par voie de conséquence devient le responsable ultime de la doctrine et de la stratégie employée. »<sup>194</sup> (Touret, 2019).



195

Enfin, comme l'écrit Robert Anciaux, les printemps arabes et surtout la crise syrienne a grandement transformé la politique étrangère de la Turquie, faisant et défaisant ses alliances avec les pays membres de l'OTAN avec en tête les États-Unis, tout en se créant de nouvelles opportunités pour l'avenir, notamment avec la Russie de Vladimir Poutine comme nous allons le voir dans la dernière section de ce chapitre. Tout en multipliant les interventions à sa frontière principalement contre les groupes kurdes du PKK et de l'YPG, le gouvernement d'Erdoğan paye aussi les conséquences de ses ambitions en Syrie avec de nombreux revers sociaux, civils et économiques dont une présence accrue de réfugiés syriens sur son sol (en 2022, on compte près de 4 millions de réfugiés syriens en Turquie, dont l'âge moyen est de 22 ans. Cette présence est inégalement répartie en Turquie<sup>196</sup>). Un désavantage que le président turc use également

---

<sup>194</sup> Vincent Touret, « Les interventions turques en Syrie depuis 2016. Une Kontrguerilla devenue l'outil de la sécurité extérieure de l'Etat », Institut de Stratégie Comparée, *Revue Stratégique*, France, 2019/4 N° 124 p.56-57.

<sup>195</sup> Photo d'un char des forces turques et de leurs alliés syriens après la prise de contrôle de la ville kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, le 18 mars 2018 - OMAR HAJ KADOUR [AFP]

<sup>196</sup> <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/grand-reportage/les-refugies-syriens-pries-de-quitter-la-turquie-2151955> consulté le 29 juillet 2022.

comme un levier de menace politique lors de négociations cruciales face aux pays de l'Union Européenne, l'Allemagne en tête<sup>197</sup>.

Pour conclure, malgré le rapprochement avec la Russie, la Turquie reste dans un entre deux comme nous allons le voir et sa diplomatie reste « pour l'essentiel, dans une position purement réactive : l'aléatoire, les grands écarts diplomatiques, les postures velléitaires et les initiatives compensatoires constituent aujourd'hui les caractères principaux de la politique régionale et étrangère de la Turquie »<sup>198</sup> (Anciaux, 2017).

---

<sup>197</sup> <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210626-sommet-de-l-ue-le-sort-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s-syriens-en-turquie-de-retour-sur-la-table-des-n%C3%A9gociations> consulté le 29 juillet 2022.

<sup>198</sup> Robert Anciaux, *Turquie : Chapitre 3. Pouvoir et politique*, Monde arabe / Monde musulman, Boeck Supérieur, France, 2017, p.67.

*Section 2 : De l'eurasisme turc au rapprochement avec la Russie, le pari sur l'avenir de Recep Tayyip Erdoğan*

Avant de revenir sur le réel rapprochement russo-turc que l'on voit aujourd'hui, il faut s'attarder sur les prémices et les raisons intrinsèques à cette situation. Entre l'année 2015 et 2016 la Turquie se retrouve progressivement isolé suite à des choix politiques contradictoires comme l'explique Robert Anciaux : « Outre ses problèmes avec les voisins, la Turquie va aussi voir ses relations se dégrader avec les États-Unis et ses alliés occidentaux indisposés par sa complaisance manifestée à l'égard de groupes armés islamistes radicaux, dont l'Organisation de l'État islamique (EI), principales forces en lutte contre Bachar al-Assad. En juillet 2015, la Turquie fait un geste en direction de l'allié occidental en lui ouvrant sa base d'Incirlik et en annonçant des frappes contre l'EI. Mais elle l'indispose tout aussitôt en reprenant la lutte armée contre le PKK et en contrariant, dans sa hantise de prévenir la constitution d'une entité kurde syrienne autonome liée au PKK, la progression des YPG, principale force militaire terrestre alliée utilisée par les États-Unis dans leur lutte contre l'EI. Washington tempère, toutefois, sa mauvaise humeur dans la mesure où la Turquie demeure un allié géostratégique important dans son dispositif d'intervention moyen-oriental.

Dans le même contexte, les relations avec la Russie, alliée de Bachar al-Assad, sont au bord de la rupture après que la chasse turque eut abattu un bombardier russe en novembre 2015. » Le gouvernement turc va donc essayer de renouer de manière plus conséquente dans un premier temps avec ses voisins, ainsi « à partir de la mi-décembre 2015, la Turquie s'efforce-t-elle d'accélérer l'aboutissement des négociations avec Israël pour normaliser leurs relations, après que Tel-Aviv eut présenté, en mars 2013, ses excuses officielles pour l'arraisonnement du Mavi Marmara. » Mais il va aussi apporter son soutien univoque à l'Arabie Saoudite lors du déclenchement de la guerre au Yémen mais également dans le conflit opposant le Royaume à l'Iran. Enfin comme mentionné brièvement dans la section précédente, l'Etat turc va ouvrir avec l'Union Européenne des négociations portant sur le problèmes des réfugiés syriens venant de Turquie pour aboutir, le 18 mars 2016, à un accord au terme duquel la Turquie bloquerait à ses frontières le flux de réfugiés syriens en échange d'une aide de trois milliards d'euros, tandis que les Européens libéraliseraient le régime des visas pour les Turcs et rouvriraient le chapitre 17 (union économique et monétaire) des négociations d'adhésion.<sup>199</sup> (Anciaux, 2017).

---

<sup>199</sup> Robert Anciaux, *Turquie : Chapitre 3. Pouvoir et politique*, Monde arabe / Monde musulman, Boeck Supérieur, France, 2017, p.61.

Nous allons ainsi voir comment s'est construite cette relation russo-turque, dans quel sens elle est dans la lignée d'une politique eurasiste de la Turquie et pourquoi cela reste primordial aujourd'hui pour le pays. Tout d'abord, il faut un instant revenir aux bases idéologiques du rapprochement russo-turc, ainsi plus que d'une situation circonstancielle du fait de la situation en Syrie ou encore des relations de plus en plus compliquées qu'entretiennent les deux dirigeants, à savoir Recep Tayyip Erdoğan et Vladimir Poutine avec l'Occident, il y a des raisons socio-historiques remontant aux premières années de la République Turque et de l'Empire Soviétique à l'aube des années 1920.

Ce rapprochement a été réactivé à l'orée de l'apparition récente d'un courant politique en Russie tout d'abord, l'eurasisme tel qu'expliqué par Bayram Balci : « Depuis les réformes ottomanes du XIXe siècle et tout au long de la période républicaine, les débats intellectuels sur la place de la Turquie dans le monde ont toujours été polarisés vers trois centres de gravité géographiques : le monde arabo-musulman au Sud, l'Europe à l'Ouest et le monde turcique à l'Est. Ces trois directions ont été à l'origine de la production, respectivement, de trois discours géopolitiques : le panislamisme, l'occidentalisme et le panturquisme, dont les travaux de l'intellectuel turco-tatar de Russie, Yusuf Akçura, ont montré combien ils ont marqué le nationalisme turc. Toutefois, depuis la fin de la guerre froide, et plus particulièrement en parallèle du rapprochement entre la Turquie et la Russie, on assiste à l'émergence d'un quatrième courant géopolitique, l'eurasisme. Fort de ses racines ancrées dans l'histoire de la Turquie républicaine, il promeut le rapprochement entre la Turquie et la Russie, où ce courant rencontre également un réel écho.»<sup>200</sup> (Balci, 2019).

Ainsi, comme pour la Turquie, le XXème siècle a vu des changements sociétaux drastiques dans la société russe, de la fin de l'empire tsariste lors de la révolution d'octobre 1918 jusqu'à la chute de l'URSS en 1991, la Russie a été partagée par de nombreux sentiments et à jouer des rôles divers et variés sur la scène internationale. En effet, elle était tour à tour une grande puissance militaire et géopolitique durant la guerre froide la seconde guerre mondiale et la guerre froide, puis elle avait été réduite à l'état de puissance démantelé de ses éléments névralgiques (économie, production alimentaire, matières premières), notamment par son passage difficile à l'économie libérale et la grande instabilité politique sous l'ancien président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine (1991-1999). Toutefois, l'arrivée au pouvoir de

---

<sup>200</sup> Bayram Balci, *L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie*, IRIS éditions, Revue internationale et stratégique, France, 2019/4 N° 116, p.136.

Vladimir Poutine en 1999 et une certaine ouverture à l'occident à l'aube des années 2000 va remettre la Russie au centre de l'échiquier politique mondiale.

Par conséquent, durant toutes ces phases de transitions politiques significatives, plusieurs courants de pensées vont émerger par des penseurs russes influents, nous allons en retenir trois réellement significatifs et plutôt opposer idéologiquement.

Le premier de ces courants est celui des slavophiles. Selon ses adeptes, compte tenu des profondes racines chrétiennes orthodoxes ancrés dans l'histoire russe, le pays ne peut et ne doit se développer que seulement dans un strict cadre d'une fidélité absolue à l'orthodoxie en étant l'héritière de l'Empire byzantin.<sup>201</sup> Le slavophilisme est donc l'héritier d'un mouvement née dans les années 1830-1860 chez une intelligentsia très portée sur le courant du romantisme<sup>202</sup>, ainsi fondamentalement ce courant naît d'un rejet de l'occidentalisme de certains élites russes.<sup>203</sup>

Le second mouvement est à l'opposé, avec une certaine volonté d'intégrer totalement la Russie moderne à l'Europe tout entière que ce soit au niveau des valeurs morales et économiques avec une emphase pour le libéralisme politique et économique. Il y a donc une réelle volonté d'ouvrir idéologiquement la Russie avec l'Europe de l'Ouest.

Enfin, le troisième courant, le plus récent et le plus important à analyser pour comprendre la politique contemporaine de la Russie dans son voisinage et l'international, est l'eurasisme, expliqué par Bayram Balci : « Un troisième, davantage porté par des émigrés russes de la révolution bolchévique, considère que la Russie n'est pas un pays comme les autres, qu'elle ne se situe ni à l'Est ni à l'Ouest, et que la spécificité singulière de la civilisation russe lui intime de se penser en puissance eurasiatique. Avec le prince Troubetskoï comme principal chef de file, ce dernier courant se méfie de l'Europe et préfère imaginer à la Russie un destin proche à tous points de vue de la civilisation turco-mongole. Mis en sommeil pendant une bonne partie de la période soviétique, il a réémergé grâce à deux intellectuels soviétiques influents, Lev

---

<sup>201</sup> L'Empire byzantin ou Empire romain d'Orient désigne l'État apparu vers le IV<sup>e</sup> siècle dans la partie orientale de l'Empire romain, au moment où celui-ci se divise progressivement en deux. Il se caractérise par sa longévité : il puise ses origines dans la fondation même de Rome, et la datation de ses débuts change selon les critères choisis par chaque historien.

<sup>202</sup> Le romantisme est un mouvement littéraire et culturel européen qui se déploie dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les auteurs romantiques se libèrent des contraintes du classicisme et s'intéressent à leur « moi » et à l'histoire contemporaine.

<sup>203</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/Slavophilisme> consulté le 29 juillet 2022.

Goumiliov et, surtout, Alexandre Douguine<sup>204205</sup>, qui est depuis la fin de l'Union soviétique le géopoliticien de référence du courant eurasiste rénové, et qui considère lui aussi que la Russie ne peut être ni à l'Est ni l'Ouest. Pour certains, A. Douguine influencerait le pouvoir de Vladimir Poutine et disposerait même de réseaux dans divers cercles intellectuels hostiles à l'Occident en Turquie (...). Davantage que l'eurasisme des origines, il s'ancre dans un anti-occidentalisme plus virulent, porté par une Russie humiliée, rabaissée et encerclée par un Occident triomphaliste qui au début de la décennie 1990 jubilait d'avoir mis en échec le bloc communiste. Cette idée de réaction face à un Occident menaçant est cruciale si l'on veut comprendre l'eurasisme en Russie, mais aussi en Turquie, où il se développe depuis la fin de la guerre froide, et plus rapidement encore depuis que le pays, pourtant membre de l'OTAN, subit de plein fouet le pragmatisme court-termiste de ses alliés européens et états-unien dans la crise syrienne et moyen-orientale. En Russie comme en Turquie, c'est dans la réaction à l'Occident que prospère et se renforce ce courant eurasiste. »<sup>206</sup> (Balci, 2019).

Michel Bruneau prend un peu plus de recul sur le sujet et se questionne sur la nature véritable de l'eurasisme, qu'il soit un continent, un empire, une idéologie ou même éventuellement un projet. A cette fin, il part du principe qu'il faut inclure la Chine dans l'équation car elle participe activement au développement de ce courant : « Pourquoi s'intéresser aujourd'hui à la notion d'Eurasie, dont l'indétermination, le flou et un intérêt faible aux yeux de la plupart des géographes et des historiens francophones et occidentaux apparaissent dans leurs diverses tentatives de définition ? Deux phénomènes récents, des projets à la fois économiques et politiques, avancés par la Russie de Vladimir Poutine et la Chine de Xi Jinping, sont en train de donner corps à une vision et une réalité eurasiatiques, avec ou sans le terme. Ce sont d'une part l'Union économique eurasiatique (UEE) lancée en 2011 côté russe, d'autre part le projet « One Belt One Road » (OBOR) des nouvelles « routes de la soie » continentale et maritime,

---

<sup>204</sup> Alexandre Guelievitch Douguine (en russe : Александр Гельевич Дугин), né à Moscou le 7 janvier 1962, est un intellectuel et théoricien politique nationaliste russe. Il est l'auteur de nombreux essais. Il a mis sur pied le Parti national-bolchévique (PNB), puis le Front national-bolchévique et enfin le Parti Eurasie. Il a été le conseiller du président de la Douma d'État Guennadi Selezniou, ainsi que de Sergueï Narychkine, membre dirigeant du parti Russie unie, pour les questions stratégiques et géopolitiques. Il estime que la Russie est culturellement plus proche de l'Asie que de l'Europe. Sa théorie du néo-eurasisme et ses ouvrages de géopolitique en ont fait un intellectuel influent dans les cercles nationalistes et il est parfois considéré comme un des inspirateurs de la politique étrangère de Vladimir Poutine. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre\\_Douguine](https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_Douguine)) consulté le 29 juillet 2022.

<sup>205</sup> Œuvres majeures d'A. Douguine : *Fondamentaux de géopolitique* (1997), *La Révolution conservatrice russe*, Eurasia, vol. 2, 2006, *La grande guerre des continents*, Avatar Éditions, coll. « Les cahiers de la radicalité », 2006, *La Quatrième théorie politique : La Russie et les idées politiques au XXI<sup>e</sup> siècle*, Éditions Ars magna, 2012, *Vladimir Poutine, le pour et le contre : Ecrits eurasistes 2006-2016*, Éditions Ars magna, 2017.

<sup>206</sup> Bayram Balci, *L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie*, IRIS éditions, Revue internationale et stratégique, France, 2019/4 N° 116, p.137.

formulé, surtout à partir de 2013, côté chinois. Beaucoup d'articles et d'informations ont été publiés dans les médias du monde entier au cours des deux dernières années sur ces deux projets. Le terme d'Eurasie a une forte connotation idéologique nationaliste dans deux pays qui sont à la jonction des deux continents, la Turquie, et surtout la Russie où il existe depuis 1920 un courant de pensée eurasiste, réactivé après la dissolution de l'URSS dans les années 1990. En Chine, les dirigeants préfèrent se référer aux « routes de la soie » pour projeter le développement des échanges dans un espace qui englobe l'Asie, l'Europe et également une grande partie de l'Afrique. »<sup>207</sup>

Ce courant et ce constat eurasiste est donc également de plus en plus présent en Turquie pour cette raison, de réaction à l'occident et à la volonté qu'ont ces pays de retourner à leurs propres espaces vitaux respectifs.<sup>208</sup> Par conséquent, il est primordial de mentionner le pendant turc de l'eurasisme, *l'ulusalcilik* : « En Turquie, ce phénomène, qui a de nombreuses caractéristiques communes avec le cas russe, avec notamment un fort accent anti-occidentaliste, est plus récent. Il apparaît nettement à la fin de la guerre froide, mais puise en réalité ses racines, de façon réinterprétative, aux premiers temps de la République de Mustafa Kemal Atatürk. Hétéroclite, il agglomère divers cercles idéologiques en principe irréconciliables : des maoïstes, des socialistes, des nationalistes et des islamistes, réunis par le mépris de l'Occident. En effet, l'ancien *Işçi Partisi* (Parti ouvrier, maoïste), devenu *Vatan Partisi* (Parti de la nation) du célèbre Dogu Perinçek, des cercles de hauts gradés de l'armée qui préconisent que la Turquie se détourne de l'Occident pour se rapprocher de la Russie, et certains intellectuels comme Erol Manisali, Suat Ilhan, Yildiz Sertel et Halit Kakinç, entre autres, sont de fervents disciples et chefs de file de ce courant hostile à l'Europe et aux États-Unis, considérés comme dangereux pour les intérêts de la Turquie. Ils accusent notamment la première d'avoir, dans le processus de négociation d'adhésion à l'Union européenne (UE), dénaturé la Turquie et encouragé la montée de l'islamisme et du nationalisme kurde, les deux « fléaux » qui menaceraient aujourd'hui les fondements de la République. Au-delà du courant eurasiste, on trouve dans chaque parti politique des tendances plus ou moins significatives qui préconisent, depuis la fin

---

<sup>207</sup> Michel Bruneau, *L'eurasie, un impensé de la géographie : continent, empire, idéologie ou projet ?* Belin, L'Espace géographique, France, 2018/1 Tome 47, p. 1-2.

<sup>208</sup> L'espace vital est le territoire interdit à un membre de la même espèce. La distance entre deux individus est nommée distance relationnelle. Cette dernière varie en fonction du degré d'affectivité liant les individus. Ce territoire se construit chez chaque individu au cours de leur jeunesse. Le site en ligne du dictionnaire Larousse présente ce terme comme un calque du mot allemand Lebensraum (créé par Friedrich Ratzel vers la fin du XIXe siècle) se basant sur une théorie nationaliste selon laquelle « tout territoire nécessaire à l'expansion démographique et aux besoins économiques d'un État doit lui être rattaché » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Espace\\_vital](https://fr.wikipedia.org/wiki/Espace_vital)) consulté le 30 juillet 2022.



de la guerre froide, un changement de cap au profit de la Russie, alors que les relations avaient été difficiles entre Ottomans et Russes, puis entre Turcs et Soviétiques. »<sup>209</sup> (Balci, 2019).



Mais malgré les fondements socio-historiques des deux Etats, il est légitime de poser la question d'un tel rapprochement si important et en si peu de temps. En effet, il ne faut pas oublier que le président turc n'a jamais été proche des thèses eurasistes durant ses deux premiers mandats de pouvoir avec l'AKP, entre 2002 et 2011, et ce, malgré une jeunesse islamiste marquée par son allégeance à Necmettin Erbakan, père historique de l'islam politique turc et fervent opposant à l'Occident, tel qu'expliqué en détails dans la première partie. « Au contraire, au pouvoir, il se montra d'abord pro-européen, réformateur, libéral, auteur de multiples initiatives législatives qui ont amélioré le sort des minorités et des exclus et marginalisés du système politique turc. Alors que son pouvoir actuel repose en partie sur la bonne entente avec les cercles militaires hostiles à l'Occident, Recep Tayyip Erdoğanne montrait aucune sympathie pour ces courants qui sont devenus ses alliés. Dès lors faut-il s'interroger sur les bouleversements politiques et géopolitiques en Turquie et dans la région, qui expliquent en grande partie la conversion de R. T. Erdoğan à l'eurasisme. Car il s'agit bien d'un changement de doctrine, plus qu'une montée en puissance du courant eurasiste. Ainsi, comme nous l'avons esquissé précédemment, la crise syrienne a joué un rôle prépondérant. Que ce soit sur la vie civile et politique avec de nombreux

---

<sup>209</sup> Bayram Balci, *L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie*, IRIS éditions, Revue internationale et stratégique, France, 2019/4 N° 116, p.137-138.

<sup>210</sup> Les présidents russe et turc lors d'une précédente rencontre sur la Syrie © AFP - Service de la présidence turque.

bouleversements, avec la crise des réfugiés, une opinion publique de plus en plus hostile à une intervention en Syrie, et l'impression chez le pouvoir turc d'avoir « été contraint de rejoindre la coalition ouvertement opposée à Bachar Al-Assad – qui fut son allié avant la guerre civile – pour se retrouver en première ligne et désormais abandonné par ses alliés pour gérer seul les conséquences. D'autant plus qu'à partir de l'été 2013, le conflit syrien dégénère et engendre deux phénomènes qui vont s'amplifier : l'émergence du facteur kurde et la montée en puissance de l'État islamique (Daech). »<sup>211</sup> (Balci, 2019).

Toutes ces conséquences non prévues par le pouvoir turc, de la guerre syrienne, a totalement changé les plans de la diplomatie turque et elle s'est vu jonglé entre plusieurs conflits, la réémergence de la question kurde en premier lieu et étant la plus délicate. La Russie entre officiellement en jeu en septembre 2015 avec des frappes stratégiques sur des positions de l'Etat Islamique<sup>212</sup> suite à cela des tensions déjà vives vont s'accroître du côté russo-turc lorsqu'un avion chasseur-bombardier Sukhoï Su-24 est abattu par deux F-16 turcs le 24 novembre 2015, avant de s'écraser en Syrie. Un pilote sera mort, tandis que l'autre sera récupéré vivant.<sup>213</sup> Malgré cela, la Turquie va peu à peu se reprocher sur fond avec la Russie de dossier syrien et le courant eurasiste sera favorisé également par des événements nationaux, le plus important étant la tentative de putsch raté à l'encontre de l'administration de Recep Tayyip Erdoğan le 15 juillet 2016. Ainsi, malgré une année 2016 très mouvementée avec le coup d'état raté qui va considérablement changer la société turque et ses relations extérieures (cf. la section 2) mais aussi l'assassinat d'Andreï Karlov, ambassadeur de Russie en Turquie, le 19 décembre 2016 par Mevlüt Mert Altıntaş (un policier nationaliste islamiste)<sup>214</sup>, les relations russo-turcs n'en seront pas plus perturbées, au contraire. En effet, le gouvernement russe exprime clairement qu'il n'accuse pas le gouvernement turc et qu'il considère cette action comme une tentative de

---

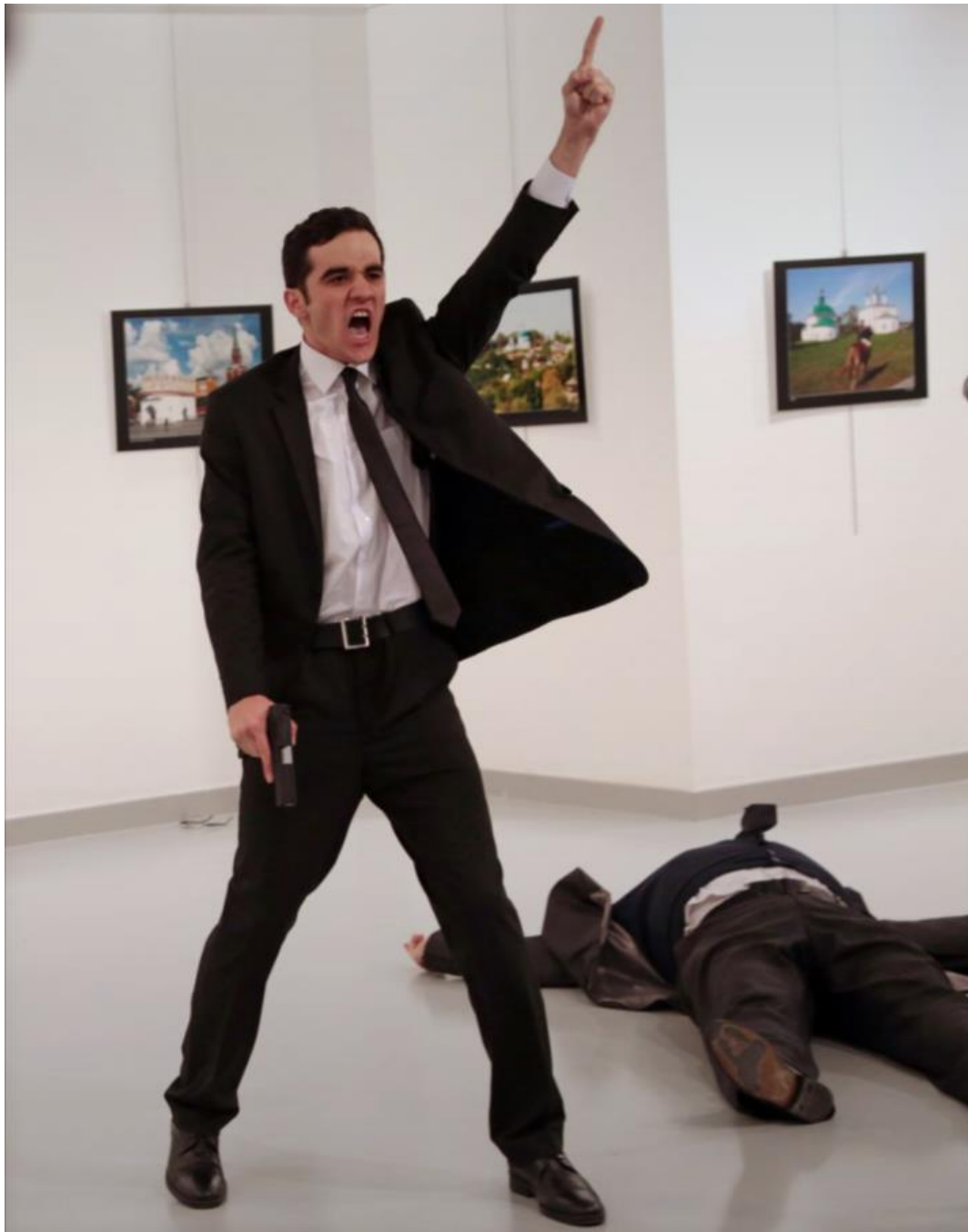
<sup>211</sup> Bayram Balci, « *L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie* », *Revue internationale et stratégique*, France, 2019/4 N° 116, p.140-141.

<sup>212</sup> L'intervention militaire de la Russie en Syrie a lieu durant la guerre civile syrienne et voit le déploiement à partir du 30 septembre 2015 de forces de l'armée russe en soutien à l'armée syrienne. Elle répond à la demande officielle du président syrien Bachar el-Assad d'« aide militaire », en date du 30 septembre 2015, auprès de la Russie. Le jour même, le Conseil de la fédération de Russie approuve l'appel du président de la Russie, Vladimir Poutine, pour permettre l'utilisation des forces armées russes à l'étranger, et débute par des bombardements contre des « terroristes ». ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention\\_militaire\\_de\\_la\\_Russie\\_en\\_Syrie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention_militaire_de_la_Russie_en_Syrie)) consulté le 1<sup>er</sup> aout 2022.

<sup>213</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-turquie-abat-un-avion-de-chasse-su-24-russe\\_1739842.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-turquie-abat-un-avion-de-chasse-su-24-russe_1739842.html) consulté le 1er aout 2022.

<sup>214</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Assassinat\\_d%27Andre%C3%AF\\_Karlov](https://fr.wikipedia.org/wiki/Assassinat_d%27Andre%C3%AF_Karlov) consulté le 1<sup>er</sup> aout 2022.

déstabilisation des relations bilatérales. Plusieurs politiciens russes accusent même les Occidentaux d'être derrière le meurtre.<sup>215</sup>



Ce renouvellement d'alliances de la Turquie a permis un rapprochement beaucoup plus inattendu, celui avec l'Iran depuis quelques années, une relation turco-iranienne qu'il faut

<sup>215</sup> « *Quel est l'impact de l'assassinat d'Andreï Karlov sur la Turquie et la Russie ?* » sur huffpostmaghreb.com, 20 décembre 2016. (Consulté le 13 juillet 2022).

<sup>216</sup> Burhan Ozbilici, « *An Assassination in Turkey* », sur worldpressphoto.org, 13 février 2017 (consulté le 14 juillet 2022). Le 13 février 2017, la photo — intitulée « Un assassinat en Turquie » — reçoit le prestigieux prix *World Press Photo of the Year*, le jury récompensant la capacité du photographe à avoir été là au bon moment et à n'avoir pas hésité à prendre un risque face à un fanatique armé pour saisir une scène. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Assassinat\\_d%27Andre%C3%AF\\_Karlov](https://fr.wikipedia.org/wiki/Assassinat_d%27Andre%C3%AF_Karlov))

appréhender comme une approche tripartite. Un triangle russo-turco-iranien, tel que défini par Michel Duclos<sup>217</sup> pour trois raisons distinctes.

La première est du fait de la durée très longue du conflit syrien, qui n'est officiellement pas totalement terminée. Un conflit qui a attiré les trois anciens empires avec pourtant dès le départ des objectifs différents mais dont la vision sur le long terme a permis de trouver une entente lors du processus d'Astana<sup>218</sup>.

La seconde raison est l'opposition historique de l'Orient et de l'Occident, symbolisé par un autre triangle dans la région, à savoir Israël, des États-Unis, de certains États du Golfe (Arabie saoudite et Émirats arabes unis). L'objectif de cet axe selon Duclos serait de contenir l'influence de l'Iran et par extension de l'islam politique version « Frères Musulmans » strictement dans la zone géographique de l'état iranien. Une vision de l'islam politique que défend Recep Tayyip Erdoğan sous certains aspects. Mais il n'est pas question d'être binaire ici, en effet il souligne lui-même que de nombreux états opposés à travers ces triangles comme la Turquie et les États-Unis, ont pourtant des alliances de importantes et non pas seulement de circonstances.

Enfin, la troisième raison est sûrement la plus intéressante à analyser des raisons provient du statut historique qu'entretiennent les trois puissances, à savoir une volonté « revanchiste » animé par un certain degré de ressentiment anti-occidental selon Duclos. Ainsi que ce soit par l'anti-américanisme du régime des gardiens de la révolution islamique iranienne<sup>219</sup> ou les gouvernements successifs de Vladimir Poutine ou encore renforcé politiquement par Recep Tayyip Erdoğan ces dernières années, il est présent.<sup>220</sup> (Duclos, 2021).

---

<sup>217</sup> Michel Duclos est diplomate. Directeur-adjoint du Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires étrangères de 1984 à 1987, il a été ambassadeur au COPS à Bruxelles de 2000 à 2002, puis représentant permanent-adjoint de la France auprès des Nations Unies de 2002 à 2006, Ambassadeur en Syrie de 2006 à 2009, il est conseiller diplomatique du Ministre de l'Intérieur de 2009 à 2012, puis Ambassadeur en Suisse de 2012 à 2014.

<sup>218</sup> L'accord d'Astana est un traité signé le 4 mai 2017 par la Russie, l'Iran et la Turquie et portant sur la création de quatre zones de cessez-le-feu dans le pays. Ces dernières sont le fruit de ces séries de négociations. Le texte n'a été ratifié ni par le régime syrien, ni par l'opposition en exil. Ces zones sont situées à Damas (Ghouta orientale), Deraa, Rastane et Idleb. Les trois premières zones ont cependant été reprises par les loyalistes en 2018. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Processus\\_d%27Astana](https://fr.wikipedia.org/wiki/Processus_d%27Astana)) consulté le 2 aout 2022.

<sup>219</sup> Le corps des Gardiens de la révolution islamique (en persan : سپاه پاسداران انقلاب اسلامی, Sepâh-e Pâsdârân-e Enghelâb-e Eslâmi), souvent appelé Gardiens de la Révolution (abrégé GRI ou IRG pour Islamic Revolutionary Guards) ou Sepâh-e Pâsdârân — fréquemment abrégé en Pasdaran —, est une organisation paramilitaire de la République islamique d'Iran dépendant directement du Guide de la révolution, le chef de l'État iranien. Elle est créée le 22 avril 1979, quelques semaines après la révolution islamique d'Iran survenue du 7 janvier 1978 au 11 février 1979.

<sup>220</sup> Michel Duclos, *Le triangle : Turquie, Russie, Iran*, Commentaire SA, Commentaire, France, 2021/3 N° 175, p.513-514.

Cette relation tripartite est toujours d'actualité en 2022 lors de l'invasion russe en Ukraine en cours depuis le 24 février 2022<sup>221</sup>. En effet, la diplomatie turque est protagoniste de ce conflit, et tout comme l'Iran dans une moindre mesure qui a progressivement essayé d'imposer une image d'état médiateur entre l'Ukraine de Volodymyr Zelensky et la Russie de Vladimir Poutine. En effet, tandis que l'Europe et les États-Unis ont uni leurs forces pour dénoncer l'invasion russe et ont continué à envoyer des armes et une aide économique à l'Ukraine, d'autres pays, comme la Turquie ou l'Iran, se sont progressivement imposés comme des États qui tentent de jouer un rôle de médiateur entre la Russie et l'Ukraine afin de donner l'image internationale d'un "pays fiable". Dans le cas de la Turquie, son rôle est encore plus prépondérant, selon certains observateurs, cela serait le véritable troisième état de ce conflit qui permettrait une désescalade. Le gouvernement comme à son habitude joue sur plusieurs tableaux, une vision géopolitique compliqué à appréhender, même pour ses partenaires. D'une part, elle a condamné dès le départ les actions de la Russie en Ukraine, mais en même temps, elle a refusé de participer aux sanctions imposées à la Russie par l'Occident, même en tant que membre de l'OTAN. Le même rôle qu'elle essaye de jouer avec Israël et la Palestine avec des relations qui étaient très chancelante depuis l'affaire du Mavi-Marmara et la crise syrienne. Néanmoins, fidèle à sa politique Ankara a annoncé le rétablissement total des relations diplomatiques avec Tel-Aviv en août 2022, une normalisation des relations confirmées par le Premier ministre israélien, Yaïr Lapid, l'accord inclut le retour des ambassadeurs et consuls respectifs afin de rétablir une « représentation diplomatique totale » entre les pays.<sup>222</sup>



223

<sup>221</sup> L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, aussi appelée guerre russo-ukrainienne de 2022 ou — de façon réductrice — guerre d'Ukraine, est une campagne militaire déclenchée le 24 février 2022 sur ordre du président russe Vladimir Poutine. Elle intervient huit ans après le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, née de l'opposition russe au mouvement Euromaïdan de 2013-2014, qui avait été suivi de l'annexion russe de la Crimée et de la guerre du Donbass (régions principalement russophone et russophile) à partir du printemps 2014. Plus généralement, la guerre a également été déclenchée suite au rapprochement des frontières ottomanes vers Moscou par les pays baltes et l'Ukraine principalement.

<sup>222</sup> «Turquie-Israël : la normalisation après une décennie en eaux troubles» sur [lorientlejour.com](http://lorientlejour.com), 17 août 2022. (Consulté le 20 août 2022).

<sup>223</sup> Le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu, à droite, et son homologue israélien, Yaïr Lapid, lors d'une conférence de presse à Ankara, le 23 juin 2022. Ozan Kose/AFP

Dans un retour à la politique initiale de l'AKP avec Israël et afin de rompre son isolement géopolitique, notamment dans le cadre du réagencement stratégique et des alliances émergentes suite aux accords d'Abraham signés entre Israël et plusieurs pays arabes, Ankara tente de se rapprocher de certaines capitales régionales comme Riyad, Le Caire ou Abou Dhabi. Le rétablissement des liens avec Tel-Aviv permettrait de parfaire cette posture régionale, tout en maintenant un discours de défense des droits des Palestiniens.



224

Alba Sanz du site internet *Atalyar –entre deux rives-* exprime bien cette donne diplomatique : « Le poids de la mer Noire, ainsi que la position géostratégique de la Turquie et ses liens commerciaux avec Moscou et Kiev, en plus des intérêts communs avec la Russie dans des pays comme la Syrie, sont essentiels pour comprendre le rôle de la Turquie en tant qu'agent diplomatique. Avec cette stratégie, diplomatiquement similaire à celle d'autres pays comme la Chine, la Turquie tente de se frayer un chemin vers la réalisation des ambitions de son président, Recep Tayyip Erdoğan, qui cherche à faire de la Turquie une puissance régionale, malgré les crises internes qu'elle traverse. La Turquie veut donc affirmer sa présence sans se positionner

---

<sup>224</sup> Le président russe Vladimir Poutine, le président iranien Ebrahim Raïssi et le président turc Recep Tayyip Erdogan se saluent devant une réunion des dirigeants des trois États garants du processus d'Astana, destiné à trouver un règlement pacifique à la crise syrienne, à Téhéran, en Iran, le 19 juillet 2022. via REUTERS - WANA NEWS AGENCY

de manière fiable d'un côté ou de l'autre. Cette situation a conduit l'Ukraine et la Russie à accepter d'organiser des réunions avec la Turquie dans l'intention de connaître les intérêts de chacun, bien que rien n'ait été convenu officiellement.»<sup>225</sup>

En effet, il faut rappeler que la Turquie a joué un rôle actif du conflit lors de la vente de ses drones armés *Bayraktar*, aussi surnommé le TB2. Les premières livraisons de TB2 à l'Ukraine remontent en effet au mois de janvier 2019, où les forces armées ukrainiennes acquièrent six drones turcs pour un prix six fois inférieur au drone américain *Reaper*.<sup>226</sup> Ces engins ont eu un fort succès dernièrement en Syrie, Libye ou encore de manière significative lors du conflit du Haut-Karabagh impliquant l'Arménie et l'Azerbaïdjan (soutenue par l'Etat turc). Très efficace, ils ont permis à l'armée ukrainienne de neutraliser tour à tour des hélicoptères, des avions de combat au sol ou encore des convois de véhicules blindés russes.

Tel que résumé par Emile Bouvier du site internet *Les clés du Moyen Orient* la vente des drones TB2 et leur succès fait partie intégrante de la stratégie d'Ankara : « Ces drones constituent en effet un outil diplomatique puissant pour la Turquie mais qui, aujourd'hui, complique l'équilibre que tente d'entretenir Ankara à l'égard de Moscou et de Kiev : si les drones représentent un axe majeur du rapprochement stratégique entre la Turquie et l'Ukraine, qui devait d'ailleurs fournir à la Turquie les nouveaux moteurs des TB2, ils contrarient par ailleurs fortement la Russie qui a dénoncé, à plusieurs reprises, la livraison de ces drones aux forces ukrainiennes. » Cette histoire de drone constitue également une épine dans le pied d'Ankara dans ses relations avec Moscou « Les autorités turques, soucieuses de ménager Moscou, essaient en effet de se désolidariser des ventes de drones en affirmant que ces dernières ne constituent pas une vente gouvernementale mais une transaction réalisée par une entreprise privée, soulignant par ailleurs que ces livraisons avaient été prévues bien avant le déclenchement de la guerre. Le 31 mai 2022, le Ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu affirmait encore que « personne ne devrait être outré par la vente de drones à l'Ukraine. C'est juste du commerce » »<sup>227</sup>

---

<sup>225</sup> <https://atalayar.com/fr/content/le-rapprochement-egypte-turquie-saffaiblit> consulté le 2 aout 2022.

<sup>226</sup> <https://www.newyorker.com/magazine/2022/05/16/the-turkish-drone-that-changed-the-nature-of-warfare> consulté le 4 aout 2022.

<sup>227</sup> <https://www.lescledumoyenorient.com/Les-drones-turcs-en-Ukraine-un-succes-aux-forts-enjeux-diplomatiques> consulté le 4 aout 2022.

Pour conclure sur les relations russo-turques et l'émergence importante du courant eurasiste dans la diplomatie turque, il est indéniable que cela est toujours d'actualité à mesure que la politique étrangère turque se diversifie lors de conflits majeurs tel que la guerre en Ukraine pour ne citer que celui-ci.

Comme nous l'avons vu, cette entente vient donc de plusieurs facteurs, certains de circonstances tel que la crise syrienne s'étant rallongé ou encore les mésententes avec l'OTAN et ouvrant un rapprochement significatif avec notamment l'Iran. Isabelle Facon<sup>228</sup> résume ainsi : « la bonne alchimie personnelle entre les deux présidents joue son rôle. Poutine et Erdoğan sont tous deux adeptes du franc-parler, et le présentent comme un atout dans les relations interétatiques, permettant de dépasser des différends et des blocages. De fait, à chaque fois que les divergences que vous mentionnez dans votre question, auxquelles on peut ajouter celles sur la Libye, ont menacé d'atteindre le point de crise, les deux chefs d'État se sont rencontrés ou se sont parlé, trouvant un accord pour le dépasser tout en prenant acte des désaccords persistants. »

Mais il y a aussi le facteur presque répulsif de l'Occident qui s'est installé ces dernières années, un facteur qui les fait converger dans leur rapprochement : « À tort ou à raison, et avec évidemment des contextes historiques très différents, les deux pays considèrent que l'Occident a refusé leur volonté de rapprochement, d'intégration. Ils estiment aussi que les partenaires occidentaux ont ignoré leurs intérêts de sécurité tels qu'eux les conçoivent – par exemple sur la question kurde pour la Turquie, l'élargissement de l'Otan pour la Russie. »

Ainsi, ce qui travaille cette alliance plus que tout est véritablement cette volonté de la part des deux dirigeants de modifier quelque peu l'ordre international, tout du moins dans son fonctionnement qui serait occidental-centré, idée qui s'est exprimé lors de la crise syrienne notamment mais pas seulement. En effet, malgré le différend entre les deux hommes – notamment sur la Syrie, la Libye et le conflit arméno-azéri ou l'Ukraine actuellement– et leurs deux géopolitiques – panturquisme pour l'un, panrussisme pour l'autre –, Erdoğan et Poutine ont toujours fini par s'entendre, que ce soit sur le dos des Européens (UE) ou des Américains.

---

<sup>228</sup> Isabelle Facon est spécialiste de la défense russe, aborde les relations complexes entre ces deux États qui, malgré des intérêts souvent divergents, nourrissent leur amitié pour garantir leur puissance face à l'Occident. Elle est directrice adjointe de la Fondation pour la recherche stratégique. Spécialiste des politiques étrangères et de défense russe, elle dirige le séminaire «*Géopolitique de l'Eurasie*» à l'école Polytechnique. Elle a dirigé l'ouvrage *Russie-Turquie. Un défi à l'Occident*, Ed. Passés Composés, avril 2022.



Enfin, à Isabelle Facon de préciser que ce qui les différencie sont leurs postures sur un sujet, notamment la posture anti-occidentale qui est n'est pas de la même teneur pour les deux Etats. « Mais la posture anti-occidentale est clairement plus «massive», plus structurelle dans le cas de la Russie (qui se voit en puissance globale) que dans celui de la Turquie (qui veut étendre son influence mais à différentes échelles régionales). Ainsi, si pour la Russie on est sur des questions de principe, de vision du monde, pour la Turquie, on est dans quelque chose de probablement plus conjoncturel, de plus fluide car plus «négociable», et cela peut constituer une fragilité dans la relation bilatérale. C'est peut-être pour cela que les Russes se sont attachés, au cours de la dernière décennie, à entraîner la Turquie dans des coopérations économiques qui ont une portée stratégique, qui créent de la dépendance à long terme (nucléaire, énergie...). »<sup>229</sup>

Finalement, ce qui distingue la Turquie de la Russie sur l'échiquier des relations internationales provient du caractère mouvant, très fluctuant de l'Etat turc lui permettant de multiplier les alliances mais aussi le risquant à être très imprévisible et difficile à saisir pour les différents acteurs.

---

<sup>229</sup> <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/les-tensions-avec-les-occidentaux-poussent-la-russie-et-la-turquie-a-cooperer> consulté le 5 août 2022.

## CONCLUSION

Pour conclure sur ce travail de recherche, voici les limites et les apports sur la question posée au départ par le mémoire, à savoir la suivante :

**Forte de son histoire complexe, comment la Turquie moderne s'est imposée en tant qu'acteur régional majeur ces vingt dernières années ?**

Les réponses sont multiples et surtout les recherches entreprises dans ce travail ont permis de comprendre que le résultat aujourd'hui dépend beaucoup de l'histoire turque, la politique, la géographie, la culture, la géopolitique ont eu un poids sur l'état actuel de la Turquie. Mais des points aveugles existent bel et bien, principalement par manque de temps : d'une part, il aurait été intéressant de pouvoir mener à bien les différents entretiens programmés notamment avec des politologues experts de la Turquie et de la géostratégie, cela aurait été un apport non négligeable à la précision du travail de recherche. Puis d'autre part, avec le recul permis par la relecture, il manque sûrement un travail de fond sur un questionnement plus en profondeur de la notion de soft power théorisé par Joseph Nye, une version plus actuelle de ce concept aurait mérité d'être questionné pour accompagner l'exercice.

Il a été très intéressant et stimulant intellectuellement de faire une rétrospective de l'histoire de la Turquie, notamment politique en amont des recherches pour le mémoire. En effet, analyser l'histoire turque depuis l'Empire ottoman jusqu'à la Turquie contemporaine de l'AKP en passant par la naissance de la République turque au début du XXème siècle a permis de comprendre que les dirigeants actuels de l'Etat turc se basent sur un processus historique mettant en lien plusieurs domaines, politique, géographique, culturel, social.

Mais l'élément pouvant être central afin d'aider à la compréhension de la politique turque est véritablement la question géographique, tendant vers la géopolitique, c'est la spécificité turque, leur emplacement. Ainsi, déjà à l'époque ottomane, les Sultans jettent sur l'eau une marine qui défie l'Occident. Quatre siècles durant, elle défend l'unité de l'empire et assure la protection de son cœur politique : Constantinople et les détroits. Toute la stratégie navale ottomane repose sur la maîtrise de la mer Égée, trait d'union de l'Anatolie aux Balkans.

Jusqu'à la parenthèse kémaliste comme l'explique Tancredi Jossieran : « Au lendemain de la première guerre mondiale, Mustapha Kemal (1881-1938) répudie la théocratie et proclame la République. Sous le triptyque État-nation, État-laïc, État-unitaire, jaillit un nouveau pays compact et homogène. Réduit au bastion anatolien, l'État national d'Atatürk s'enracine dans la terre, la mer trop fluide lui reste étrangère. Un siècle plus tard, nouvelle rupture, Recep Tayyip Erdoğan tourne la page du kémalisme. Trop longtemps, juge le président islamo-conservateur, la Turquie a vécu autiste. Prisonnière de la geôle de l'État-national, elle s'est coupée de son voisinage naturel. La Méditerranée, ouvre une fenêtre sur le monde mais aussi sur un futur qui s'écrit au passé : l'héritage ottoman. »<sup>230</sup>

Cette volonté de s'ancrer dans une modernité politique tout en se retournant vers un passé prestigieux occulté pendant quelque temps est au cœur de la stratégie politique d'Ankara dans ce début du XXI<sup>e</sup> siècle comme nous l'avons vu dans la première partie. Rappelons ces mots d'Ahmet Davutoğlu, le maître à proprement parler du néo-ottomanisme, l'influent intellectuel derrière le renouveau géostratégique de l'État turc : « La colonne vertébrale balkano-anatolienne, axe Bosphore-Istanbul, fait de l'État ottoman un État eurasiatique, au nord le Khanat de Crimée, au sud l'Égypte [et l'Afrique du Nord], servent de flanc et lui procurent la profondeur stratégique. »<sup>231</sup>

Comme nous l'avons démontré en amont, cet homme politique de formation universitaire pense les relations internationales et la géostratégie de son pays en termes de système. C'est-à-dire d'éléments qui interagissent entre eux : civilisation, histoire, richesses, démographie, ressources naturelles, contraintes géographiques. Un système produit de la synergie et cette tension génère de la puissance. Le système dans l'esprit de Davutoğlu, porte un nom : Profondeur stratégique (*Stratejik derinlik*). La profondeur géographique permet d'acquérir un espace plus large qui sert de glacis protecteur et permet d'atténuer les coups adverses. La maîtrise des mers accompagne la réalisation de ce grand dessin. Même si le renvoi d'Ahmet Davutoğlu, en 2016, par Erdoğan, acte la fin du néo-ottomanisme dans sa version la plus prosélyte, l'idée de profondeur stratégique continue à infuser.<sup>232</sup>

Par ailleurs, ce fut l'occasion d'explorer en profondeur le personnage de Fetullah Gülen, nébuleux et complexe, il était intéressant de noter qu'il est intimement lié à Recep Tayyip

---

<sup>230</sup> Tancredi Jossieran, *La Turquie et la méditerranée. Une relation houleuse*, Institut de Stratégie Comparée, « Stratégique », Paris, 2019/4 N° 124, p.71-72.

<sup>231</sup> Ahmet Davutoğlu, *Stratejik Derinlik, [La profondeur stratégique]*, Küre Yayınları, Istanbul, 2002, p. 207.

<sup>232</sup> Ibid., p. 77-78.

Erdoğan politiquement. En effet, leurs trajectoires se sont croisées plus d'une fois dans l'expansion de la Turquie notamment dans les années 1990 où par le biais de son mouvement *Hizmet*, Gülen a beaucoup participé à l'élargissement du soft power religieux turc dans les républiques centrasiatiques principalement avec ses écoles et universités musulmanes promues par l'Etat turc. Une promotion de l'islam turc qui a fonctionné un certain temps avant d'être limitée dans son approche à l'orée de la montée du terrorisme islamique. En outre, la société turque a été le théâtre suite à de nombreuses affaires retentissantes (*Ergenekon* principalement) de la scission véritablement politique et au grand jour de Recep Tayyip Erdoğan et de Fetullah Gülen. Ces procès ont eu une telle importance dans la société civile qu'elle a vu l'alliance de kémalistes et d'islamo conservateurs contre l'organisation de Gülen. Une alliance qui sera de courte durée car en effet la purge politique et médiatique qui a suivi le putsch raté du 15 juillet 2016 a grandement bouleversé la société turque.

Dans un autre registre, l'analyse du *soft power* dans sa définition classique de « pouvoir doux » pris par le concept « brut » du professeur américain Joseph Nye a permis une plus large compréhension des enjeux économico culturels des relations internationales aujourd'hui. En Turquie cela se traduit par une production quasi industrielle des séries télévisées depuis une quinzaine d'années et piochant dans tous les genres à succès (drame, comédie, action, etc.). L'objectif affiché par l'état conservateur turc est d'utiliser ce succès grandissant à plusieurs centaines de millions de téléspectateurs à travers le monde (second exportateur mondial après les États-Unis) pour développer et propager une certaine image et des valeurs de la société turque facilitant le rayonnement du pays à l'international. Un atout non négligeable de leur politique extérieure.

Enfin, la dernière partie a été l'occasion de rechercher, d'expliquer et d'analyser profondément la métamorphose politique de l'Etat turc sur le terrain des relations internationales. Après une décennie marquée par une volonté de séduire les pays européens notamment dans un possible processus d'adhésion à l'Union Européenne, mais aussi selon la politique de profondeur stratégique d'Ahmet Davutoğlu avec un regard appuyé vers les anciennes attaches « naturelles » de l'empire ottoman en Asie, Europe de l'Est et en Afrique, la stratégie évolue. Dès les printemps arabes notamment en Egypte et en Libye mais surtout en Syrie, le gouvernement d'Erdoğan décide d'être beaucoup plus interventionniste et protecteur de ses intérêts. Ce qui a été le cas notamment en Libye avec la tribu des *Misratas* mais encore une fois surtout en Syrie lorsque l'intervention turque que ce soit avec la coalition occidentale, certaines

accointances avec l'état islamique, ou encore contre les forces kurdes a été la plus importante. Marqué par la crise syrienne, avec plus de trois millions de réfugiés, la société turque était très partagée face à l'interventionnisme de son armée et surtout elle a été durablement touchée. Finalement cet évènement majeur de la géopolitique a eu un effet durable sur les relations internationales et le réalignement des alliances des différentes puissances. En effet, à la faveur de l'adoption des thèses eurasiste par le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan et d'un sentiment de méfiance commun à l'égard de l'occident, un rapprochement significatif est effectué avec la Russie de Vladimir Poutine. Il est aussi bien économique avec l'augmentation de la production du gazoduc Blue Stream dont l'exploitation commerciale a commencé en 2003, mais aussi et surtout géopolitique avec des accords tacites et de nombreuses réunions concernant le conflit syrien et plus récemment la guerre russo-ukrainienne commencée en février 2022. Un conflit pour lequel Ankara essaie de jouer le rôle de médiateur tout en donnant des gages au camp russe mais aussi atlantiste.

Le gouvernement d'Erdoğan joue donc sa partition favorite, à savoir celle de privilégier avant tout ses intérêts économiques et politiques tout en multipliant les alliances stratégiques lui permettant de montrer son importance fondamentale en tant qu'acteur régional de premier plan.

Finalement les particularités historiques et géographique de la Turquie constituent les fondements de sa stratégie internationale, elle peut invoquer quatre héritages : turco-mongol, ottoman, kémaliste et islamiste. C'est fort de ces quatre identités que la diplomatie de l'Etat turc se positionne sur l'échiquier mondial. Ainsi à la faveur de défendre ses intérêts coûte que coûte, la pensée stratégique turque considère aujourd'hui les notions d'alliances ou d'ennemis comme dépassées, et estime qu'il faut pouvoir parler avec tous les acteurs, les affronter sur certains points tout en pouvant coopérer sur d'autres.

## ANNEXE

### Bibliographie

#### Ouvrages

BALCI (Bayram) ; *Missionnaires de l'islam en Asie centrale, les écoles turques de Fethullah Gülen* – Paris ; Maisonneuve et Larose (Institut français d'études anatoliennes), 2003, 299 p.

BONIFACE (Pascal) ; *"L'Année stratégique 2020" de l'IRIS*, Armand Colin, 2019, 368 pages.

BRZEZINSKI (Zbigniew) ; *Strategic Vision: America and the Crisis of Global Power*, Basic Books, 2012, 240p.

CARPENTIER (Jean), LEBRUN (François) (dir.) ; *Histoire de la Méditerranée*, Seuil, 2001.

DAVUTOĞLU (Ahmet) ; *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, (Küre Yayınları), Turquie, 2001, 600p.

DOUGUINE (Alexandre) : *Fondamentaux de géopolitique* (1997), *La Révolution conservatrice russe*, Eurasia, vol. 2, 2006, *La grande guerre des continents*, Avatar Éditions, coll. « Les cahiers de la radicalité », 2006, *La Quatrième théorie politique : La Russie et les idées politiques au XXI<sup>e</sup> siècle*, Éditions Ars magna, 2012, *Vladimir Poutine, le pour et le contre : Ecrits eurasistes 2006-2016*, Éditions Ars magna, 2017.

FACON (Isabelle) ; *Russie-Turquie. Un défi à l'Occident*, Ed. Passés Composés, avril 2022, 220p.

HUNTIGHTON (Samuel); *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon & Schuster, 1996.

NYE, JR (Joseph); *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, Basic Books, 1990, 336p.

#### Articles

ANCIAUX (R.), « Turquie », *Monde arabe / Monde musulman* » in, *Boeck Supérieur*, France, 2017, Chapitre 3 et 5, pp.51-104.

BALCI (B), - La Turquie en Asie Centrale : acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques, *Boeck Supérieur*, in *revue Internationale de politique comparée*, Paris, 2014/1 Vol. 21, pp.9-19.

- L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie, IRIS éditions, in *Revue internationale et stratégique*, France, 2019/4 N° 116, pp.136-141.
- Islam et Politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gülen et le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdoğan , *Boeck*

Supérieur, in *revue Internationale de politique comparée*, Paris, 2021/1 Vol. 28, pp.136-152.

BEAUJEU-GARNIER (J), CELERIER (P), Géopolitique et Géostratégie, in: *L'information géographique*, volume 20, n°3, 1956. p.55.

BERTRAND (M), Bouleversement géopolitique en Afrique : vieilles gloires, nouveaux acteurs, ESKA, in *revue Sécurité globale*, Paris, 2021/3 N° 27, p.97-98.

BILLION (D), Les atouts de la politique extérieure de la Turquie, le Seuil, in *revue Pouvoirs*, Paris, 2005/4 n° 115, pp.115-127.

BOUQUET (O), « Les Ottomans Questions d'Orient », in *Documentation photographique*, juillet-août 2018.

BRUNEAU (M), L'Eurasie, un impensé de la géographie : continent, empire, idéologie ou projet ?, in *l'Espace Géographique*, Paris, 2018/1 (Tome 47), pp.1-2.

BUCCIANTTI (A), « Turkish soap operas in the Arab world: social liberation or cultural alienation ? », in *Arab Media and Society*, n° 10, printemps 2010.

CROC (G), « La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement », l'Harmattan, in *revue Confluences Méditerranée*, Paris, 2012/4 N° 83, pp.71-83.

DUCLOS (M), Le triangle : Turquie, Russie, Iran, in *Commentaire SA, Commentaire*, France, 2021/3 N° 175, p.513-514.

ENDEWELD (M), « Emmanuel Macron et l'« État profond » », in *Le Monde Diplomatique*, Septembre 2020, p.1-20-21.

GOLE (N), « Turquie : un “désir d'Europe” qui dérange », in Cengiz Aktar (dir.), *Lettres aux turco-sceptiques*, op. cit., p. 65, 2004.

HAKAN (Y), Toward an Islamic Enlightenment, The Gülen Movement, in Oxford University Press, 2013, p. 71-116.

JOSSERAN (T), La Turquie et la méditerranée. Une relation houleuse, in Institut de Stratégie Comparée, « *Stratégique* », Paris, 2019/4 N° 124, p.71-72.

- Les Balkans vus par Ahmet Davutoğlu, Institut de Stratégie Comparée, in *revue Stratégique*, Paris, 2021/1 N° 125, pp.171-173.

LAROCHELLE (D.M), Le soft power à l'épreuve de la réception : le cas des fictions sérielles turques en Grèce, La Découverte, in *revue Réseaux*, France, 2021/2 Vol. 226-227, pp.211-230.

MARCOU (J), La Turquie et l'Etat Islamique : d'un mariage de raison à un divorce à l'amiable, in *L'Esprit du temps, Outre-Terre*, France, 2015/3 N° 44 p.354.

PARIS (J) Succès et déboire des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question, La Découverte, in *revue Hérodote*, France, 2013/1 Vol. 148, pp.156-165.

PEROUSSE (J-F), « Questions internationales », in *La Documentation Française*, N°72, Mars-avril 2015.

SALHAB (S), Introduction historique, Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient, in *revue Les Cahiers de l'Orient*, France, 2012/2 N° 106, p.14-15.

TASPINAR (O), « Entre néo-ottomanisme et kémalisme », in *Afkar/idées*, été 2003, p.21.

TIJEL (J), Les paradoxes du printemps kurde en Syrie, Institut français des relations internationales, in *Politique étrangère*, France, 2014/2 Eté p.51-53.

TOURET (V), Les interventions turques en Syrie depuis 2016. Une Kontrguerilla devenue l'outil de la sécurité extérieure de l'Etat, Institut de Stratégie Comparée, in *Stratégie*, France, 2019/4 N° 124 p.55.

VANNETZEL (M), Sous le signe de rabia : circulations et segmentations des mobilisations (trans)nationales en Turquie, in *Critique Internationale*, Presses de Sciences Po, France, 2018/1 N° 78, p.41-42.



## Sitographie

### Sources Wikipédia

Abordage de la flottille pour Gaza (2022, 25 juin) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Abordage\\_de\\_la\\_flottille\\_pour\\_Gaza](https://fr.wikipedia.org/wiki/Abordage_de_la_flottille_pour_Gaza)

Alexandre Douguine (2022, 29 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre\\_Douguine](https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_Douguine)

Armée syrienne libre (2022, 28 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e\\_syrienne\\_libre#cite\\_note-Albayrak-6](https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_syrienne_libre#cite_note-Albayrak-6)

Assassinat d'Andrei Karlov (2022, 1<sup>er</sup> août) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Assassinat\\_d%27Andre%C3%AF\\_Karlov](https://fr.wikipedia.org/wiki/Assassinat_d%27Andre%C3%AF_Karlov)

Bataille d'Idleb (2022, 29 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille\\_d%27Idleb](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_d%27Idleb)

Bataille de Kobane (2022, 28 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille\\_de\\_Koban%C3%A9](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_Koban%C3%A9)

Constantinople (film) (2022, 13 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Constantinople\\_\(film\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Constantinople_(film))

Empire byzantin (2022, 29 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Empire\\_byzantin](https://fr.wikipedia.org/wiki/Empire_byzantin)

Espace vital (2022, 30 juillet) dans *Wikipédia* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Espace\\_vital](https://fr.wikipedia.org/wiki/Espace_vital)

Etat islamique (2022,29 juillet) *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat\\_islamique\\_\(organisation\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat_islamique_(organisation))

Intervention militaire de la Russie en Syrie (2022, 1<sup>er</sup> août) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention\\_militaire\\_de\\_la\\_Russie\\_en\\_Syrie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention_militaire_de_la_Russie_en_Syrie)

Islam en Iran (2022, 14 juin) dans *Wikipédia* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Islam\\_en\\_Iran](https://fr.wikipedia.org/wiki/Islam_en_Iran)

Le Rêve du papillon (2022, 14 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Le\\_R%C3%AAve\\_du\\_papillon\\_\(film,\\_2013\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_R%C3%AAve_du_papillon_(film,_2013))

Massacre de la Ghouta (2022, 28 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre\\_de\\_la\\_Ghouta](https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_la_Ghouta)

Mouvement protestataire de 2013 en Turquie (2022, 26 mai) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement\\_protestataire\\_de\\_2013\\_en\\_Turquie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_protestataire_de_2013_en_Turquie)

Mission de supervision des Nations Unies en Syrie (2022, le 28 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Mission\\_de\\_supervision\\_des\\_Nations\\_unies\\_en\\_Syrie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mission_de_supervision_des_Nations_unies_en_Syrie)

Mustang (2022, 14 juillet) dans *Wikipédia* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Mustang\\_\(film\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mustang_(film))

Naqshbandiyya (2022, 30 mai 2022) dans *Wikipédia*  
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Naqshbandiyya>

Néo-conservatisme (2022, 02 juin) dans *Wikipédia*  
<https://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9o-conservatisme#:~:text=Il%20s'agit%20d'une,des%20Lumi%C3%A8res%20et%20le%20contractualisme>

Parti du bien-être (2022, 14 mai) dans *Wikipédia* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti\\_du\\_bien-%C3%AAtre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_du_bien-%C3%AAtre)

Processus d'Astana (2022, 2 août) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Processus\\_d%27Astana](https://fr.wikipedia.org/wiki/Processus_d%27Astana)

Religion en Turquie (2022, 02 juin) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion\\_en\\_Turquie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion_en_Turquie)

Salih Bozok (2022, 13 juillet) dans *Wikipédia* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Salih\\_Bozok](https://fr.wikipedia.org/wiki/Salih_Bozok)

Slavophilisme (2022, 29 juillet) dans *Wikipédia* <https://fr.wikipedia.org/wiki/Slavophilisme>

Sledgehammer (Affaire *Ergenekon*) (2022, 18 mai) dans *Wikipédia*  
[https://en.wikipedia.org/wiki/Sledgehammer\\_\(alleged\\_coup\\_plan\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Sledgehammer_(alleged_coup_plan))

Traité de Sèvres (2022, 24 mai) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Trait%C3%A9\\_de\\_S%C3%A8vres](https://fr.wikipedia.org/wiki/Trait%C3%A9_de_S%C3%A8vres)

Turquie (2022, 9 août) dans *Wikipédia* <https://fr.wikipedia.org/wiki/Turquie>

Yılmaz Guney (2022, 19 juillet) dans *Wikipédia*  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Y%C4%B1lmaz\\_G%C3%BCney](https://fr.wikipedia.org/wiki/Y%C4%B1lmaz_G%C3%BCney)

#### Articles anonyme ou interne

Document interne. AFP « Décès d'un ex-Premier ministre turc », [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr), 27 février 2011. Consulté le 22 juillet 2022.

Document interne. « Famous show raises popularity of Turkey », *Hürriyet Daily News*, article du 4 mai 2012, consulté le 15 juillet 2022.

Document interne, « Bachar el-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre (Fabius) », [LeFigaro.fr](http://LeFigaro.fr), article du 17 août 2012, consulté le 25 juillet 2022.

Document interne « *Macedonia bans Turkish soap operas* », *Hürriyet Daily News*, article du 14 novembre 2012, consulté le 16 juillet 2022.

Document interne « BOX OFFICE TÜRKIYE » [archive 2012] (consulté le 13 juillet 2022)

Document interne données banque mondiale [archive 2018] consulté le 05 août 2022.

Document interne « Turkey ranks 20th in Monocle's Soft Power Survey », *Today's Zaman*, article du 30 novembre 2012, consulté le 15 juillet 2022.

Document interne, « Une réplique militaire contre la Syrie ne serait qu'"une question de jours" », *Le Monde avec AFP*, article du 27 août 2013. Consulté le 29 juillet 2022.

Document interne, « Syrie : la communauté internationale prépare une intervention », Le Point, article du 28 août 2013. Consulté le 26 juillet 2022.

Document interne, « Obama veut frapper la Syrie mais attend le soutien du Congrès », Le Nouvel Observateur, article du 31 août 2013. Consulté le 23 juillet 2022.

Document interne, « Intervention en Syrie : le tour du monde des divisions », Le Monde, article du 6 septembre 2013. Consulté le 26 juillet 2022.

Document interne, « Ban Ki-moon accuse Bachar Al-Assad de "crimes contre l'humanité" » [archive], Le Monde avec AFP, 13 septembre 2013. Consulté le 24 juillet 2022.

Document interne, « Armes chimiques : Damas respectera les délais fixés par l'ONU, assure Moscou » [archive], Le Monde avec AFP et Reuters, 18 septembre 2013. Consulté le 24 juillet 2022.

Document interne, « La Turquie abat un avion de chasse Su-24 russe », L'Express.fr, article du 24 novembre 2015, consulté le 1er août 2022.

Document interne, « Daesh et les journalistes : Des assassinats à la propagande », 20minutes.fr, article du 04 janvier 2016, disponible sur internet : <https://www.20minutes.fr/monde/daesh/1759095-20160104-daesh-journalistes-assassinats-propagande> consulté le 22 juillet 2022.

Document interne. www.Aujourd'hui la Turquie.com. Le 24 janvier 2018. Disponible sur internet : <http://aujourdhuilaturquie.com/fr/turquie-deuxieme-exportateur-de-series-tv/> consulté le 16 juillet 2022

Document interne « Canal de Suez: le propriétaire du navire évoque un déblocage dès samedi soir », Sud-Ouest international, 27 mars 2021. Consulté le 9 août 2022.

Document interne. Larousse.fr encyclopédie ; Empire ottoman. Consulté le 9 août 2022 disponible sur internet : [https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Empire\\_ottoman/136521](https://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/Empire_ottoman/136521)

Document interne, «Sommet de l'UE : le sort des réfugiés syriens en Turquie de retour sur la table des négociations », france24.com, article du 26 juin 2021, disponible sur internet : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210626-sommet-de-l-ue-le-sort-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s-syriens-en-turquie-de-retour-sur-la-table-des-n%C3%A9gociations> consulté le 29 juillet 2022.

Document interne. Manuel numérique ; essor et déclin de l'empire ottoman. Consulté le 9 août 2022.

Document interne, « Affaire Lafarge en Syrie : la mise en examen pour « complicité de crimes contre l'humanité », LeMonde.fr, article du 18 mai 2022, disponible sur internet : [https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/18/affaire-lafarge-en-syrie-la-mise-en-examen-pour-complicite-de-crimes-contre-l-humanite-confirnee\\_6126665\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/18/affaire-lafarge-en-syrie-la-mise-en-examen-pour-complicite-de-crimes-contre-l-humanite-confirnee_6126665_3224.html) consulté le 29 juillet 2022.

Document interne, «Les réfugiés syriens en Turquie face à la montée de la xénophobie », radiofrance.fr, émission audio et article du 3 juin 2022, disponible sur

internet : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/grand-reportage/les-refugies-syriens-pries-de-quitter-la-turquie-2151955> consulté le 29 juillet 2022.

Document interne « Le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge ses négociations sur l'aide humanitaire à la Syrie », L'Express.fr, article du 8 juillet 2022. Disponible sur internet : [https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/le-conseil-de-securite-de-l-onu-dans-l-expectative-sur-l-aide-humanitaire-transfrontaliere-a-la-syrie\\_2176667.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/le-conseil-de-securite-de-l-onu-dans-l-expectative-sur-l-aide-humanitaire-transfrontaliere-a-la-syrie_2176667.html) consulté le 28 juillet 2022.

Document interne. www.Tooistanbul.com. Disponible sur internet, <https://www.tooistanbul.com/lincroyable-engouement-pour-les-series-turques/> consulté le 16 juillet 2022.

### Articles signés

(EN) AHTISAARI, Martii et ROHAN, Albert, « *Start EU Negotiations With Turkey!* », dans la Newsroom du site de l'Independent Commission on Turkey, 31 août 2005. Consulté le 24 juillet 2022.

ATTIA, Syrine, « L'ONU et la Syrie, une histoire de veto et de résolutions adoptées », le Monde.fr (Les Décodeurs), article du 20 décembre 2016 (mis à jour le 11 avril 2018). Disponible sur internet : [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/20/qu-a-fait-le-conseil-de-securite-de-l-onu-depuis-le-debut-du-conflit-syrien\\_5052133\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/20/qu-a-fait-le-conseil-de-securite-de-l-onu-depuis-le-debut-du-conflit-syrien_5052133_4355770.html) Consulté le 24 juillet 2022.

BOUVIER, Emile, « Les drones turcs en Ukraine, un succès aux forts enjeux diplomatiques », les clés du moyen orient, article du 16 juin 2022, disponible sur internet : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-drones-turcs-en-Ukraine-un-succes-aux-forts-enjeux-diplomatiques>, consulté le 4 août 2022.

CHAUDET, Didier, « Quel est l'impact de l'assassinat d'Andreï Karlov sur la Turquie et la Russie ? » sur huffpostmaghreb.com, article du 20 décembre 2016, disponible sur internet : [https://www.huffingtonpost.fr/international/article/quel-est-l-impact-de-l-assassinat-d-andrei-karlov-sur-la-turquie-et-la-russie\\_90886.html](https://www.huffingtonpost.fr/international/article/quel-est-l-impact-de-l-assassinat-d-andrei-karlov-sur-la-turquie-et-la-russie_90886.html) consulté le 13 juillet.

(EN) CHIVERS, C. J., « New Study Refines View of Sarin Attack in Syria », The New York Times, 28 décembre 2013, consulté le 18 juillet 2022.

CREPIN-LEBLON, Elisabeth, lefigaro.fr, article du 24 juin 2022, mis à jour le 25 juin 2022, disponible sur internet : <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/les-tensions-avec-les-occidentaux-poussent-la-russie-et-la-turquie-a-cooperer>, consulté le 5 août 2022.

FALEZ, Nicolas « Attaque chimique en Syrie: la thèse occidentale remise en question », RFI, article du 21 février 2014. Consulté le 29 juillet 2022.

GERMAIN, Sabine « Inflation : l'ubuesque politique économique turque », Alternatives-économiques, article du 1<sup>er</sup> juin 2022, consulté le 11 août 2022.

JEGO, Marie « Isolé, Erdoğan tente de renouer avec l'Egypte » LeMonde.fr, article du 7 mai 2021 Disponible sur internet : <https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/07/isole->

[Erdoğan -tente-de-reparer-les-relations-avec-l-egypte-et-l-arabie-saoudite\\_6079466\\_3210.html](#) Consulté le 24 juillet 2022.

KHOURI, Stéphane «Turquie-Israël : la normalisation après une décennie en eaux troubles» sur [lorientlejour.com](#), 17 août 2022, consulté le 20 août 2022.

LOEZ, «Au-delà de l'État-nation : le confédéralisme démocratique, une alternative politique pour les Kurdes au Moyen-Orient », [ritimo.org](#), article du 21 janvier 2021, disponible sur internet : <https://www.ritimo.org/Le-Rojava-une-alternative-democratique-et-communaliste-au-nord-de-la-Syrie>) consulté le 29 juillet 2022.

MALBRUNOT, Georges, « Syrie: la poussée djihadiste », *Le Figaro*, article du 18 septembre 2013. Disponible sur internet : <https://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/09/18/10001-20130918ARTFIG00494-syrie-la-poussee-djihadiste.php> consulté le 28 juillet 2022.

MAURIZI, Stefania "*Edward Snowden: 'Poisoning people who are long out of their service is contemptible'*". [repubblica.it](#). March 18, 2018. Consulté le 24 juillet 2022. Disponible sur internet :

[https://www.repubblica.it/esteri/2018/03/19/news/snowden\\_how\\_the\\_deep\\_state\\_shapes\\_presidents\\_-191619170/](https://www.repubblica.it/esteri/2018/03/19/news/snowden_how_the_deep_state_shapes_presidents_-191619170/)

SANZ, Alba « Le rapprochement Egypte-Turquie s'affaiblit » [Atalayar-entre-deux-rives.com](#), article du 28 juillet 2022. Disponible sur internet : <https://atalayar.com/fr/content/le-rapprochement-egypte-turquie-saffaiblit> consulté le 28 juillet 2022.

TSOLAKIDOU, Stella « Greeks learn Turkish by watching TV series », *Hürriyet Daily News*, article du 14 septembre 2012, consulté le 15 juillet 2022.

(EN) WILLS, Matthew "*The Turkish Origins of the 'Deep State'*", [jstor.org](#), April 10, 2017. Consulté le 24 juillet 2022.

(EN) WITT, Stephen, « The Turkish Drone that changed the nature of warfare », [newyorker.com](#), article du 16 mai 2022 (issue *Annals of war*), disponible sur internet: <https://www.newyorker.com/magazine/2022/05/16/the-turkish-drone-that-changed-the-nature-of-warfare>, consulté le 4 août 2022.

## **Filmographie** (Ordre chronologique)

*Un été sans eau* (1963) ; *Yol* (1982) ; *Hakkari'de bir Mevsim* (1983) ; *Oz* (1997); *Les Sopranos* (1999); *Nuages de mai* (1999) ; *Gladiator* (2000) ; *Vizontele* (2001) ; *The Wire* (2002); *Kurtlar Vadisi* (2003) ; *Avrupa Yakası* (2004); *G.O.R.A* (2004) ; *Head-On* (2004) ; *Gümüş* (2005); *Organize Isler* (2005) ; *Les Climats* (2006) ; *Binbir Gece* (2006) ; *Le Saltimbanque* (*Hokkabaz*, 2006) ; *Beyaz melek* (*l'Ange blanc*, 2007); *De l'autre côté* (2007) ; *Aşk-I memnu* (2008); *Ayrılık* (2009) ; *Günesi Gördüm* (*J'ai vu le soleil*, 2009) ; *Ezel* (2009) *Soul Kitchen* (2009) ; ; *Games Of Thrones* (2010); *Bezaht Ç* (2010) ; *Veda* (2010) ; *Quel est le crime de Fatmagül* (2010) ; *New-York'ta Bes Minare en 2010* (*Cinq minarets à New York*, 2010) ; *Muhteşem Yüzyıl* (2011); *Hayat devam ediyor* (2011) ; *Il était une fois en Anatolie* (2011) ; *Fetih 1453 : La conquête 1453* (2012) ; *Medcezir* (2013); *Çanakkale Yolun Sonu*, (*Gallipoli, la Bataille des Dardanelles* 2013) ; *Le Reve du papillon* (2013) ; *Coming Soon* (*Pek Yakında*, 2014) ; *Winter Sleep* (2014) ; *Mucize* (2014) ; *The Water Diviner*, 2014 ; *Kara sevda* (2015); *Mustang* (2015) ; *Kiralık Aşk* (2015) ; *Vatanım Sensin* (2016) ; *Payitath Diriliş Ertuğrul* (2017); *Çukur* (2017) ; *Erkençi kuş* (2018) ; *Börü* (2018) ; *Jet Sosyete* (2018) ; *Sibel* (2018) ; *Atiye* (2019) ; *7 Kogustaki Mucize* (2019) *Rise of Empire: Ottoman* (2020); *Kağıttan Hayatlar* (2021) ; *Kuş Uçuşu* (2022)

## Images (Ordre de citation)

- Belin éducation/humensis, 2019 HGGSP Histoire-Géographie Géopolitique Science Politique Essor et apogée de l'Empire ottoman (XIVe-XVIIe siècles), *Belin Education*.
- *L'Entrée du sultan Mehmet II à Constantinople le 29 mai 1453*, Benjamin Contant, 1876 (Peinture).
- Portrait de Soliman dans le style du Titien (peintre italien de l'école vénitienne), vers 1530, (Peinture).
- Belin éducation/humensis, 2019 HGGSP Histoire-Géographie Géopolitique Science Politique *Le déclin de l'Empire ottoman (XIXe-XXe siècles)*, *Belin Education*.
- Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad (C) pose pour une photo de groupe avec ses homologues Abdullah Gul de Turquie (G) et Bachar al-Assad de Syrie (D) lors du Sommet économique du COMCEC à Istanbul, le 9 novembre 2009. Le COMCEC est le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI). REUTERS/Osman Orsal (TURQUIE POLITICS)
- Le président turc Recep Tayyip Erdoğan rencontre le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à Bakou, en février 2020. Photo par President.Az / Wikimedia Commons, sous licence CC-BY-4.0
- AFP/MAHMUD TURKIA - Des diplômés de l'armée libyenne fidèles au gouvernement de concorde nationale (GNA), participent à des manœuvres lors d'une cérémonie de remise de diplômes, résultat d'un accord d'entraînement militaire avec la Turquie, au camp Omar Mukhtar dans la ville de Tajoura, au sud-est de la capitale Tripoli, le 21 novembre 2020
- Recep Tayyip Erdoğan et Fethullah Gülen dans la seconde moitié des années 1990. Photo : Hayatin Kendisi Burada/Picasa.
- Des manifestants occupants le parc Gezi à Istanbul, le 25 juin 2013. AFP.
- Manifestation contre l'organisation Ergenekon devant l'entrée du palais de justice d'Istanbul (on peut lire sur les pancartes : « l'assassin de Hrant [l'écrivain arménien Hrant Dink tué en 2005] est le gang Ergenekon ») (AFP)
- Les partisans des personnes visées par le procès Ergenekon manifestent devant la prison de Silivri près d'Istanbul en 2011 (AFP)
- Des soldats turcs sécurisent la place Taksim à Istanbul où des partisans du président Erdoğan se sont rassemblés dans la nuit du 15 au 16 Juillet 2016 pour contrer la tentative de coup d'Etat. ©AP Photo/Emrah Gurel

- Affiche promotionnelle de la série « *Muhteşem Yüzyıl* » (2011-2014).
- Affiche promotionnelle du feuilleton *Gümüş* (2005-2007).
- Affiche du film *Yol, la permission* (1981) : *Cinq prisonniers turcs bénéficiant d'une permission rejoignent leurs familles. Dans un pays répressif soumis aux coutumes archaïques, cette liberté éphémère n'engendrera que le drame.*
- Yilmaz Guney célébrant sa palme d'or sur la scène du 35ème Festival de Cannes (1982)
- Le vice-ministre des affaires étrangères égyptien, Hamdi Sanad Loza (de dos), rencontre son homologue turc, Sedat Onal, au Caire, en Egypte, le 5 mai 2021, pour une reprise de contacts diplomatiques, interrompus depuis 2013. KHALED DESOUKI / AFP
- Affiche française du film Constantinople (2012).
- Affiche turque du film Gallipoli, la bataille des Dardanelles (2013).
- Le conseil de sécurité de l'ONU réuni le 30 décembre 2014. AP/FRANK FRANKLIN
- Photo d'un char des forces turques et de leurs alliés syriens après la prise de contrôle de la ville kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, le 18 mars 2018 - OMAR HAJ KADOUR [AFP]
  
- Les présidents russe et turc lors d'une précédente rencontre sur la Syrie © AFP - Service de la présidence turque.
  
- Burhan Ozbilici, « *An Assassination in Turkey* », sur worldpressphoto.org, 13 février 2017 (consulté le 14 juillet 2022). Le 13 février 2017, la photo — intitulée « Un assassinat en Turquie » — reçoit le prestigieux prix *World Press Photo of the Year*, le jury récompensant la capacité du photographe à avoir été là au bon moment et à n'avoir pas hésité à prendre un risque face à un fanatique armé pour saisir une scène.
  
- Le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu, à droite, et son homologue israélien, Yaïr Lapid, lors d'une conférence de presse à Ankara, le 23 juin 2022. Ozan Kose/AFP
  
- Le président russe Vladimir Poutine, le président iranien Ebrahim Raïssi et le président turc Recep Tayyip Erdoğan se saluent devant une réunion des dirigeants des trois États garants du processus d'Astana, destiné à trouver un règlement pacifique à la crise syrienne, à Téhéran, en Iran, le 19 juillet 2022. via REUTERS - WANA NEWS AGENCY





Faculté de Droit de Nancy

Master 2 : Science politique - Métiers du politique et de l'administration

Spécialité : Recherche

***Le soft power de la République turque (2003-2022).***

**Médias, culture, religion et influence internationale en contexte critique**

**Bulent ALHAS**

Faculté de Droit, Sciences Économiques et Gestion, Université de Lorraine, 13 Pl. Carnot,  
54000 Nancy.